

FAIRE CAMPAGNE EN VILLE

L'agriculture urbaine en Afrique de l'Est



Faire campagne en ville

L'agriculture urbaine en Afrique de l'Est

*Axumite G. Egziabher, Diana Lee-Smith,
Daniel G. Maxwell, Pyar Ali Memon, Luc J.A. Mougeot
et Camillus J. Sawio*

Centre de recherches pour le développement international
Ottawa • Dakar • Johannesburg • Le Caire • Montevideo • Nairobi
New Delhi • Singapour

Publié par le Centre de recherches pour le développement international
BP 8500, Ottawa (Ontario) Canada K1G 3H9

© Centre de recherches pour le développement international 1995

Egziabher, A.G.
Lee-Smith, D.
Maxwell, D.G.
Memon, P.A.
Mougeot, L. J.A.
Sawio, C.J.

Faire campagne en ville : l'agriculture urbaine en Afrique de l'Est. Ottawa,
ON, CRDI, 1995. xvi + 161 p. : ill.

*/Agriculture/, /agriexploitation/, /production alimentaire/, /villes/, /Afrique
orientale/ — /Tanzanie/, /Ouganda/, /Kenya/, /Éthiopie/, /études de cas/,
références bibliographiques.*

CDU : 631(676-21)

ISBN : 0-88936-731-0

Édition microfiche offerte sur demande.

Tous droits réservés. Toute reproduction, stockage dans un système
d'extraction ou transmission en tout ou en partie de cette publication, sous
quelque forme ou par quelque moyen que ce soit — support électronique ou
mécanique, photocopie ou autre — est interdit sans l'autorisation expresse du
Centre de recherches pour le développement international.

LES ÉDITIONS DU CRDI s'appliquent à produire des publications qui respectent
l'environnement. Le papier utilisé est recyclé et recyclable; l'encre et les
enduits sont d'origine végétale.

Table des matières

Préface

L'agriculture urbaine nourrit déjà des villes ☛ vii

Irene Tinker

Chapitre 1 Introduction

L'agriculture urbaine en Afrique d'un point de vue mondial ☛ 1

Luc J.A. Mougeot

Chapitre 2 Tanzanie

Qui sont les agriculteurs de Dar es-Salaam ? ☛ 31

Camillus J. Sawio

Chapitre 3 Ouganda

Logique de l'agriculture urbaine dans les ménages de Kampala ☛ 57

Daniel G. Maxwell

Chapitre 4 Kenya

L'agriculture urbaine au Kenya ☛ 79

Diana Lee-Smith et Pyar Ali Memon

Chapitre 5 Éthiopie

Agriculture urbaine, coopératives et population urbaine pauvre
à Addis-Abeba ☛ 99

Axumite G. Egziabher

Chapitre 6 Conclusion

L'agriculture urbaine à l'heure du XXI^e siècle : un regain d'intérêt institutionnel ➤ **121**

Luc J.A. Mougeot

Bibliographie ➤ 135

Index ➤ 147

Préface

L'agriculture urbaine nourrit déjà des villes

*Irene Tinker*¹

On considère à tort que l'expression « agriculture urbaine » a tout de la dichotomie. Malgré le rôle primordial que joue cette agriculture dans l'approvisionnement alimentaire des villes dans le monde, les spécialistes et les planificateurs de l'agriculture en ont relativement peu parlé. Au mieux, les représentants gouvernementaux et les décideurs y voient une activité marginale et, au pis, ils vont jusqu'à brûler les récoltes et à chasser les agriculteurs en disant que les exploitations urbaines non seulement déparent le paysage, mais sont aussi source de pollution et de maladie. Aux antipodes de cette image, des études récentes confirment la valeur commerciale des productions alimentaires urbaines, tout en faisant ressortir l'importance de cette agriculture comme stratégie de survie des pauvres des villes, et surtout des femmes chefs de ménage.

Avec sa perspicacité habituelle qui lui fait honneur, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) a été le premier grand organisme international à reconnaître l'importance de la production vivrière urbaine. En 1983, son service de recherche urbaine, que dirigeait Yue-man Yeung, finança une étude de six centres urbains kenyans par les soins de l'Institut Mazingira de Nairobi. Pendant la décennie qui a suivi, on devait appuyer d'autres études et d'autres spécialistes jusqu'à ce que le poids des rapports et la conscience des problèmes de sécurité alimentaire urbaine finissent par

1. Professeure au Département de planification urbaine et régionale et présidente du Département d'études féminines de l'Université de Californie à Berkeley, aux États-Unis.

donner une place de choix à la question dans le programme d'activités du CRDI. Au printemps de 1993, ce dernier organisait deux manifestations destinées à faire connaître cette même question de politiques à une clientèle plus vaste. Il y a eu une conférence sur les politiques et la planification au siège social du Centre à Ottawa et des tables rondes à l'assemblée annuelle de l'Association canadienne des études africaines (ACEA), à Toronto.

Il était logique de prévoir des tables rondes à la rencontre de l'ACEA sur le thème du « développement urbain et communautaire ». L'Afrique subsaharienne est la seule région du monde où la production alimentaire par habitant a diminué depuis dix ans. L'insuffisance de l'approvisionnement alimentaire rural se trouve aggravée par les pressions de l'adaptation structurelle qui réduisent l'emploi urbain. Le fléchissement des cours des denrées agricoles d'exportation encourage la migration vers les villes et réduit la capacité de l'État d'acheter de la nourriture en rendant ses réserves en devises insuffisantes. Les secours alimentaires dans le monde subissent actuellement toutes sortes de ponctions par suite de la propagation de la famine et de la guerre. L'évolution des habitudes de consommation dans les villes se prête à des productions alimentaires commerciales, en particulier de légumes, qu'on ne trouve pas normalement en région rurale. Ensemble, ces tendances aident à expliquer la progression des productions vivrières urbaines dans toute la région.

Les tables rondes de l'ACEA ont réuni des spécialistes de l'agriculture urbaine de l'Éthiopie, du Kenya, du Mali, de l'Ouganda et de la Tanzanie. Ils y ont discuté de leurs travaux de recherche. Axumite Egziabher à Addis-Abeba, Camillus Sawio à Dar es-Salaam et Daniel Maxwell à Kampala ont fondé leurs études sur leur thèse de doctorat. Chacun d'entre eux s'est attaché à des aspects particuliers de cette agriculture. Egziabher a mené à bien une étude approfondie d'une coopérative de production maraîchère commerciale. Sawio a recueilli des données sur les caractéristiques économiques des agriculteurs urbains dans des zones d'habitation et des zones de squatters. Maxwell s'est tout particulièrement intéressé à l'interaction de la propriété foncière, de la taille et du lieu des exploitations, de la

nature des productions et des caractéristiques des agriculteurs. Tant au Kenya qu'au Mali, les recherches consacrées aux rapports entre l'agriculture urbaine et les combustibles de cuisson ont été financées par le CRDI par le canal de l'Institut Mazingira à Nairobi et d'ENDA Énergie (Environnement et développement du Tiers-Monde) à Dakar.

Pour obtenir une vue pratique, on a invité un représentant de l'Organisation des coopératives collectives du Zimbabwe à discuter des enjeux réels de l'agriculture urbaine dans son pays. Pour donner une perspective internationale, on a aussi présenté des communications sur la Bolivie et la Chine. On trouvera, dans la présente publication, les quatre études visant l'Afrique orientale. Les lecteurs intéressés pourront trouver les aspects politiques des études sur le Mali, la Bolivie et l'Asie de l'Est dans les actes de la rencontre d'Ottawa (Mougeot et Massé, 1993).

Collectivement, ces recherches remettent en cause les hypothèses des théoriciens du développement économique, marxistes et modernistes, qui voient dans l'agriculture urbaine une culture paysanne dont malgré la survie initiale dans les villes, ils en prédisent sans ambages la disparition. Pendant les années 1970, les points de vue se sont affrontés dans un débat semblable sur les entreprises du secteur parallèle, suite auquel on en vient à adopter un nouveau train de politiques de soutien et d'amélioration de la petite et moyenne entreprise dans l'économie parallèle. Ce débat avait exclu la plupart des entreprises familiales ou individuelles, qu'il s'agisse d'artisanat, de production agricole ou de commerce de rue, parce que l'accent était mis sur l'emploi dans le secteur parallèle, principal souci du premier bailleur de fonds de ces études, l'Organisation internationale du travail (OIT). Les études actuelles reconnaissent l'entreprise individuelle et familiale comme un rouage important du secteur parallèle. C'est ainsi que les milieux du développement ont lancé des programmes distincts d'aide à ces micro-entreprises. Il est temps que l'on convienne de la large place que tient l'agriculture urbaine dans le secteur parallèle des villes, cette activité apportant un revenu ou, à défaut, de la nourriture à de nombreux citoyens.

Les études contredisent en outre les planificateurs du développement qui perçoivent une dichotomie entre ville et campagne, agriculture et ville, et placent la production vivrière uniquement dans un cadre rural. En réalité, les élevages et les potagers sont depuis longtemps associés à la vie urbaine. Ainsi, une étude récemment publiée sur le micro-élevage par le National Research Council des États-Unis indique que les espèces se prêtant à l'élevage dans une habitation ou un espace restreint. On distribue gratuitement des semences aux squatters des villes pour qu'ils cultivent des légumineuses riches en protéines sur leurs masures. Même dans les pays industrialisés, les potagers sont florissants. À New York, on en voit là où il n'y avait que des terrains vacants il y a quelques années à peine. Les potagers de fines herbes du sud du Bronx alimentent les restaurants de fine cuisine de Manhattan. Le propriétaire des Kona Kai Farms dans un secteur commercial de Berkeley, en Californie, dit se faire un revenu de 0,5 million de dollars américains avec moins de 0,4 hectare de terre. Ses laitues, ses fines herbes et ses fleurs comestibles se vendent même à Hong Kong. À Saint-Petersbourg, la population qui vit en appartement fait face à l'effondrement des systèmes alimentaires russes en cultivant son potager sur les toits². La théorie doit rattraper la pratique. Il n'y a pas dichotomie, mais continuité. Il faut voir quels types de cultures vivrières ou d'élevages peuvent s'adapter au milieu urbain ou péri-urbain.

Qu'est-ce que l'agriculture urbaine ?

Tous les spécialistes des tables rondes ont bien dit que l'agriculture urbaine comprend non seulement les cultures vivrières et fruitières (arbres), mais aussi les volailles, poissons, abeilles, lapins, serpents, cobayes ou autres animaux ou insectes que l'on considère consommables dans la région. Il est plus difficile de circonscrire les termes « urbain » et « péri-urbain ». Les délimitations municipales

2. On pourra puiser d'autres exemples dans le numéro spécial de *Hunger Notes* : « Urban food production: neglected resource for food and jobs » compilé par Irene Tinker (que l'on peut se procurer au prix de 5 \$ US au World Hunger Education Service, BP 29056, Washington, DC 20017, États-Unis).

correspondent rarement aux utilisations du sol. Les villes s'étendent et souvent absorbent des villages dont les habitants continuent à cultiver le sol même dans des espaces de plus en plus restreints. Les moyens de transport relient des villages encore plus éloignés à l'économie urbaine par des échanges intrafamiliaux et des rapports commerciaux. Les citadins ont souvent leur propre ferme en zone péri-urbaine. Ils font la navette toutes les semaines entre leur domicile et leur ferme ou laissent dans cette dernière des membres de la famille pour s'occuper des cultures en saison. La Chine reconnaît depuis longtemps les diverses occupations du sol en région péri-urbaine et a créé des territoires municipaux qui ressemblent à des territoires nationaux pour que les villes exercent un contrôle sur leur « arrière-pays ».

Dans les limites des villes, les squatters cultivent le maïs dans des bacs de fenêtre, tandis que les citadins de la classe moyenne plantent des légumes parmi leurs fleurs. Même les régions métropolitaines peuplées ont des bassins fluviaux, des plaines d'inondation, des falaises ou des carrières où il serait peu sage, voire impossible de construire et où les potagers peuvent se multiplier. Les emprises de route, de chemin de fer ou de lignes de transport d'électricité attirent les gens qui ont faim, mais les cultures qu'on y établit risquent d'être détruites par les autorités elles-mêmes.

Comme on ne s'entend pas au départ sur une définition pratique des termes « urbain » et « péri-urbain » du point de vue de la densité ou des caractéristiques de l'habitation, ni sur des méthodes de mesure de la productivité, il est difficile de comparer les études produites, bien qu'elles livrent de précieux renseignements sur l'agriculture urbaine dans certaines villes. La prochaine étape dans les études urbaines des productions vivrières sera de normaliser les définitions et les plans d'étude pour que l'on puisse recueillir des données quantitatives et les comparer. L'analyse de telles données pourrait agir grandement sur les politiques qui sont implantées.

Importance de la production vivrière urbaine

Les données de toutes les études confirment l'importance de la production vivrière urbaine sur le plan des revenus et de la consommation. Au Kenya, 67 % des familles urbaines de Nairobi font de l'agriculture, mais 29 % seulement produisent des aliments sur le territoire municipal. Les productions vivrières domestiques sont essentielles à la nutrition familiale : le quart des familles de six grandes villes disent ne pouvoir survivre sans les aliments qu'elles cultivent elles-mêmes. Si la plupart de ces aliments sont destinés à la consommation, 23 % des agriculteurs urbains en vendent, souvent pour se procurer des combustibles de cuisson. Environ 30 % des femmes tenant un commerce d'aliments produisent elles-mêmes ce qu'elles vendent. Les ménages urbains élèvent du bétail dans une proportion de 51 %. Ils ne sont cependant que 17 % à le faire à leur habitation urbaine. À Nairobi, 7 % seulement de la population fait de l'élevage en région urbaine ; il s'agit surtout d'aviculture. Il reste en région urbaine quelques importants cheptels laitiers qui approvisionnent Nairobi en lait.

À Kampala, près de 30 % de la population cultive la moitié du territoire urbain. On produit sur place 70 % de la volaille et des œufs consommés dans cette ville. On cultive même à la ville des tubercules alimentaires, qui constituent un aliment de base. Les producteurs consomment environ 20 % de leur récolte et ils vendent le reste. À Addis-Abeba, les membres des coopératives produisent principalement des légumes pour la vente, mais les familles consomment une partie de la récolte, économisant ainsi une tranche de 10 à 20 % de leur revenu qu'elles devraient normalement dépenser en nourriture. Au Mali, les potagers urbains représentent une importante source de revenu et les quantités produites assurent l'autosuffisance alimentaire de Bamako en légumes. L'agriculture de subsistance en saison des pluies est également répandue. Le Zimbabwe tolère moins ces potagers, en particulier à Harare, que les autres pays africains dont nous venons de parler. Autour de Bulawayo, on ferme généralement les yeux sur les cultures le long des bassins de cours d'eau et sur les élevages domestiques de volaille et

de porcs. En revanche, en Bolivie, l'État encourage la culture urbaine dans les potagers communaux, scolaires et domestiques.

Les enquêtes menées par Save the Children à Kampala font voir les effets marqués à long terme sur l'état nutritionnel des enfants de familles pauvres qui produisent en partie leur propre nourriture. Save the Children et l'UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) en concluent que l'agriculture urbaine a fourni assez d'aliments pour que les programmes d'alimentation complémentaire deviennent inutiles, même en période de troubles civils. À Addis-Abeba, les légumes consommés par les familles s'adonnant à l'agriculture ont enrichi leur régime alimentaire. À La Paz, une étude approfondie compare l'alimentation des familles pauvres et riches et met en relief la dépendance croissante de la Bolivie à l'égard des produits alimentaires d'importation depuis dix ans. Les pauvres n'ingèrent que 80 % de l'apport calorique recommandé. Leur nourriture vient des secours alimentaires et des productions rurales dans des proportions respectives de 65 % et de 30 %, et le reste provient de l'agriculture urbaine. En revanche, les riches consomment 103 % de ce dont ils ont besoin comme calories et plus de 50 % de leur alimentation consiste en denrées d'importation.

Qui sont les agriculteurs urbains ?

Comme les femmes ont un rôle prédominant en agriculture dans la plupart des sociétés subsahariennes, on ne doit pas s'étonner que la plupart des agriculteurs soient des femmes. L'étude kenyane relève 56 % de femmes dans les exploitations des six villes étudiées, mais constate que la proportion s'élève à 62 % dans les plus grandes villes. Sur le nombre de ces agricultrices, 64 % sont chefs de ménage, ce qui illustre l'extrême importance de l'agriculture urbaine comme moyen de survie des familles pauvres. À Dar es-Salaam, 65 % des agricultrices ont de 26 à 45 ans, âge où l'obligation de nourrir une famille est la plus forte. En revanche, plus de 30 % des agriculteurs de sexe masculin y avaient plus de 56 ans, ce qui indique peut-être qu'ils vivaient seuls. Chez les membres de coopératives à Addis-Abeba, c'est le chef de

ménage, qui, comme seul membre de la coopérative, cultivait les parcelles communales, alors que la culture des parcelles privées incombait aux femmes. Ainsi, une femme qui était chef de ménage se retrouvait avec une double charge et devait souvent inscrire une fille, jamais un fils, aux classes du soir pour qu'elle puisse l'aider à cultiver le sol le jour.

Les agriculteurs urbains ne sont pas des migrants récents. Les pressions sont telles sur le plan de l'occupation du sol que les nouveaux venus ont moins accès à celui-ci que ceux qui habitent la ville depuis longtemps. Ajoutons qu'une forte proportion des agriculteurs sont ce que l'on pourrait appeler de « nouveaux pauvres », c'est-à-dire des cols blancs, même des bureaucrates de rang moyen, avec des parcelles familiales plus importantes.

Questions

Pour savoir qui cultive, il faut surtout savoir qui a accès au sol. À Addis-Abeba, si on a créé la coopérative, c'est précisément que l'on visait à une légitimation des droits des membres sur le sol qu'ils cultivaient depuis 17 ans. Les dirigeants craignent que les nouvelles politiques foncières ne viennent privatiser des terres auparavant nationalisées. Au Kenya, seuls 41 % des agriculteurs urbains étaient propriétaires du sol qu'ils exploitaient, tandis que 42 % — surtout les agriculteurs les plus pauvres — cultivaient le domaine public. Les régimes de propriété foncière sont source de confusion extrême à Kampala, les droits fonciers traditionnels étant en rivalité avec les droits modernes. Beaucoup de propriétaires fonciers s'entendent avec des agriculteurs urbains pour qu'ils exploitent leurs terres jusqu'à ce qu'un règlement foncier intervienne, prévenant ainsi toute occupation sauvage de leur propriété par des squatters. Un enjeu primordial du développement urbain partout dans les pays du Tiers-Monde est celui des droits de propriété ou d'exploitation du sol avec les conflits entre régimes modernes d'enregistrement des titres fonciers et régimes hérités du passé.

Une autre question est celle de l'attitude des gouvernements à l'égard de l'agriculture urbaine. Les administrations coloniales taxaient habituellement les formes visibles de cette agriculture de nuisance visuelle, et nombre de lois alors édictées n'ont pas encore été abrogées. Leur application varie de pays en pays et dépend souvent de l'existence de pénuries alimentaires. L'incertitude créée par le harcèlement dont ils peuvent être l'objet empêche les agriculteurs d'investir dans des améliorations du sol ou des cultures. Même si ce harcèlement devait cesser, les valeurs foncières et le zonage auront un rôle tout aussi grand à jouer dans la future importance des productions alimentaires urbaines. Des potagers pourraient-ils remplacer des parcs comme espaces verts ? Comment établir l'imposition de tels terrains ?

On a aussi condamné l'agriculture urbaine pour ses prétendues répercussions négatives sur l'état de santé. Un mythe qui subsiste malgré toutes les données qui l'infirmement est que les moustiques paludéens se reproduisent dans le maïs que l'on cultive dans les villes d'Afrique orientale. Le bétail que l'on laisse en liberté ajoute sûrement à la saleté des villes, mais tous ceux qui ont participé aux tables rondes convenaient que les risques possibles pour la santé étaient infimes en regard des avantages de la production vivrière urbaine.

Conclusion

Les études qui suivent, et d'autres dont on a parlé dans les tables rondes organisées par le CRDI, démontrent le grand intérêt des productions alimentaires urbaines comme source de revenu et de nourriture. Elles dégagent le large éventail socio-économique des agriculteurs urbains et l'extrême importance de la production vivrière domestique pour les citadins les plus pauvres, et plus particulièrement pour les ménages dirigés par des femmes. Elles font en outre ressortir l'importance commerciale croissante de certaines denrées comme les légumes, la volaille et les œufs. Disons enfin que, si la pisciculture occupe une grande place en Asie, elle est presque absente en Afrique.

L'État n'a généralement eu à l'égard de la production alimentaire urbaine qu'une attitude de négligence, quand il ne se livrait pas à des mesures de harcèlement. Il faut réglementer l'occupation du sol public et privé pour que les productions vivrières urbaines puissent s'épanouir. En améliorant l'information sur les cultures, les engrais, l'eau et les pesticides, on pourrait largement augmenter la production alimentaire. Des activités d'immunisation et de consultation en alimentation des animaux renforceraient les cheptels et réduiraient les pertes par mort prématurée. Avant d'inciter les pouvoirs publics à ainsi revoir leurs politiques à l'égard de l'agriculture urbaine et péri-urbaine, on devra toutefois réaliser des études comparatives d'ordre quantitatif pour bien comprendre les pratiques actuelles.

Chapitre 1 Introduction

L'agriculture urbaine en Afrique d'un point de vue mondial

Luc J.A. Mougeot

L'agriculture urbaine comprend la production végétale (agriculture vivrière ou non et arboriculture) et animale (bétail, volaille, poisson, etc.) dans les zones urbaines bâties (production intra-urbaine) et aux alentours (production péri-urbaine). On accorde souvent à l'enquête de 1958 de Vennetier à Pointe-Noire, au Congo, le mérite d'avoir ouvert un nouveau domaine d'investigation en agriculture urbaine en Afrique subsaharienne et au-delà. Grâce à un échantillon de 1 013 ménages (4 493 personnes), ce chercheur a pu estimer que 16 500 personnes (30,6 % de la population de Pointe-Noire), dont 4 500 femmes, s'adonnaient alors à l'agriculture urbaine (Vennetier, 1961, p. 84). Ganapathy (1983) a par la suite tenté de donner une définition brève mais exhaustive de cette notion. Smit et Nasr (1992) ont établi une typologie des plus complètes des systèmes d'exploitation agricole dans le monde. Enfin, la thèse de Sawio (1993) a entièrement actualisé le tableau de la recherche dans ce domaine en Afrique anglophone.

Malgré l'apparence contradictoire des deux mots qui la composent, l'expression « agriculture urbaine » n'exprime pourtant rien de nouveau comme activité urbaine de base. Les fouilles et les images aériennes de sites archéologiques nous révèlent que d'anciennes civilisations ont construit des ouvrages terrestres et aquatiques imposants et ingénieux dans des établissements urbains les plus importants et les plus avancés ou à leur proximité. Ces aménagements ont servi à la production d'aliments pour les humains ou les animaux ; d'arbres et d'arbustes pour

le chauffage, l'ombrage, la construction d'habitations, de clôtures ou de brise-vent ; de plantes ornementales, médicinales et autrement utilitaires ; à la production, enfin, de bétail de boucherie, de trait, de transport ou d'épargne.

Dans l'empire perse de Darius, on trouvait des potagers murés, appelés *pairidaeze* (« paradis »), avec des ouvrages hydrauliques permettant de pleinement exploiter une eau rare. Les cités-États grecques suffisaient à leurs besoins en lait de chèvre et en huile d'olive pour l'éclairage des maisons. On a découvert de vastes réseaux d'irrigation agricole dans les établissements romains de Timgad, en Algérie, et Volubilis, au Maroc. Dans l'empire islamique, les Abbassides ont transformé un service postal en un réseau d'information où les courriers gardaient la capitale informée du prix des denrées dans leur territoire postal pour qu'on puisse approvisionner les secteurs menacés de pénurie. Dans les villes d'Andalousie, les habitations étaient entourées de potagers et de vergers. Des villes de la civilisation de l'Indus comme Harappa et Mohenjo-Daro, que l'on a exhumées des limons mouvants de ce fleuve, ont jadis été des centres agro-urbains spécialisés. Dans l'Europe médiévale, on faisait l'essai de systèmes de rotation des cultures dans les exploitations et les champs des monastères, des villes fortifiées et des châteaux.

Dans la culture mississippienne en Amérique du Nord (apogée entre 1050 et 1250 de notre ère), une horticulture intensive en bordure des cours d'eau confirme la découverte par Burland (*Coe et al.*, 1986, p. 57) de véritables villes pré-industrielles dans les riches bassins alluvionnaires du Mississippi, de l'Ohio, du Tennessee, de l'Arkansas, de la Red River et de leurs affluents. Une de ces villes, Cahokia, en Illinois, comptait 10 000 habitants et dominait les établissements urbains précolombiens au nord du Mexique. Au milieu du cours du Mississippi, le site de Moundville (3 000 habitants) en Alabama présente des lieux d'emprunt ayant manifestement servi au stockage de poissons vivants, qui faisaient partie des réserves alimentaires de la population (*Coe et al.*, 1986, p. 56).

Il y a quatre mille ans dans le bassin mexicain pré-olmèque, on cultivait des légumes et on élevait des chiens et des dindons dans de petites villes sises sur des terrasses de pierre comme Tlatilco et Ticoman (Burland, 1976, p. 15–18). L'État aztèque était en partie tributaire des productions vivrières à l'intérieur et autour de la métropole de Teotihuacán et de la capitale de Tenochtitlán, qui se dressait au sud-ouest de la première sur une île artificielle aménagée dans le lac de Mexico (Anton, 1993, p. 116). Les cartes de Teotihuacán (de 125 000 à 250 000 habitants) dressées par Millon font nettement voir des *chinampas* dans un secteur de la ville. Il s'agit de parcelles rectangulaires délimitées par le creusement de canaux dans les marécages et fertilisées par des épandages périodiques de boue et d'herbes des marais (Coe *et al.*, 1986, p. 104). On a aussi découvert des *chinampas* hautement fertiles et productives à Xochimilco (qui subsistent encore aujourd'hui), dans des villes du littoral méridional du lac du même nom et dans la majeure partie de l'île de Tenochtitlán-Tlatelolco. Une digue de 15 km traversant le lac Texcoco protégeait les *chinampas* contre les infiltrations salées de crue des eaux pendant la saison des pluies (Coe *et al.*, 1986, p. 144, 146, 149). L'échelonnement soigné des tertres permettait sans doute à chaque ménage de cultiver son propre potager (Burland, 1976, p. 40).

Au site Buritaca 200 de Tairona dans la sierra Nevada colombienne, un réseau perfectionné de murs de retenue, de canaux et de voies d'irrigation assurait des activités d'agriculture urbaine (Coe *et al.*, 1986, p. 166–167 ; Burland, 1976, p. 162). Dans les Andes péruviennes, on pourrait avoir irrigué ou inondé les places centrales de constructions en forme de U et on aurait sans doute cultivé à ces endroits. De grands centres cérémoniels avoisinaient habituellement des champs cultivés (on a trouvé des restes de cobayes remontant à plus de 1 800 ans avant Jésus-Christ à Culebras, à mi-chemin entre Trujillo et Lima) (Coe *et al.*, 1986, p. 197). À Cuzco et à Machu Picchu, un vaste réseau d'ouvrages de retenue, de terrasses à empierrage de gravier et de voies d'irrigation à revêtement de pierre permettait une culture intensive sur les flancs abrupts des montagnes.

Le besoin de disposer d'un minimum de réserves sûres d'aliments et autres produits pour la subsistance et le commerce d'établissements humains d'une taille et d'une complexité inégalées à cette époque, explique cette association entre villes anciennes et ouvrages hydrauliques et de terrassement élaborés destinés à l'agriculture. Beaucoup de ces villes ont probablement fourni les moyens d'encouragement et les terrains d'essai grâce auxquels on a pu concevoir, parfaire et diffuser les innovations de systèmes agricoles plus intensifs et plus productifs. Parmi les percées technologiques, mentionnons les réflecteurs solaires, les ouvrages de captage, de stockage et d'acheminement de l'eau, les moyens de protection contre le gel, les systèmes de transformation des terres humides et de terrassement de collines ainsi que les systèmes de polyculture étagée du type *chinampa* (Reader's Digest Association, 1974, p. 58, 76, 96, 119, 152, 154, 158, 162, 195, 198, 217).

Asie : région d'avenir de l'agriculture urbaine

En cette fin de XX^e siècle, c'est dans les grandes villes asiatiques et à proximité que l'on observe les plus nets progrès des systèmes de production et de commercialisation de l'agriculture urbaine. Là, les décideurs et les planificateurs ont fait, pendant de nombreuses décennies, la promotion ouverte de la production vivrière et aussi non alimentaire comme fonction urbaine primordiale.

Les recensements japonais suivent de près le rendement de ce type d'agriculture. Par ailleurs, les municipalités urbaines chinoises sont « surdimensionnées » pour permettre la production alimentaire en zone urbaine. La plupart des grandes villes de Chine sont presque autosuffisantes en denrées vivrières plus périssables. L'agriculture urbaine y est devenue très intensive et hautement intégrée (cultures maraîchères fortement structurées spatialement, culture intercalaire, « surplantation », achats anticipés et contrats mixtes). En Chine méridionale, on a perfectionné un cycle écologique efficace mûrier-ver à soie-poisson-porc (Yeung, 1985, p. 14). À Guangzhou, on cultive tous les ans jusqu'à neuf produits dans un seul champ et, à

Hong Kong, il n'est pas rare qu'en un an on ait six récoltes de chou (Yeung, 1985, p. 9). En Inde, Ganapathy (1983, p. 9) signale qu'une superficie de 6 m² permet de produire tous les légumes nécessaires à une famille de quatre personnes. La municipalité de Shanghai dispose d'un système régional d'approvisionnement alimentaire entièrement intégré (Yeung, 1985, p. 12).

Qu'en est-il de la foresterie urbaine ? D'après une étude menée sur 439 villes chinoises en 1991, les espaces verts du sol urbain totalisent 380 000 hectares, soit 20,1 % de ce territoire en moyenne. Beijing abrite 9,2 millions de gens sur 750 km² et, malgré cette densité de peuplement, les zones boisées représentaient 28 % du territoire urbain en 1991 contre 3,2 % seulement en 1949. En 1990, on a relevé plus de 90 essences d'arbres dans la région métropolitaine de Beijing, dont 40 variétés d'arbres fruitiers qui constituent 17 % de tous les arbres cultivés dans les régions d'étude et jusqu'à 23 % des zones boisées des quartiers d'habitation plus anciens (Ming et Profous, 1993, p. 13–18).

En matière d'agriculture urbaine, la politique de Hong Kong est la suivante : degré élevé d'autosuffisance alimentaire, absence de subventions et création d'une activité agricole à grande échelle, moderne et entièrement commerciale. L'aménagement du territoire urbain provoque le rétrécissement des zones de culture, mais l'élevage prospère et les rendements cultureux continuent à augmenter grâce à la polyculture, à l'hydroculture et aux variétés à cycle court (Yeung, 1985, p. 9, 12, 23).

Qu'observe-t-on à l'extérieur de l'Asie ?

Ce qui est réellement nouveau depuis la fin des années 1970, c'est que l'agriculture urbaine progresse dans bien des régions du monde en développement. Une multitude de facteurs entrent en jeu : urbanisation rapide, politiques agricoles inefficaces, systèmes nationaux de distribution alimentaire paralysés, compressions des dépenses et des subventions publiques, fléchissement des salaires, montée de l'inflation et du chômage, effondrement du pouvoir d'achat et laxisme des

régimes d'occupation du sol urbain dans leur conception ou leur application. Les troubles civils, la guerre et les catastrophes naturelles (sécheresses, tremblements de terre, inondations et tsunamis) viennent également perturber la production alimentaire en milieu rural et les réseaux d'approvisionnement vers les villes.

On s'intéresse à nouveau à l'agriculture urbaine parce que ces facteurs, que l'on qualifie souvent d'exceptionnels ou d'éphémères, se multiplient et se répètent. Leurs effets conjugués deviennent si omniprésents que le « retour à la normale » prend de plus en plus l'allure d'une possibilité lointaine dans bien des régions du monde. C'est pourquoi il paraît de plus en plus improbable que naissent en Afrique des conditions qui suffiraient à amortir, sinon à renverser l'essor de l'agriculture urbaine. L'économiste Francis Lungu de Dar es-Salaam (communication personnelle, 27 août 1993) pense que, si les politiques d'ajustement structurel devaient un jour réussir, cette agriculture ne disparaîtrait pas nécessairement pour autant et que, au contraire, une progression est sans doute probable à cause de la persistance du chômage, de la mise à pied massive de fonctionnaires, de l'arrivée annuelle de nouveaux actifs, du poids de la croissance démographique, du recours à l'agriculture urbaine par les ménagères et de la demande grandissante en milieu urbain d'approvisionnements abondants, réguliers et à bon marché en aliments de bonne qualité.

En Afrique, Dar es-Salaam, cette grande ville en pleine croissance dans un des pays les plus pauvres du continent, constitue un bon exemple. Comme dans la plupart des pays africains, le produit intérieur brut (PIB) y a diminué en valeur réelle tout au long des années 1980, tombant d'un taux annuel moyen de croissance de 5,1 % à moins de 2 %, chute imputable au fléchissement des cours des denrées d'exportation, à l'effondrement de la Communauté est-africaine, à la guerre en Ouganda et aux sécheresses successives. Malgré la réalisation de divers programmes d'intervention sociale et d'aide à la survie, à l'adaptation et au redressement au début des années 1980, le revenu par habitant s'établissait en moyenne à 260 \$ US par an pendant cette décennie (DSM/ARDHI, 1992, p. 4). L'accent mis par la Déclaration d'Arusha sur le développement rural n'a pas freiné l'essor

démographique de Dar es-Salaam. La population de cette ville a presque doublé en dix ans pour atteindre 1,4 million en 1988. Environ 70 % de ses habitants vivent maintenant en zone non aménagée et 75 % des ménages utilisent des fosses d'aisances. On y ramasse moins de 3 % des déchets solides produits (DSM/ARDHI, 1992, p. 5-6).

D'après les données du recensement de 1988, le secteur de l'agriculture urbaine était le deuxième employeur en importance à Dar es-Salaam, derrière le secteur des petits marchands et manœuvres. Cette agriculture constituait l'occupation de 11 % des habitants de dix ans et plus. Elle mobilisait cependant 20 % des salariés. La production vivrière annuelle était d'environ 100 000 tonnes (DSM/ARDHI, 1992, p. 8). La superficie cultivée s'établissait au total à 33 872 hectares (dont plus de 500 en culture maraîchère). Des images par satellite révèlent que jusqu'à 23 % du territoire urbain sert à la production agricole (DSM/ARDHI, 1992, p. 8). Les données portant sur d'autres villes de Tanzanie indiquent que l'agriculture urbaine y tient une place égale, sinon supérieure (Mosha, 1991 ; Mvena *et al.*, 1991).

Précisons cependant que cette agriculture occupe probablement plus de place dans une ville que n'en font voir les photographies aériennes habituelles. Une grande partie de l'agriculture urbaine prospère loin des cultures de plein champ immédiatement observables et se réfugie sous les frondaisons, dans des abris, sur des toits, des corniches ou des clôtures, dans des caves, dans les « pacages » de zones non bâties. Le ministère tanzanien s'occupant du développement de l'agriculture et de l'élevage tient des statistiques sur l'agriculture urbaine, et les rapports annuels de l'office de l'élevage de la municipalité de Dar es-Salaam indiquent que le nombre d'animaux d'élevage et la superficie cultivée ont constamment augmenté de 1985 à 1989. La progression a été de 510 789 à 793 441 têtes pour les poulets, de 8 601 à 15 658 pour les porcs, de 2 617 à 6 218 pour les chèvres et de 4 200 à 8 517 pour les bovins laitiers (Mosha, 1991, p. 84). Ces chiffres officiels restent prudents selon les observateurs locaux. La population de Dar es-Salaam se livre à grande échelle à une activité que de nombreuses autres grandes villes africaines découvrent de plus en plus et essaient de mieux gérer.

Évolution des vues officielles sur l'agriculture urbaine

L'agriculture urbaine demeure toujours largement ignorée, désemparée, victime de discrimination, voire de mesures d'interdiction ou de harcèlement, même en période de pénurie alimentaire et ce, à travers le monde. Toutefois, il y a plus de gouvernements qui créent des organismes de gestion de cette agriculture et beaucoup plus encore qui encouragent activement celle-ci. De 1975 à 1985, les autorités d'au moins 22 pays (10 en Asie, 6 en Afrique et 6 autres en Amérique latine) appuyaient dans ce domaine des initiatives qui visaient à fournir des terrains et autres intrants pour la production, des initiatives d'aide technique, de production et de distribution de denrées alimentaires domestiques, de phytotechnie en arboriculture et de zootechnie en élevage de petits animaux, de remplacement des importations alimentaires, de nutrition et de distribution, d'entreposage et de conservation d'aliments (Wade, 1987, p. 38-41).

L'Argentine et le Pérou ont des ministères nationaux de promotion de l'agriculture urbaine ; et Buenos Aires, Djakarta et Mexico, des organismes métropolitains ayant la même vocation. Dans la région métropolitaine de Manille, un décret présidentiel a obligé les propriétaires ou autorisé des tiers avec la permission des propriétaires à cultiver des parcelles privées inexploitées et les terrains publics bordant des rues ou des autoroutes (Bulatao-Jaime *et al.*, 1981, cité dans Yeung, 1985, p. 25). Pour accroître la production d'aliments et de combustibles, la municipalité de Lae a alloué des milliers de potagers communautaires à des habitants à faible revenu, qui reçoivent l'aide de techniciens horticoles municipaux et dont les droits d'exploitation sont garantis par des baux et des permis municipaux (Yeung, 1985, p. 14-15).

En Afrique, les nouvelles capitales nationales de la Côte d'Ivoire, du Malawi et de la Tanzanie planifient et encouragent l'agriculture urbaine (DPMI/PNUD, 1992, p. 2, 25). Contrairement à sa version de 1967, le plan directeur d'aménagement de 1975 de Kinshasa réserve des zones à l'horticulture à l'est, au centre et au sud-ouest de cette ville de plusieurs millions d'habitants (Pain, 1985, p. 34). Beaucoup de

municipalités tanzaniennes ont fait de même ces dernières années. Le gouvernement du Rwanda a fait la promotion des potagers domestiques et le gouvernement bolivien a donné des parcelles aux écoles urbaines pour des productions vivrières locales (Finquelievich, 1986, p. 10–11). Au Nigeria et au Zaïre, comme en Chine, au Japon, en Papouasie–Nouvelle-Guinée et aux Philippines, on a protégé et encouragé les agriculteurs urbains par une réglementation foncière favorable et des privilèges fiscaux (Diallo, 1993 ; Lado, 1990, p. 257).

À Daloa en Côte d'Ivoire (123 000 habitants en 1988), l'agriculture péri-urbaine et intra-urbaine a monté en flèche de 1954 à 1988, soutenue successivement par les immigrés chinois, les minorités ethniques autochtones et les autorités locales. Dans un projet officiel en 1988, on avait établi 456 riziculteurs dans des terres basses mises en valeur par les pouvoirs publics et cédées par la suite. Une carte de 1989 indique 55 exploitations avicoles à l'intérieur comme autour de la zone bâtie, et aussi 13 élevages de porcs et 110 établissements piscicoles aux environs immédiats de la ville. Della (1991) a aussi recensé les exploitations intra-urbaines de Daloa : quelque 121 producteurs à temps partiel ou à plein temps exploitaient 250 hectares de rizières irriguées par puits ou par réservoir et cultivaient des légumes indigènes ou introduits dans des marais de la zone bâtie. Ces parcelles approvisionnent divers organismes gouvernementaux ou publics. En périphérie urbaine, l'agriculture s'est adaptée à une urbanisation rapide et les cultures de terre basse à forte utilisation de main-d'œuvre ont progressé de 52 à 624 hectares entre 1954 et 1983.

À Harare, 246 des 298 coopératives gérées par l'Office municipal du logement et des services communautaires en 1989 étaient à vocation agricole et 16 s'occupaient de services de distribution alimentaire dans six grands secteurs, dont le secteur voisin du centre-ville de Highfield-Glen View-Waterfalls. Un certain nombre de coopératives avicoles étaient en activité. Ce service municipal administrait en outre quelque 97 clubs de femmes comptant près de 2 700 membres et quatre groupements de jeunes qu'il rattachait aussi au domaine de l'agriculture. On peut s'interroger sur le clientélisme et la justesse des programmes, et Harare est une des municipalités d'Afrique orientale

où les règlements et leur application sont les plus stricts. Il faut cependant reconnaître que l'attitude des institutions locales à l'égard des cultivateurs d'espaces non construits a grandement évolué depuis le début de la décennie. Aussi grâce à ses activités intéressant l'habitation, l'industrie domestique, les clubs de jeunes et de femmes, le développement de l'enfant, la santé et la nutrition, le transport, les marchés et les loisirs, l'Office du logement et des services communautaires d'Harare a vraiment tout ce qu'il faut pour promouvoir une agriculture urbaine hautement intégrée avec des avantages multiples pour un large éventail de groupes et de secteurs économiques, tant privés que publics.

Depuis peu, dans plusieurs pays est-africains, les ministères des affaires municipales et de l'agriculture, les services municipaux d'hygiène et de nutrition, les associations de municipalités urbaines et les conseillers élus des villes et des districts ont appris à tolérer, voire à appuyer l'agriculture urbaine.

Le résultat : la sécurité alimentaire dans les villes

La sécurité alimentaire implique que tous puissent accéder en tout temps à la nourriture nécessaire pour avoir une vie saine. Ce qui est en cause ici, c'est le danger de ne pas avoir accès à la nourriture en quantité et en qualité voulues (von Braun *et al.*, 1993, p. 3).

Dans les pays en développement, on ne peut pas tenir pour acquis l'approvisionnement alimentaire urbain. En 1980, on importait presque la moitié de tous les aliments consommés par la population urbaine des pays en développement (Austin, 1980, cité dans Wade, 1987, p. 37). Dans les villes africaines, beaucoup de denrées alimentaires importées coûtent aujourd'hui relativement moins cher que les aliments locaux, du moins pendant une partie de l'année (Vennetier, 1988, p. 221). L'internationalisation des systèmes d'approvisionnement alimentaire urbain, qu'il s'agisse ou non de pays où sévit la famine, et ses effets sur les changements de régime alimentaire, le

prix des aliments, la santé infantile et les entreprises locales suscitent des inquiétudes nouvelles (Drakakis-Smith, 1990). À Harare, un ex-secrétaire à l'agriculture aujourd'hui président de l'Office de commercialisation de produits agricoles voit maintenant dans l'agriculture urbaine un enjeu national en sécurité alimentaire (Charles Gore, communication personnelle, Harare, 1^{er} septembre 1993). En 1993, la municipalité d'Harare décidait, pour la première fois depuis longtemps, de ne pas détruire le maïs cultivé parvenu à maturité dans la ville même. Par les médias, les autorités locales ont encouragé la population d'Harare à s'adonner à l'agriculture.

Pour les pauvres des villes qui sont de plus en plus nombreux, la nourriture devient un « luxe de base ». En 1990, les ménages de presque la moitié (23) des plus grands centres métropolitains du monde en développement consacraient de 50 à 80 % de leur revenu moyen à l'alimentation (PCC, 1990). Parmi les villes en cause, les plus touchées étaient Calcutta, Hô Chi Minh-Ville, Istanbul, Kinshasa, Lagos et Lima. Ces chiffres globaux ne nous donnent qu'une partie du tableau. D'après les estimations d'enquêtes spécifiques, les perspectives qui s'offrent à la fraction de la population à faible revenu sont beaucoup plus sombres. Dans les zones métropolitaines des États-Unis par exemple, les ménages dépensent de 9 à 15 % de leur revenu en nourriture, mais les 20 % d'Américains les plus pauvres réservent une tranche de 34 % de leur revenu après impôt à l'alimentation (Ethelston, 1992, p. 16).

En Inde, 80 % des familles urbaines affectent d'ordinaire 70 % de leur revenu à l'alimentation. Les plans d'aménagement des villes indiennes prévoient rarement sinon jamais des zones de production alimentaire (Newland, 1980, cité dans Yeung, 1985, p. 2, 5). À Bangkok, les familles au revenu le plus bas dépensent 60 % de celui-ci en nourriture (Sukharomana, 1988, p. 7). En Équateur, 74 % des ménages urbains ont un revenu insuffisant pour se procurer les denrées alimentaires de base. Le pourcentage varie entre 62 % à Babahoyo et 84 % à Tulcán. On relève des proportions de 67 % et de 71 % à Quito et à Guayaquil (Fundación Natura, 1993, 11). L'étude d'un petit échantillon de ménages urbains de Bolivie nous indique qu'en moyenne ces derniers

affectent 32 %, contre 70 à 89 % chez les ménages les plus pauvres, de leur revenu à l'alimentation (León *et al.*, 1992, p. 72, 73, 77). Dans la zone urbaine à faible revenu de La Florida, au Chili, 64 % des ménages interrogés réservaient plus de la moitié de leur budget à l'alimentation et, malgré tout, 42 % ne réussissaient pas à couvrir tous leurs frais en aliments de base et 63 %, à satisfaire leurs besoins alimentaires fondamentaux (Cereceda et Cifuentes, 1992, p. 273, 277).

En Afrique, les ménages urbains pauvres du Kenya doivent dépenser de 40 à 50 % de leur revenu pour les seuls aliments et combustibles de cuisson (Lee-Smith *et al.*, 1987, p. 14). En 1983, 34 % des 189 ménages étudiés à Bamako consacraient de 32 à 64 % de leur revenu moyen à l'alimentation et à la cuisson (Diallo et Coulibaly, 1988, p. 20). En Égypte, l'alimentation représente 60 % du budget familial pour plus de la moitié de tous les ménages urbains, malgré la réglementation étatique des canaux d'approvisionnement et de distribution alimentaires et l'octroi de subventions publiques à l'alimentation de base (Khouridagher, 1987, p. 37). Dans les ménages à faible revenu de Dar es-Salaam, la proportion du revenu qui va à l'alimentation a monté en flèche de 1940 à 1980, passant de 50 à 85 % (Sawio, 1993, p. 55). À Kinshasa en 1982, la nourriture mobilisait déjà en moyenne 60 % de toutes les ressources des ménages (Pain, 1985, p. 44).

Le cas de Dar es-Salaam illustre à quel point la montée des prix des aliments laisse loin derrière le pouvoir d'achat salarial des ménages urbains. Dans cette ville, le salaire minimum quotidien permettait d'acheter 10 kg de maïs ou 4,8 kg de riz en 1973, quantité qui n'était plus que de 1,3 kg de maïs et de 0,8 kg de riz en 1985 (Bagachwa, 1990, p. 26, cité dans Sawio, 1993, p. 10). Les enquêtes menées sur le prix des aliments dans cinq pays en développement indiquent que les citadins dépensaient de 10 à 30 % de plus en nourriture que la population rurale (Yeung, 1985, p. 2).

L'insécurité alimentaire des ménages augmente en fonction de la progression de la part des achats de nourriture dans le budget familial. Ajoutons que moins un ménage a de possibilités dans ses achats, plus

son insécurité augmente. Si vous êtes pauvre dans une ville, vous avez moins de stratégies à votre disposition qu'en milieu rural pour faire face à la situation. Dans la ville équatorienne de Cuenca, 56,5 % des fouilleurs d'ordures interrogés précèdent de 5 à 10 minutes les camions des éboueurs dans les rues et font le tri des ordures des habitations, des bureaux ou des établissements publics et des fruits et légumes blets ou qui pourrissent afin de pouvoir nourrir leur famille (Fundación Natura, 1993, II).

Dans les villes africaines, il est maintenant monnaie courante de prendre un seul repas par jour, ce qui est sûrement de nature à compromettre l'état nutritionnel de la population (Vennetier, 1988, p. 222). Si vous êtes pauvre, vous aurez généralement à payer relativement plus que les consommateurs ayant un meilleur revenu pour les aliments que vous devez acheter. Plus souvent qu'à votre tour, vous en serez réduit à des pratiques d'achat peu efficaces (achats plus fréquents en moindre quantité à des sources diverses et éloignées, frais plus élevés de transport, pertes plus grandes à cause d'un mauvais entreposage, etc.). Vennetier (1988, p. 222) voit dans le marché alimentaire de « microdétail » un énorme facteur de majoration des prix dans les villes africaines, des prix supérieurs étant de la sorte imposés à ceux qui peuvent le moins payer.

Les populations urbaines jouissent-elles d'une véritable sécurité alimentaire ?

Les données disponibles battent en brèche le mythe du privilège urbain par rapport à la négligence rurale. La consommation d'énergie par habitant est généralement plus grande en milieu rural qu'en milieu urbain, peu importe le revenu ou les dépenses. Toutefois, les travailleurs manuels pauvres des régions urbaines peuvent avoir des besoins en énergie supérieurs à ceux du citadin moyen. Le « coût calorique » est plus élevé dans les centres métropolitains que dans les centres plus petits ; dans les régions pauvres, les différences intra-urbaines peuvent l'emporter sur les écarts ville-campagne (von Braun *et al.*, 1993, p. 14). Les carences en oligo-éléments peuvent aussi se révéler bien

plus fréquentes dans les familles à bas revenu que dans les familles à haut revenu, comme l'illustre la situation de Manaus au Brésil (Amorozo et Shrimpton, 1984, cité dans von Braun *et al.*, 1993, p. 18). Dans certains pays, on observe autant de malnutrition dans les grandes villes que dans les campagnes. Souvent, le phénomène risque d'être plus accentué dans les taudis des villes que dans une région rurale type. Bien que certains aient douté de l'existence de différences marquées entre régions rurales et régions urbaines au niveau de la malnutrition pendant les années 1970, l'expérience des années 1980 a nettement chassé ces doutes dans bien des pays. Schilter (1991, p. 11) et les agents de l'UNICEF (Francis Kamondo, communication personnelle, 24 août 1993 ; Bjorn Ljungqvist, communication personnelle, 25 août 1993) conviennent que la malnutrition sévit aujourd'hui davantage à Nairobi, à Lomé et à Kampala que dans les régions rurales du Kenya, du Togo et de l'Ouganda. Dans la région du Caire-Gizeh, le phénomène de la malnutrition est presque aussi important que dans la campagne égyptienne. Une enquête dans huit pays a révélé que de 25 à 30 % de la population urbaine souffrait de malnutrition et que, dans cinq de ces huit pays, la ville était encore moins bien nourrie que la campagne (von Braun *et al.*, 1993, p. 13,23).

Une agriculture urbaine florissante

C'est pourquoi la production alimentaire urbaine est devenue une industrie complexe et florissante. Dans les villes des pays en développement, de plus en plus de gens essaient de cultiver une partie des aliments dont ils ont besoin, même si c'est en infime quantité. Dans le monde, environ 200 millions de citoyens sont devenus des agriculteurs urbains et une source de nourriture et de revenu pour quelque 700 millions de gens. Dans les villes nord-américaines, une minorité de ménages font de la culture, mais dans les villes sibériennes et les petites villes de l'Asie la plupart s'y adonnent (DPMI/PNUD, 1993, p. 3). On estime la proportion de ménages s'occupant d'agriculture à 25 % en zone urbaine aux États-Unis, mais à 65 % à Moscou en 1991 (Smit et Ratta, 1992). Au Pérou, on signale que plus de la moitié des

ménages élèvent des cobayes à la maison (Charbonneau, 1988, p. 7). Dans le secteur El Alto de La Paz, en Bolivie, d'après l'étude d'un échantillon de 266 ménages représentant un éventail de tranches de revenu, de 31 à 55 % des habitants selon les districts élevaient de petits animaux à des fins d'autoconsommation entre août 1984 et juin 1985, qu'il s'agisse de poules, de lapins, de porcs, d'agneaux ou de canards. L'élevage produit la principale source de protéines animales des ménages. Pendant la période d'observation, jusqu'à 68,1 % de tous les éleveurs appartenaient à la population à faible revenu. Ajoutons que de 14 à 68,4 % des ménages font de la culture vivrière, des plantes tubéreuses dans la plupart des cas, mais ils produisent aussi des légumes. La majorité des producteurs ont un bas revenu (Prudencio, 1993, p. 226–229).

En Afrique, des données relatives à Dar es-Salaam indiquent que, en 1980, 44 % des gens à faible revenu faisaient de la culture et que, en 1987, quelque 70 % des chefs de ménage s'adonnaient à la culture ou à l'élevage (Malilyamkono et Bagachwa, 1990, p. 126, cité dans Sawio, 1993, p. 63–64). Une autre étude a révélé que près de la moitié des travailleurs et 59 % de tous les membres de 287 ménages de Dar es-Salaam cultivaient en 1987–1988 (Tripp, 1989). Selon une enquête en trois étapes auprès de 1 576 ménages urbains (dont 57 % à faible revenu) dans six villes kenyanes, 29 % des ménages en cause produisaient une partie de leurs aliments et 17 % faisaient de l'élevage dans la zone urbaine qu'ils habitaient en 1984–1985 (Lee-Smith *et al.*, 1987). D'après un fonctionnaire supérieur local de l'UNICEF, une proportion nettement plus grande de la nourriture vendue par les marchands de rue à Nairobi (des épinards en particulier) vient aujourd'hui des potagers urbains (Francis Kamondo, communication personnelle, 24 août 1993). À Lusaka, une enquête sur 250 ménages non locataires à faible revenu dans cinq secteurs fait voir que 45 % d'entre eux cultivaient des aliments dans cette ville ou en périphérie (Sanyal, 1984, p. 198). À Kampala, 36 % des ménages interrogés dans un rayon de 5 km du centre-ville s'adonnaient à l'agriculture sous une forme quelconque (Maxwell, présente publication). À Kisangani, 33 % des 426 ménages interrogés ont dit faire de la culture en ville (Streiffeler, 1991, p. 268, cité dans Sawio, 1993, p. 103). Même dans

une ville peuplée comme Le Caire, on comptait, au début des années 1980, au moins 80 000 ménages qui faisaient de l'élevage domestique (Reid, 1984, cité dans Khouri-Dagher, 1987, p. 41). À Kampala, les gens qui disaient s'adonner à l'agriculture urbaine ont déclaré presque sans exception que, même si on leur offrait un emploi rapportant autant d'argent, ils ne cesseraient pas de cultiver (Maxwell, présente publication). Mentionnons enfin que, dans un grand nombre des études citées ici, les ménages « non agriculteurs » étaient nombreux à mentionner qu'ils cultiveraient s'ils avaient un peu de terre à eux.

L'agriculture urbaine soutient l'autonomie alimentaire des villes

Il est donc clair que l'agriculture urbaine apporte déjà une contribution de taille à l'autonomie alimentaire de nombre de grandes villes. L'autonomie n'est pas encore l'autosuffisance, mais elle peut vraiment aider à réduire l'insécurité alimentaire des fractions vulnérables de la population. Personne n'attend de l'agriculture urbaine qu'elle réponde aux besoins largement urbains de céréales et de tubercules, que l'on peut plus facilement entreposer et transporter sans grande perte des campagnes productrices ; mais ce qui pourtant nous frappe, et doit être reconnu, c'est que cette agriculture pourvoit dès à présent avec peu de soutien à une grande partie des besoins des villes en aliments de qualité. Aux États-Unis, 30 % de la valeur en dollars de la production agricole proviennent des régions métropolitaines (Smit et Nasr, 1992, p. 142).

Singapour, qui est relativement autosuffisante pour la viande de porc, la volaille et les œufs, cultive 25 % des légumes qu'elle consomme (Yeung, 1985, p. 22). Sur 10 % de sa superficie, Hong Kong produisait, au début des années 1980, 15 % du porc qu'elle consommait, 45 % de ses légumes et 68 % de ses poulets vivants (Wade, 1981, cité dans Yeung, 1985, p. 19). La *neichiao* (ville intérieure) de Shanghai fournit 76 % des légumes consommés par cette ville. On constate que 16 % seulement de la superficie cultivée est consacrée à la culture maraîchère (Yeung, 1985, p. 12). Sur leur territoire, six grandes villes chinoises

cultivent 85 % des légumes dont elles ont besoin (Skinner, 1981, p. 215–280, cité dans Yeung, 1985, p. 8–9) avec relativement peu de pertes et de problèmes d'eaux usées et des budgets restreints (Smit et Nasr, 1992). Karachi a produit la moitié de ses légumes (Smit, 1980, cité dans Yeung, 1985, p. 9). À Calcutta, les 4 500 hectares de zones humides de pisciculture ont livré au moins 10 % du poisson consommé tous les jours dans cette région métropolitaine (Panjwani, 1985, p. 35). À Katmandou, la production domestique comble à elle seule 30 % des besoins en fruits et légumes (Wade, 1987, p. 4). Quelques régions métropolitaines latino-américaines cultivent 30 % des légumes qu'elles consomment (Heimlich, 1989, cité dans Sawio, 1993, p. 116).

En Afrique, une seule coopérative d'Addis-Abeba fournit 6 % des choux, 14 % des betteraves, 17 % des carottes et 63 % des bettes que consomme cette ville (Egziabher, présente publication). Kampala produit 70 % de tous les produits avicoles qui y sont consommés (Maxwell, présente publication).

Certaines villes réussissent même à exporter vers d'autres centres. Singapour exporte ainsi des œufs, des poulets et des orchidées ; Shanghai, des céréales et des légumes (Yeung, 1985, p. 14, 22) ; Tokyo importe des poulets à griller de Bangkok et Paris se procure des fruits frais à Abidjan (DPMI/PNUD, 1992, p. 4).

Les politiques de développement qui accentuent les dichotomies ville–campagne ont affamé les villes. L'agriculture urbaine nous donne aujourd'hui de bonnes raisons de mieux exploiter les liens entre le milieu urbain et le milieu rural. Tout à fait à propos, une série récente d'études sur l'interface ville–campagne en Afrique a consacré un chapitre entier à l'agriculture urbaine (Baker et Pedersen, 1992). On doit tirer parti des avantages relatifs des régions rurales et urbaines pour répondre aux besoins croissants des grandes villes en approvisionnements abordables et sûrs d'aliments nourrissants et suffisants.

Avantages de l'agriculture urbaine pour les ménages

Les indices se multiplient que l'agriculture urbaine concourt au bien-être des producteurs sur de nombreux plans, dont la nutrition, la santé, l'épargne, le revenu. En matière de nutrition par exemple, les aliments cultivés par les ménages pouvaient représenter jusqu'à 18 % de toute leur consommation dans la partie est de Djakarta (Yeung, 1985). Les proportions sont toutefois bien plus importantes dans les villes africaines étudiées, les agriculteurs urbains produisant en grande ou en majeure partie à des fins d'autoconsommation. Le pourcentage était de 77 % en zone urbaine au Kenya (Lee-Smith et Memon, présente publication). À Nairobi, plus de la moitié des ménages donnaient tout ce qu'ils produisaient à la famille ou aux personnes à charge. Près du quart partagent les aliments avec ceux qui les aident ou encore ils les paient en nourriture (Lado, 1990, p. 264).

Ainsi, dans les pays plus pauvres et dans les groupes au revenu plus bas, les aliments d'autoconsommation peuvent occuper une place considérable dans l'ensemble du régime alimentaire d'un ménage et permettent aussi d'épargner ou d'affecter à des dépenses non alimentaires une proportion encore plus grande de son revenu en espèces. À Pointe-Noire, 26 % des ménages, soit 33 % de la population, comblaient eux-mêmes en tout ou en partie leurs propres besoins en manioc (Vennetier 1961, p. 71-72). À Dar es-Salaam, près de la moitié de 260 producteurs intra-urbains ont signalé que l'agriculture urbaine comptait entre 20 et 30 % au moins de l'approvisionnement alimentaire familial (Sawio, 1993, p. 309). Dans une autre étude, le groupe à revenu inférieur consacrait 77 % de son revenu à l'achat de nourriture. La culture domestique fournissait l'équivalent de 37 % du revenu et faisait économiser la moitié de ce qu'on devait dépenser en aliments (Sanyal, 1986, p. 32). À Kampala, 55 % des 150 producteurs tiraient au moins 40 % de la nourriture du ménage de leur propre potager urbain ; 32 % cultivaient 60 % et plus des aliments qu'ils consommaient (Maxwell et Zziwa, 1992, p. 49-50). À Addis-Abeba, la consommation de légumes des ménages d'une coopérative dépassait de 10 % la

moyenne urbaine, ce qui permettait à ces familles d'épargner de 10 à 20 % de leur revenu (Egziabher, présente publication).

L'incidence de l'agriculture urbaine sur l'état nutritionnel des ménages n'a pas encore été suffisamment étudiée, mais les quelques données dont nous disposons sont encourageantes. Il reste beaucoup d'indications à recueillir, mais on peut puiser beaucoup de données aux sources qui existent. D'après une enquête de 1981 sur les ménages à enfants âgés de 5 ans ou moins dans 13 districts à faible revenu de Kampala, le recours partiel aux productions vivrières intra-urbaines expliquait pourquoi on pouvait mettre fin aux programmes d'alimentation complémentaire (UNICEF/KCC, 1981). L'agriculture urbaine a progressé malgré un recul économique considérable durant les dernières années du régime Amin et une guerre avec la Tanzanie. Au total, 24 % des ménages s'adonnaient à l'agriculture urbaine. L'organisme Save The Children Fund (SCF) parvenait aux mêmes conclusions dans une enquête menée dans un secteur de Kampala (Riley, 1987).

Les constatations du SCF concordent largement avec les premiers résultats d'une enquête menée en 1993 par une équipe de l'Institut de recherche sociale de Makerere, qui ont impressionné les services d'hygiène publique de la municipalité. Dans cette étude, on a relevé une différence hautement significative entre ménages agricoles et ménages non agricoles dans les groupes à faible et à très faible revenu en ce qui concerne l'arrêt de croissance prématuré chez les enfants de moins de 5 ans (Maxwell, présente publication). Les secteurs étudiés coïncident avec certains des secteurs visés par le « First Urban Project » financé par la Banque mondiale dans cette même ville (Maxwell, 1993a, p. 9). On a également relevé des différences, quoique peu significatives statistiquement, entre les deux catégories sur le plan de l'atrophie, qui compte parmi les effets à plus court terme de la malnutrition (Maxwell, présente publication).

De tels résultats semblent indiquer que plus des ménages sont pauvres, plus les mères peuvent être enclines à s'adonner à l'agriculture urbaine pour prévenir la malnutrition. En 1992, à Nairobi, une enquête de base

commandée par l'UNICEF et les services de nutrition de la municipalité dans deux secteurs à faible revenu a permis de constater que 21,6 % (et même 33,1 % à Gatina) des 250 enfants de l'échantillon souffraient d'atrophie d'origine nutritionnelle. Voyant que l'agriculture urbaine demeurait une activité négligée, les auteurs de cette étude ont recommandé que les autorités municipales envisagent sérieusement de promouvoir cette agriculture et la commercialisation de ses produits afin de rendre les aliments plus abordables et plus accessibles aux mères urbaines à faible revenu (Mutiso, 1993).

On doit réévaluer les stratégies classiques en matière de sécurité alimentaire urbaine pour tenir compte du rôle que peut jouer l'agriculture urbaine. Ainsi, dans une enquête exhaustive sur les programmes de subventions, on a découvert que les transferts de revenu sous forme de subventions à l'alimentation représentaient généralement de 15 à 25 % du revenu réel des ménages à faible revenu (von Braun *et al.*, 1993). Cela correspond en gros à ce que procure déjà une agriculture urbaine qui reste largement dépourvue de toute aide (comme nous l'avons décrit plus haut) ; elle le fait sans doute d'ailleurs à un coût bien moindre et probablement avec beaucoup plus d'avantages pour les consommateurs eux-mêmes, si ce n'est pour l'ensemble de l'économie urbaine.

L'agriculture urbaine peut aussi élever le revenu en espèces des ménages. En Bolivie, les projets d'alimentation urbaine fournissent aux productrices le quart de tout leur revenu (Prudencio, 1993, p. 15). À Dar es-Salaam, les revenus engendrés par cette même agriculture dépassaient le salaire touché par 67 % des enquêtés (Sawio, 1993, p. 312). À Addis-Abeba, le revenu de tous les agriculteurs urbains en coopérative excédait largement celui de la moitié des habitants de la ville. Une proportion de 50 % gagnaient plus que 70 % des salariés d'Addis-Abeba (Egziabher, présente publication). À Nairobi, 47 % des agriculteurs urbains n'avaient aucun moyen constatable de subsistance autre que leur parcelle urbaine (*shamba*) (Lado, 1990, p. 263).

La filière urbaine du lait

À Dar es-Salaam, en août 1993, une vache donnant en moyenne 10 L de lait par jour produisait, au prix général de 200 shillings tanzaniens (TZS) le litre, un revenu brut de 2 000 TZS (575 shillings tanzaniens égalent 1 dollar US). Le revenu net après déduction d'un coût quotidien moyen de subsistance de 500 TZS est de 1 500 TZS par jour ou de 10 500 TZS par semaine, alors que le salaire minimum mensuel s'établit à 7 000 TZS. Quiconque désire faire l'acquisition d'une vache doit déboursier en moyenne 150 000 TZS (Camillus Sawio, communication personnelle, 29 août 1993). On peut toutefois se procurer des vaches, ce que font probablement beaucoup de gens, par des moyens autres qu'un achat comptant. En 1988–1989, on recensait officiellement 8 517 vaches laitières sur le territoire urbain de Dar es-Salaam. Si en août 1993 il y avait au moins autant de vaches produisant en moyenne 10 L par jour dans cette même ville, la valeur de cette production équivalait à 2,2 millions de dollars US et laissait globalement un revenu annuel net correspondant à 6,75 millions de dollars US (période moyenne de lactation de 10 mois par ans). À supposer que l'on n'ait écoulé que la moitié de ce lait, c'est quand même l'équivalent de 3,38 millions de dollars qui allait tous les ans aux propriétaires de vaches laitières urbaines.

La production agricole annuelle à petite échelle tant végétale qu'animale pourrait valoir des dizaines de millions de dollars. Dans la région métropolitaine de Rio de Janeiro, les 172 hectares cultivés en location sous les lignes de transport d'électricité mettaient pour 10 millions de dollars de produits maraîchers sur le marché local en 1983 (La Rovere, 1986, p. 32). Au Kenya, l'enquête menée par l'Institut Mazingira auprès de 1 576 ménages dans six villes a livré les estimations suivantes pour le Kenya urbain de 1985 : 25,2 millions de kilogrammes de produits cultureux d'une valeur de 4 millions de dollars et 1,4 million de produits animaux d'une valeur de 17 millions (Lee-Smith et Memon, présente publication).

Échelle spatiale de l'agriculture urbaine

Les enquêtes qui sont bien menées indiquent invariablement que les superficies d'agriculture urbaine sont bien plus grandes que ne laissent voir les classifications et la cartographie classiques de l'occupation du sol. À Waterloo au Canada, cette agriculture représentait la principale utilisation urbaine du sol en 1981, capacité à laquelle s'ajoutaient quelque 6 000 hectares de terres abandonnées (Dorney, 1990, cité dans Sawio, 1993, p. 121). D'après les estimations officielles, environ 60 % de la superficie de la région métropolitaine de Bangkok servait à l'agriculture urbaine pendant les années 1980 (DPML/PNUD, 1993, p. 4). À Bamako, on fertilisait uniquement avec des déchets domestiques une superficie de 1 550 hectares en agriculture urbaine (Diallo et Coulibaly, 1988, p. 30). À Addis-Abeba, cinq coopératives produisaient des légumes sur 274 hectares (Egziabher, présente publication). Dans les superficies déclarées, on ne trouve souvent pas les cultures domestiques dissimulées aux regards (qui sont individuellement petites mais collectivement considérables). Ajoutons que, là où les enquêtes se font pendant la saison sèche, on ne relève probablement pas les cultures extensives qui se font en saison des pluies.

Agriculture urbaine : exploitation souple et mobile du sol

L'agriculture urbaine constitue une grande utilisation du sol urbain à cause de sa souplesse et de sa mobilité remarquables. On la trouve sur toutes sortes de terrains (terrains à bâtir non aménagés, terrains physiquement non aménageables et laissés vacants, plans d'eau et terres publiques inexploités, et terrains d'habitation). L'enquête réalisée par Lado (1990, p. 262) auprès de 618 agriculteurs des espaces à découvert (terrains non clôturés se situant en tout ou en partie dans le domaine public) de Nairobi indique que ce qu'on choisit le plus souvent, ce sont les terrains privés (32 %), suivis des accotements de route (29 %), des berges de cours d'eau (16 %) et des autres terres publiques (16 %). Certaines catégories de systèmes d'exploitation

1990–1991 indiquent que 64 % des potagers s'étendaient sur moins de 101 m² et 25 % sur moins de 51 m², et que plus de 80 % des agriculteurs cultivaient d'autres parcelles urbaines à une distance de 11 à 20 km de leur habitation. L'exploitation du terrain d'habitation s'est intensifiée. Au total, 74 % ont dit élever du bétail ; la plupart des bovins étaient nourris dans des étables (Sawio, 1993, p. 137–156). L'agriculture urbaine ne fait pas obstacle à un aménagement plus approprié du territoire urbain, mais permet au contraire d'exploiter des endroits petits, inaccessibles, non viabilisés, dangereux ou inoccupés.

Que l'agriculture urbaine soit typiquement opportuniste n'est pas l'effet du hasard. Ses praticiens ont mis au point ou adapté une diversité remarquable de systèmes d'exploitation et de techniques de sélection de cultures, ce qui leur permet en principe de tirer le meilleur parti possible du climat, de la topographie et des autres contraintes ou atouts d'ordre géographique de la trame urbaine. Dans une enquête réalisée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), on a dénombré plus de 40 systèmes cultureux, chacun avec une technologie, des besoins d'investissement, un rendement et une rétribution du travail et des risques qui lui étaient propres (Smit et Ratta, 1992, p. 8). Dans une seule ville du Tiers-Monde, on appliquait jusqu'à 17 systèmes différents. Les catégories générales sont celles de l'aquiculture (cultures aquatiques et pisciculture), de l'horticulture (culture domestique, communale, maraîchère, potagers de cuisine ; horticulture d'accotement, d'emprise et de rive ; horticulture hors-sol et verticale ; cultures spéciales), de l'élevage (aviculture, élevage des bovins, micro-élevage), de l'agroforesterie (ligniculture polyvalente) et des autres cultures (culture des limaçons, des poissons d'aquarium, des vers à soie, des larves de lombrics, des chevaux, des animaux de compagnie et des herbes médicinales et culinaires).

La diversité des produits et des techniques donne la possibilité à l'agriculture urbaine d'occuper un énorme créneau dans l'écosystème urbain. C'est ce que révèlent le plus nettement les enquêtes locales. Ainsi, dans trois secteurs socio-économiques différents du centre de Dar es-Salaam pendant la période 1968–1982, environ 260 agriculteurs urbains appartenant à 6 catégories d'exploitation s'occupaient de



Exploitations en rizière à la station d'épuration des eaux usées de Pikine dans les faubourgs de Dakar, au Sénégal.

agricole sont plus caractéristiques de certaines zones (centre-ville, couloirs de services publics, enclaves ou périphérie).

On ne s'étonnera pas que l'agriculture urbaine réagisse au jeu des utilisations rivales du sol comme beaucoup d'autres modes d'occupation du territoire urbain. Avec l'étalement du tissu urbain et la mise en valeur de la centralité, les formes d'agriculture urbaine qui demandent de l'espace migrent vers des lieux plus périphériques ou moins chers, tout comme peuvent le faire les habitations unifamiliales, les gros établissements, les vastes entrepôts, les complexes industriels, les gares des réseaux de transport ou les terrains de stationnement en surface. L'agriculture urbaine qui reste au centre d'une ville a tendance à utiliser plus de main-d'œuvre ou de capital. Dans les 26 km² du centre-ville de Dar es-Salaam, cette agriculture occupait au départ le vaste surcroît de terrains publics inoccupés créé par l'étalement urbain. À mesure que le tissu urbain s'est resserré, elle a perdu de cette superficie en 1981–1982, mais pour gagner les bassins cultivés, les rizières et les terrains sous les lignes de transport d'électricité. Il y avait encore beaucoup de terres inoccupées en zone urbanisée en 1981–1982. L'agriculture urbaine a donc eu tendance à se disperser : les levés de

33 types de cultures et de 8 types d'élevages dans quelque 11 grandes catégories et 22 sous-catégories d'occupation du sol reconnues dans les photographies aériennes à l'échelle 1:12 500 (Sawio, 1993, p. 153, 277, 284).

La sélection des cultures ne se fait pas au hasard ; elle dépend des ressources locales en eau, de l'état des sols, de la distance du foyer, de la taille des parcelles, de l'utilisation des produits et du contrôle qu'exerce l'exploitant sur la vocation future des parcelles qu'il cultive. Les agriculteurs de Hong Kong produisent plus de 60 espèces de légumes (Yeung, 1985, p. 20). Tricaud (1988, p. 11, 33–34) a relevé environ 74 espèces de cultures à cycle court, annuelles et semi-pérennes dans les potagers de Freetown et d'Ibadan, dont des farineux, des arachides, des légumineuses, des légumes-feuilles, des condiments à sauces, des légumes à consommer à l'état cru, des fruits, des plantes fortifiantes et médicinales, des herbes à tisanes, des épices, des matières premières, et des produits d'extraction et des plantes de haie et d'ornement.

L'agriculture urbaine peut être une manière utile de conserver, d'échanger et d'expérimenter les éléments de la biodiversité végétale indigène. Dans une série d'études commandée par le Programme des ressources naturelles en Afrique de l'Université des Nations Unies, on évalue l'usage qui est fait dans les restaurants des zones périurbaines et urbaines sur ce continent des cultures vivrières indigènes, des cultures introduites et des denrées alimentaires importées. Un expert-conseil a dénombré jusqu'à 71 espèces dans un seul potager nigérian (Bene N. Okigbo, communication personnelle, 23 août 1993).

L'agriculture urbaine n'est pas seulement l'affaire des pauvres

La complexité de l'agriculture urbaine indique bien qu'elle est loin d'être tout simplement le moyen de subsistance des pauvres dans une activité parallèle ou clandestine. Les enquêtes menées dans les secteurs occupés par les classes moyenne et supérieure dévoilent un tout autre

tableau. Ainsi, l'enquête du PNUD a dégagé sept catégories d'agriculteurs urbains. L'éventail va de l'activité de survie pour les gens à faible revenu à l'agrinégoce, en passant par les potagers des habitations de la classe moyenne, les entrepreneurs à bas, moyen ou haut revenu et les associations et les coopératives d'agriculteurs. Une classification empirique pour Kampala embrassait aussi bien les aspects de la sécurité alimentaire que les ménages travaillant pour le marché (Maxwell, 1993b). Une autre typologie faisant intervenir la nature de la production a clairement fait voir que certaines catégories demandaient plus d'apports que d'autres (Sawio, 1993).

D'après une enquête menée par l'Université agronomique Sokoine auprès de 1 800 agriculteurs de six villes de Tanzanie, l'élevage est une source de revenu pour les cadres supérieurs. On a recensé 65 % de tout le bétail élevé à Dar es-Salaam en 1987-1988 dans une zone peu peuplée, auparavant occupée par les représentants de l'autorité coloniale et aujourd'hui réservée à l'élite (Mvena *et al.*, 1991). Une enquête effectuée dans trois districts de Harare a montré que 80 % des ménages de Glen View (appartenant au secteur public et au secteur tertiaire) et de Mabelreigh (faubourg habité par la classe moyenne) avaient des potagers où ils cultivaient un certain nombre de plantes vivrières (Drakakis-Smith, 1990). À Dar es-Salaam, les agriculteurs urbains se répartissaient également entre les diverses catégories d'instruction ; 80 % des personnes interrogées convenaient que les gens à revenu élevé étaient ceux qui s'adonnaient le plus à l'agriculture urbaine (Sawio, 1993, p. 221, 228).

Cette agriculture peut revêtir un caractère d'agrinégoce. À Bangkok, une seule grosse entreprise traite avec quelque 10 000 petits aviculteurs. Pour sa part, elle exploite des couvoirs et des abattoirs et occupe une grande place sur les marchés national et international. Des entreprises agricoles internationales produisent des champignons à Djakarta. Bogotá exporte des œillettes à New York et Shanghai exporte des orchidées à Paris. Les sociétés californiennes ont d'importantes participations et des activités de soutien dans les vignobles de Santiago, au Chili (DPMI/PNUD, 1992, p. 23).

L'agriculture urbaine n'est pas pour le néophyte

Même chez les petits producteurs, l'agriculture urbaine n'est pas, à cause de ce qu'elle exige en ressources, l'activité accidentelle ou temporaire de la plupart des émigrés récents des campagnes (Drakakis-Smith, 1992, p. 5). Même dans la petite ville de Pointe-Noire en 1958, Venetier (1961, p. 72) a constaté que la plus grande partie de la superficie cultivée appartenait à des gens qui habitaient cette ville depuis 5 à 20 ans. Plus de 60 % des agriculteurs urbains de Lusaka demeuraient dans cette ville depuis plus de 5 ans avant d'établir un potager et presque 45 % n'avaient rien cultivé les 10 premières années de leur séjour (Sanyal, 1986, p. 15). À Nairobi, les agriculteurs urbains habitaient la ville en moyenne depuis 20,4 ans ; 85 % étaient là au moins depuis 5 ans, 57 % depuis 15 ans, 15 % depuis plus de 40 ans (Lado, 1990, p. 262). L'enquête de Tricaud (1988, p. 8) auprès de 100 maraîchers de Freetown et d'Ibadan, celle de Sawio (1993) à Dar es-Salaam et d'autres encore offrent les mêmes constatations. La plupart des agriculteurs urbains ont d'autres emplois à temps partiel ou à plein temps. Dans la petite ville de Pointe-Noire, 17 seulement des 266 chefs de ménage agriculteurs interrogés étaient sans travail, le reste étaient des manœuvres, des ouvriers du bâtiment ou des mécaniciens (Venetier, 1961, p. 72).

Conclusion

Comme fonction urbaine de base, l'agriculture urbaine n'a rien de nouveau ; en réalité, elle est aussi vieille que les villes où elle se pratique. À l'aube du XXI^e siècle, l'Asie fraie la voie dans ce secteur avec des systèmes hautement complexes et efficaces de production et de commercialisation agricoles en milieu urbain, mais depuis la fin des années 1970, les études révèlent une croissance de cette agriculture dans bien d'autres régions en développement. Dans le présent chapitre, nous avons traité des facteurs favorables à sa progression. Une tendance digne de mention est que les gouvernements sont plus nombreux à

modifier leurs institutions et leurs politiques afin de reconnaître et tolérer, de gérer et de promouvoir cette activité.

Au cœur même de la justification et de la promotion de ce changement d'attitude, il y a les indications qui se multiplient sur la contribution qu'apporte l'agriculture urbaine à la sécurité alimentaire des villes. Dans le monde en développement, on ne peut plus tenir pour acquis l'approvisionnement alimentaire urbain, et l'exemple des villes du monde illustre amplement cette transformation de la nourriture en un « luxe de base » pour les pauvres des régions urbaines en particulier. Ces constatations battent en brèche le mythe du privilège urbain par rapport à la négligence rurale en ce qui concerne la sécurité alimentaire. Les productions vivrières urbaines forment aujourd'hui une industrie complexe et florissante tant pour le grand nombre de ménages qui s'adonnent à l'agriculture urbaine que pour l'approvisionnement des marchés urbains en une abondance de denrées nourrissantes. On constate également de plus en plus les avantages qu'apporte l'agriculture urbaine aux ménages qui la pratiquent sur le plan de l'autoconsommation, de la santé en général et de l'état nutritionnel des enfants, de l'épargne et des revenus créés. Ces indices qui s'accumulent devraient progressivement amener les milieux humanitaires et autres à revoir les formes classiques de l'aide alimentaire et à intégrer l'agriculture urbaine aux stratégies de sécurité alimentaire pour en accroître la durabilité et la rentabilité.

Sur le plan de l'aménagement urbain, les enquêtes indiquent systématiquement que les superficies ou espaces effectivement affectés à l'agriculture urbaine excèdent largement ce que laissent voir les classifications et la cartographie orthodoxes de l'occupation du territoire. L'urbanisme doit aussi reconnaître la quasi-omniprésence de cette agriculture que lui assurent sa souplesse et sa mobilité remarquables. Si elle est si typiquement opportuniste, c'est que ses praticiens ont acquis et adapté des connaissances et un savoir-faire divers leur permettant de choisir, d'implanter, d'exploiter, de transformer et de commercialiser des productions végétales (agriculture et arboriculture) et animales au sein de la ville. Ce qu'ils ont eu la capacité et l'audace de faire presque sans appui au cœur

même de nos grandes métropoles témoigne souvent fort éloquemment des ressources du génie humain.

Peut-être une des révélations les plus étonnantes des enquêtes réalisées est-elle que l'agriculture urbaine est loin d'être tout simplement le moyen de subsistance des pauvres, une activité parallèle ou clandestine. C'est encore moins une activité accidentelle ou temporaire à laquelle se livreraient la plupart des émigrés récents des régions rurales. Par-dessus tout, cette agriculture représente globalement les efforts, reproduits à une très large échelle, de populations à court d'espace pour s'assurer les premières nécessités de la vie sans lesquelles il ne peut y avoir ni ville, ni économie, ni gouvernement durable : des approvisionnements sûrs et suffisants en aliments de bonne qualité et à des prix abordables pour la majorité des citoyens.

Chapitre 2 Tanzanie

Qui sont les agriculteurs de Dar es-Salaam ?¹

Camillus J. Sawio

Les populations urbaines sont en progression rapide à cause de l'accroissement naturel et de l'afflux vers les villes de populations désireuses d'échapper au paupérisme des campagnes, à la dégradation des sols, à la famine, à la guerre et à la non-accession à la propriété. L'alimentation suffisante de ces populations pose de graves problèmes dans les pays en développement. Les régions rurales ne produisent pas assez de nourriture pour la campagne et la ville, et les importations de denrées alimentaires se trouvent gênées par le manque de devises. Qui plus est, les denrées importées dégradent le réservoir alimentaire local et introduisent des goûts étrangers et des habitudes de consommation « irréalistes ».

Pour répondre en partie aux besoins alimentaires des citoyens pauvres, l'agriculture urbaine, ici définie comme la culture et l'élevage dans les espaces libres intra-urbains et dans les zones péri-urbaines, se répand de plus en plus à Dar es-Salaam et dans d'autres régions urbaines du monde en développement (voir, par exemple, O'Connor, 1983 ; Sanyal, 1984, 1985, 1987 ; Wade, 1986a,b,c ; Lado, 1990, p. 257 ; Drakakis-Smith, 1991 ; Freeman, 1991 ; Maxwell et Zziwa, 1992 ; Smit et Nasr, 1992 ; Sawio, 1993).

1. Je remercie les professeurs Bish Sanyal (Service des études urbaines et de la planification régionale du Massachusetts Institute of Technology) et Robert C. Mitchell (Graduate School of Geography de l'Université Clark) de leurs précieuses observations et suggestions.

Cette agriculture est récemment devenue un élément familier, voire permanent dans toute l'Afrique tropicale et dans un grand nombre de pays en développement (Sanyal, 1985), mais les recherches consacrées à ce mouvement social sont restreintes pour cinq raisons :

- les spécialistes des sciences sociales et les responsables des politiques ont de la difficulté à chiffrer ses effets (Sachs et Silk, 1987) ;
- l'agriculture urbaine a toujours été considérée comme un phénomène passager ;
- elle a été négligée comme sujet d'étude parce que cette forme d'occupation du sol urbain est saisonnière et éphémère et peut ainsi échapper à l'attention des chercheurs qui s'attachent à des formes plus visibles et plus permanentes d'utilisation du territoire urbain (Freeman, 1991, p. xiii) ;
- les spécialistes des sciences sociales sont souvent divisés dans leurs intérêts en matière de recherche ;
- les élites, les bureaucrates et les urbanistes voient dans la pratique de l'agriculture urbaine un danger pour la santé et un mode de vie inférieur (Sawio, 1993, p. 24).

Bien que les études antérieures aient posé l'hypothèse que cette agriculture était surtout une activité des pauvres, des incultes ou des chômeurs et chômeuses des zones urbaines d'invasion, des observations récentes font voir qu'elle mobilise une diversité de groupes socio-économiques de différents horizons. Dans cette étude, nous tenterons de caractériser les agriculteurs urbains de Dar es-Salaam.

Méthodologie

L'étude examine et décrit quelques-unes des données d'une enquête réalisée auprès de 260 agriculteurs urbains dans trois zones urbaines contiguës — Kinondoni, Msasani et Mwananyamala — du district de Kinondoni de Dar es-Salaam.

Information de base

L'information de base vient d'une enquête effectuée d'août 1990 à août 1991 où on a employé des méthodes de collecte de données à la fois qualitatives et quantitatives. L'activité de terrain comportait deux volets :

- plus de 200 interviews non structurées faites dans un grand nombre de secteurs de la ville ;
- une enquête structurée, par questionnaire, auprès d'un échantillon de 260 agriculteurs urbains exploitant de petites fermes ou des potagers (*shambas*) dans la région d'étude.

Les trois secteurs choisis dans le district de Kinondoni s'étendent sur environ 2 700 hectares (27 km²). Ce district représente une petite portion de toute la région métropolitaine de Dar es-Salaam d'une superficie de 1 393 km². Nous avons retenu un petit secteur pour pouvoir examiner plus en détail la dynamique de l'agriculture urbaine et de ses activités dans les espaces libres des zones bâties de la ville.

Échantillonnage

Nous avons élaboré le questionnaire structuré en nous fondant sur les interviews non structurées. Nous prévoyions au départ un échantillon de 360 agriculteurs urbains d'après l'hypothèse selon laquelle on pourrait obtenir au moins 20 enquêtés pour les six catégories d'agriculteurs urbains que nous nous attendions à trouver dans chaque secteur. Nous n'avons toutefois pu choisir que 260 agriculteurs.

Nous avons prélevé ces 260 sujets sur une base de sondage issue d'un premier échantillon sélectionné, non aléatoire. Voici comment nous avons créé cette base :

- D'abord, nous avons décrit les six types d'agriculteurs urbains prévus (voir le tableau 18) aux dirigeants de quartiers des différents secteurs urbains.
- Ensuite, chaque dirigeant dans les trois secteurs a été prié de prélever sur sa liste au moins 30 personnes qui, à son avis, étaient des

agriculteurs urbains et d'en trouver au moins 5 pour chacune des 6 catégories. Ce ne sont pas tous les dirigeants qui ont pu produire une liste de 30 sujets. Au total, ils ont cependant désigné 580 agriculteurs urbains dans les trois secteurs et leurs quartiers.

• Enfin, les dirigeants de quartiers ont sélectionné certains agriculteurs.

Je voulais tirer un échantillon aussi représentatif que possible de cette base. Bien que je n'aie pas stratifié cet échantillon de 580 sujets en raison de l'absence de renseignements sûrs sur le revenu et d'autres caractéristiques socio-économiques, j'ai décidé de prélever un échantillon définitif au prorata de la population de chaque secteur. On comptait cinq quartiers dans le secteur de Kinondoni, six dans celui de Msasani et dix enfin dans celui de Mwananyamala. En prenant la population de chaque secteur (42 387 habitants à Kinondoni, 51 293 à Msasani et 72 508 à Mwananyamala) et des quartiers où les agriculteurs urbains seraient interrogés, j'ai pu établir une taille globale d'échantillon dans un rapport 1:1,33:2. Dans chaque liste de quartier de secteur, j'ai pris un agriculteur sur deux pour dégager un échantillon global de 260 enquêtés ainsi répartis : 60 à Kinondoni, 80 à Msasani et 120 à Mwananyamala. L'échantillon définitif de 260 sujets était constitué à 44 % d'hommes et à 56 % de femmes (voir le tableau 4).

L'échantillon comprenait près de 43 % de représentants de cellules d'habitation selon le schéma d'organisation des ménages en Tanzanie tant rurale qu'urbaine. À cause de cette structure, j'ai dû approcher les agriculteurs par l'intermédiaire des 10 dirigeants de cellule.

Résultats

Dans les pages qui suivent, il sera question des caractéristiques des agriculteurs urbains de l'échantillon et de leur perception des praticiens et des bénéficiaires de cette agriculture. Ces données nous éclairent sur les trois hypothèses suivantes :

• les agriculteurs urbains sont socialement des marginaux ;

- l'agriculture urbaine a progressé à Dar es-Salaam et son mode de fonctionnement peut s'expliquer par la « logique de la survie » ;
- cette agriculture concourt largement au bien-être de bien des habitants de Dar es-Salaam.

L'hypothèse selon laquelle le mode de fonctionnement de l'agriculture urbaine s'explique par la « logique de la survie » se trouve mentionnée dans plusieurs études (p. ex., Wade, 1986a, 1987 ; Sanyal, 1984 ; Rakodi, 1988 ; Maxwell et Zziwa, 1992). Si elle est pratiquée autant par les riches que par les pauvres, une partie des riches qui s'y adonnent le font peut-être non pas parce qu'ils ont à survivre dans une ville en proie à la pauvreté, mais plutôt à cause du commerce lucratif que l'on peut faire de ses produits. Mvena *et al.* (1991) ont fait des observations semblables. Briggs (1989, 1991) a constaté la même situation. Il soutient que l'agriculture qui se pratique en zone péri-urbaine à Dar es-Salaam a maintenant tout d'une activité commerciale dynamique. Dans les espaces libres des zones peu peuplées de cette ville, l'élevage de poulets et autres animaux est prospère à cause de la valeur commerciale de produits comme les œufs, la viande et le lait.

Caractéristiques socio-économiques des agriculteurs urbains

On a posé des questions aux agriculteurs sur la densité de peuplement et sur l'aménagement ou l'absence d'aménagement dans la zone qu'ils habitent. On leur a demandé si cette zone était peu, moyennement ou très peuplée. Les zones aménagées sont loties et viabilisées avec des services de base comme l'alimentation en électricité, le téléphone, l'adduction d'eau, l'évacuation des eaux usées, des routes de desserte locale, des magasins, des écoles et des hôpitaux ou des dispensaires. Les zones non aménagées sont non quadrillées et souvent encombrées. Ce sont habituellement des « quartiers de squatters » avec peu ou pas de commodités de base où vit habituellement une population à faible revenu ayant des conditions inférieures de vie.

Tableau 1. Répartition des agriculteurs (en pourcentage) dans les zones aménagées selon la densité de peuplement

Densité de peuplement	Proportion des agriculteurs			Total
	Kinondoni	Msasani	Mwananyamala	
Forte densité	30	10	60	100
Moyenne densité	20	40	40	100
Faible densité	5	90	5	100

Les agriculteurs urbains se répartissaient entre des zones aménagées (65 %) et non aménagées (35 %) se caractérisant par trois degrés (haut, moyen et bas) de densité de peuplement. On trouvait surtout les agriculteurs des zones peuplées (parcelles d'environ 250 m²) dans les secteurs de Mwananyamala et de Kinondoni (tableau 1). Les agriculteurs des zones de peuplement moyen (parcelles de 400 à 800 m²) habitaient surtout Msasani et Mwananyamala. Ceux enfin des zones peu peuplées (parcelles d'au moins 0,4 hectare) étaient presque entièrement concentrés dans le secteur de Msasani, aménagé à l'ère coloniale à l'intention des administrateurs européens. On y voit de vastes espaces libres, certains s'étendant même sur 3000 m² et se prêtant à une agriculture urbaine où s'épanouissent la culture et l'élevage (Bongole, 1988 ; Mosha, 1991 ; Mvena *et al.*, 1991).

Dans son étude de l'agriculture urbaine dans les espaces libres de Nairobi, Freeman (1991, p. 21–33) fait observer que, pour des « raisons de santé », l'urbanisme colonial au Kenya a donné à Nairobi d'amples espaces libres semblables à ceux que l'on peut observer à Dar es-Salaam. Ces grands espaces se trouvaient dans des zones peu peuplées destinées aux Européens. Les espaces libres de Nairobi sont plus étendus que ceux de Dar es-Salaam.

Je m'attendais à ce que des zones aménagées comme Msasani, Oysterbay, Regent Estate et certaines parties de Mikocheni n'abritent guère d'activités agricoles. J'ai constaté tout au contraire que beaucoup d'agriculture s'y pratique, et non seulement dans les zones non aménagées. Les agriculteurs urbains de telles zones se concentrent dans les régions peuplées (tableau 2).

Tableau 2. Répartition des agriculteurs (en nombre absolu) dans les zones non aménagées selon la densité de peuplement

Densité de peuplement	Nombre d'agriculteurs		
	Kinondoni	Msasani	Mwananyamala
Forte densité	26	16	48
Faible densité	0	1	0

Répartition des agriculteurs urbains selon le sexe

Les agricultrices prédominaient à Kinondoni et Msasani et à Mwananyamala (figure 1). Cette constatation d'une supériorité numérique des femmes en agriculture urbaine confirme les observations faites dans d'autres études consacrées à cette agriculture en Tanzanie (Tripp, 1990 ; Mvena *et al.*, 1991), ainsi qu'au Kenya, en Ouganda et en Zambie (Sanyal, 1984 ; Rakodi, 1988 ; Lee-Smith *et al.*, 1987 ; Freeman, 1991 ; Maxwell et Zziwa, 1992).

Rakodi (1988) a soutenu que, à Lusaka, l'agriculture urbaine est largement féminisée, les femmes fournissant le gros de la main-d'œuvre agricole suivant les tâches traditionnelles de production et de

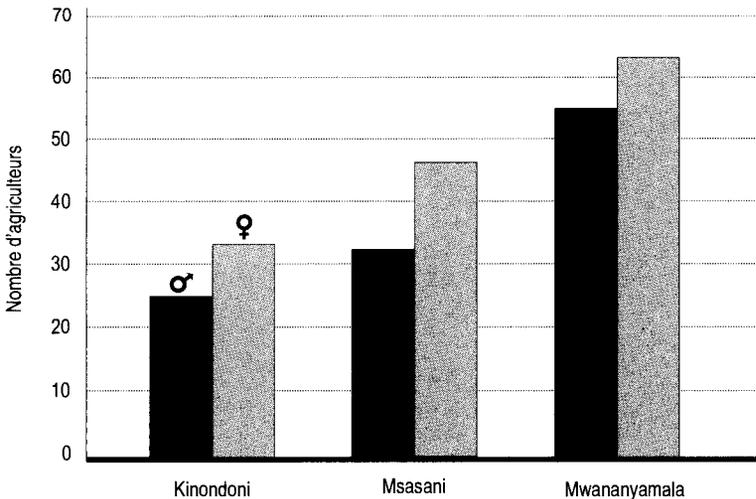


Fig. 1. Répartition des agriculteurs urbains (nombre) dans les trois secteurs selon le sexe.

Tableau 3. Répartition (en pourcentage) des enquêtés qui ont dit être chefs de ménage selon le sexe et le secteur

Sexe	Kinondoni	Msasani	Mwananyamala	Nombre
Hommes	23,1	29,8	47,1	104
Femmes	25,5	25,5	49,0	106
Total (%)	24,3	27,6	48,1	
Nombre	51	58	101	210

reproduction de la femme pour la famille. Dans son étude de l'agriculture urbaine dans les quartiers de squatters de Lusaka, Sanyal (1984, p. 11, 119–122) parvient à la conclusion que le principal facteur qui joue dans les activités parallèles de production vivrière en milieu urbain est l'opinion que la femme doit cultiver parce que c'est le devoir de l'épouse de nourrir le ménage. La figure 1 indique que, dans tous les secteurs, les femmes engagées dans l'agriculture urbaine sont plus nombreuses que les hommes. Précisons toutefois que les 210 enquêtés (81 %) qui étaient chefs de ménage étaient autant de sexe masculin que de sexe féminin (tableau 3).

Tableau 4. Répartition (en pourcentage) des enquêtés de l'échantillon selon l'âge, le sexe et le secteur

Groupe d'âge (ans)	Kinondoni	Msasani	Mwananyamala	Ensemble
Hommes				
15–25	3,8	6,1	8,9	7,0
26–35	34,6	21,2	12,5	20,0
36–45	30,8	39,4	30,4	33,0
46–55	27,0	24,2	14,3	20,0
56–65	3,8	6,1	25,0	14,8
66+	0,0	3,0	8,9	5,2
Nombre	26	33	56	115
Femmes				
15–25	0,0	4,3	6,3	4,1
26–35	47,1	42,6	23,4	35,2
36–45	44,1	34,0	43,7	40,7
46–55	8,8	14,9	17,2	14,5
56–65	0,0	2,1	6,3	3,4
66+	0,0	2,1	3,1	2,1
Nombre	34	47	64	145

Tableau 5. Répartition (en pourcentage) des agriculteurs urbains selon l'état matrimonial et le secteur

État matrimonial	Kinondoni	Msasani	Mwananyamala	Total
Célibataires	25,0	11,2	11,7	14,6
Marié(e)s	63,3	73,8	73,3	71,2
Veufs (veuves)	1,7	2,5	9,2	5,4
Divorcé(e)s	10,0	12,5	5,8	8,8
Nombre	60	80	120	260

Âge, sexe et état matrimonial des agriculteurs urbains

Plus de la moitié des agriculteurs urbains des deux sexes appartenait au groupe d'âge de 26 à 45 ans (tableau 4). En fait, les trois quarts des agricultrices se trouvaient dans cette tranche d'âge. On relevait généralement peu d'exploitants dans les groupes d'âge supérieurs.

Près des trois quarts des agriculteurs urbains de l'échantillon étaient mariés (tableau 5). Environ 15 % étaient célibataires et les autres, veufs ou divorcés. Au niveau des secteurs, 75 % étaient mariés à Msasani et Mwananyamala contre seulement 60 % à Kinondoni. Il y avait peu d'enquêtés veufs ou divorcés. Les sujets veufs étaient les plus nombreux à Mwananyamala et les sujets divorcés étaient en proportion égale à Kinondoni et à Msasani.

Origine ethnique, région de naissance et migration des agriculteurs urbains

La pratique de l'agriculture urbaine est liée à des facteurs comme l'ethnicité culturelle, le lieu d'origine et la migration. On a cherché à se renseigner sur ces facteurs par les questions suivantes :

Êtes-vous né à Dar es-Salaam ? Si **non**, de quelle région êtes-vous originaire ? Sur le plan ethnique, à quelle tribu appartenez-vous ? Avez-vous migré à Dar es-Salaam et quand ? Depuis quand habitez-vous à Dar es-Salaam ?

La plupart des enquêtés étaient originaires de régions voisines de Dar es-Salaam et riches sur le plan agricole comme Morogoro, Mbeya, Kagera et Kilimandjaro. Les autres venaient de toutes les autres

Tableau 6. Répartition en nombre absolu et pourcentage des 260 agriculteurs urbains selon la région (ou le pays) de naissance

Région	Nombre	%	Région	Nombre	%
Kilimandjaro	57	21,9	Kagera	7	2,7
Dar es-Salaam	41	15,8	Tanga	6	2,3
Côte	15	5,8	Arusha	5	1,9
Morogoro	14	5,4	Kigoma	5	1,9
Lindi	12	4,6	Ruvuma	5	1,9
Tabora	12	4,6	Singida	3	1,2
Dodoma	10	3,8	Mozambique	4	1,5
Mara	10	3,8	Kenya	2	0,8
Mbeya	10	3,8	Zanzibar	2	0,8
Mwanza	10	3,8	Burundi	1	0,4
Iringa	9	3,5	Malawi	1	0,4
Mtwara	9	3,5	Rwanda	1	0,4
Shinyanga	8	3,1	Ouganda	1	0,4

régions de la Tanzanie ; huit enfin étaient originaires de pays voisins (tableau 6).

Sur le plan de l'ethnicité, j'ai divisé les enquêtés en 10 groupes région-tribu (tableau 7). Les agriculteurs urbains viennent en plus grande partie du nord-est, du nord-ouest et du sud-ouest du pays. Le hasard veut que ce soient les parties les mieux développées de la Tanzanie.

J'avais posé les hypothèses suivantes :

Tableau 7. Répartition en nombre absolu et pourcentage des 260 agriculteurs urbains, selon les principaux groupes ou catégories ethniques et les grandes régions de Tanzanie

Région	Grands groupes ethniques	% d'enquêtés
Nord-est	Waarusha, Wachagga, Wapare	26,2
Dar es-Salaam	Wazaramo, Wamatumbi, Wandengereko	18,2
Ouest et zone du lac Victoria	Wanyamwezi, Wasukuma, Wakerewe	15,4
Sud-ouest	Wabena, Wafipa, Wakinga, Wangoni, Wahehe, Wanyakyusa	10,4
Sud-est	Wamakonde, Warufiji, Wamakua, Wamwera	8,2
Centre	Wagogo, Wairaqw	5,4
Ouest de Dar es-Salaam	Wakaguru, Waluguru	4,6
Ouest et nord-ouest	Waha, Wahaya	4,2
Est et Tanga	Wabondei, Wasambaa, Wazigua	3,2
Autres régions	Autres	4,2

- les agriculteurs urbains sont en majeure partie des migrants récents campagne–ville ;
- ils font de la culture dans la ville et dans ses faubourgs pour exploiter leur savoir-faire agricole acquis en milieu rural ;
- l'agriculture urbaine est leur principal moyen de survie parce qu'ils n'ont pas d'activité professionnelle stable et rémunérée.

Toutefois, plusieurs études sur l'agriculture urbaine nous indiquent que la plupart des agriculteurs urbains sont des migrants bien établis (Sanyal, 1984 ; Rakodi, 1988 ; Freeman, 1991), constatation corroborée par les résultats de l'étude relative à Dar es-Salaam. De tous les agriculteurs interrogés, 16 % environ n'étaient pas des migrants. Presque la moitié des enquêtés avaient migré à Dar es-Salaam entre 1971 et 1980 (tableau 8). Plus de 20 % l'avaient fait pendant les années 1960.

Les migrants récents, arrivés il y a au plus 10 ans, constituaient environ 20 % de l'échantillon. La plupart des migrants de l'échantillon étaient arrivés dans cette ville entre 1971 et 1980, et notamment entre 1973 et 1976 à l'apogée des campagnes de « villagisation » massive. À ce moment-là, les Tanzaniens qui n'avaient pas voulu gagner les villages *ujamaa* avaient migré en majorité vers Dar es-Salaam. Contrairement à ce qui s'est passé pendant les années 1970, la capitale semble avoir été relativement peu attrayante pour les migrants des années 1980, en grande partie à cause de la crise économique et des difficiles conditions de vie de ses habitants, circonstances imputables

Tableau 8. Répartition des agriculteurs urbains qui ont dit avoir migré à Dar es-Salaam selon la période

Période de migration	Migrants à	
	Dar es-Salaam (%)	Nombre
1920–1930	1,4	3
1931–1940	0,9	2
1941–1950	2,8	6
1951–1960	4,6	10
1961–1970	20,7	45
1971–1980	47,9	104
1981–1990	21,7	47
Total	100,0	217

à une politique délibérée du parti et du gouvernement de mise en veilleuse des questions urbaines et du développement des villes (Paddison, 1988). À la suite de la déclaration d'Arusha, le gouvernement a de plus en plus privilégié le développement rural au détriment de l'aménagement et du développement urbains dans l'ensemble. Il y a eu des campagnes destinées à freiner la croissance de Dar es-Salaam et à nettoyer cette ville d'« indésirables » comme les oisifs et les « sans-travail ». Dans les campagnes de déploiement des ressources humaines de 1983, on a ramassé les jeunes en chômage et les autres, on les a réexpédiés dans leur région d'origine ou affectés à des villages voisins pour des travaux agricoles. Ces opérations ont réduit la migration vers Dar es-Salaam.

Taille des ménages des agriculteurs urbains

Le nombre de personnes dans un ménage influe sur la quantité de nourriture que celui-ci consomme tous les jours et sur la quantité de travail qu'il peut consacrer à l'agriculture urbaine. Dans cette section, nous décrivons le ménage de l'agriculteur urbain dans sa composition : nombre total de membres, enfants, autres parents ou étrangers.

Dans la région d'étude, les ménages comptaient entre une et plus de 10 personnes (tableau 9). Dans les secteurs de Kinondoni et de Msasani, il s'agissait dans environ la moitié des cas de ménages de 4 à 6 personnes. À Mwananyamala, quelque 50 % des ménages comprenaient plus de sept personnes.

Il n'y a qu'à Msasani qu'on ait vu un ménage de plus de sept enfants (tableau 10), mais il était le seul. Dans les ménages où les enfants sont

Tableau 9. Répartition (en pourcentage) des ménages selon la taille chez les agriculteurs urbains de la région d'étude

Taille du ménage	Kinondoni	Msasani	Mwananyamala	Total	
				%	Nombre
1-3	18,3	1,3	8,3	11,5	30
4-6	46,7	52,2	36,7	43,8	114
7-9	33,3	31,3	42,5	36,9	96
10+	1,7	5,0	12,5	7,7	20
Nombre	60	80	120		260

Tableau 10. Répartition des ménages (en pourcentage)
selon le nombre d'enfants dans la région d'étude

Secteur	Nombre d'enfants du ménage			Nombre
	1-3	4-6	7+	
Kinondoni	77,8	22,2	0,0	54
Msasani	69,3	29,3	1,4	75
Mwananyamala	69,6	30,4	0,0	112
Total (pourcentage)	71,4	28,2	0,4	
Nombre	172	68	1	241

plus nombreux, les mères comptent plus sur l'agriculture urbaine pour enrichir le régime alimentaire et prévenir les effets délétères de la malnutrition.

On a demandé aux enquêtés de décrire les autres types de personnes ou de parents, surtout les adultes, qui faisaient partie du ménage. On a trouvé des grands-parents (tableau 11) dans une faible proportion des ménages. La plupart des membres de la parenté (40 % des ménages) étaient jeunes ; c'étaient des oncles, des neveux et des nièces. Les autres membres étaient des serviteurs et des gardiens ou des agents de sécurité dans les zones à revenu élevé. Bien sûr, des parents comme les oncles, les neveux et les nièces fournissent une partie de la

Tableau 11. Répartition (en pourcentage) des parents et autres personnes
faisant partie des ménages des enquêtés par secteur

Parent ou autre personne	Kinondoni	Msasani	Mwananyamala	Total	
				%	Nombre
Grand-père	0	0	1,0	0,5	1
Grand-mère	8,3	3,1	6,5	5,9	13
Oncle	16,7	9,4	16,8	14,6	32
Neveu	12,5	14,0	12,1	12,8	28
Nièce	16,7	15,6	12,1	14,2	31
Petit-enfant	0	6,3	12,1	7,8	17
Serviteur	20,8	21,9	17,8	19,6	43
Agent / sécurité	8,3	17,2	6,5	10,0	22
Autre	16,7	12,5	15,1	14,6	32
Nombre	48	64	107		219

main-d'œuvre de l'agriculture urbaine, d'où l'implication qu'un certain nombre d'exploitants, les membres des professions libérales, par exemple, n'ont pas à bêcher leur potager, des parents se chargeant de cette tâche.

Dépenses quotidiennes du ménage en alimentation

On a posé la question suivante aux enquêtés :

Compte tenu de la taille de votre ménage, combien dépensez-vous en moyenne tous les jours en nourriture ?

Les chiffres sur les dépenses journalières en alimentation des ménages d'agriculteurs urbains (tableau 12) nous éclairent sur les raisons pour lesquelles nombre d'habitants de Dar es-Salaam se livrent à l'agriculture. Presque 30 % des ménages de chaque secteur ont déclaré des dépenses alimentaires de 901 à 1 150 TZS par jour (en 1993, 575 shillings tanzaniens (TZS) équivalaient à 1 dollar américain). Cela semble être la moyenne pour l'ensemble de la région d'étude, mais précisons que 20 % des ménages dépensent de 1 150 à 1 400 TZS par jour et environ 2 %, plus de 2 150. Comme l'a fait observer Ethelston (1992), le coût des aliments dans les villes en croissance rapide du monde est en hausse. Dans une enquête menée en 1990

Tableau 12. Répartition (en pourcentage) des ménages selon les dépenses quotidiennes d'alimentation des agriculteurs urbains par secteur

Dépenses alimentaires (TZS/jour) ^a	Kinondoni	Msasani	Mwananyamala	Total	
				%	Nombre
150-400	0	2,5	0	0,8	2
401-650	0	5,0	1,6	2,3	6
651-900	26,7	13,7	12,5	16,2	42
901-1 150	28,3	27,5	30,0	28,8	75
1 151-1 400	23,3	20,0	19,2	20,4	53
1 401-1 650	10,0	10,0	16,7	13,1	34
1 651-1 900	5,0	7,5	6,7	6,5	17
1 901-2 150	3,3	11,3	11,7	9,6	25
2 151+	3,3	2,5	1,6	2,3	6
Nombre	60	80	120		260

a. En 1993, 575 TZS équivalaient à 1 \$ US.

sur les 100 premières régions métropolitaines du monde par le Population Crisis Committee (PCC) ayant son siège à Washington, les dépenses en alimentation excédaient la moitié du revenu familial dans 23 villes et, dans 34 autres villes, elles représentaient au moins 30 % de ce revenu (PCC, 1990).

Pour les ménages touchant officiellement un salaire mensuel minimum de 5 000 TZS, ces données indiquent que les nécessités économiques font de l'agriculture urbaine une stratégie de survie des pauvres. Bien que, en 1987, un ménage sur six ait consacré en moyenne 325 TZS par jour à l'alimentation (Tripp, 1990), notre enquête fait voir que, à l'heure actuelle, il est impossible de nourrir un ménage avec cette somme compte tenu de l'inflation, de la dévaluation de la monnaie tanzanienne et d'une crise économique qui perdure.

Niveau d'instruction des agriculteurs urbains

Les enquêtés se répartissaient d'une manière remarquablement égale entre les six groupes d'instruction, avec des effectifs de 13 à 20 % dans chacun (tableau 13). Seuls 15 % des enquêtés ont dit n'avoir pas fréquenté l'école. Toutefois, 65 % avaient au moins atteint le niveau O (équivalent à la 10^e année des écoles nord-américaines) et 30 % avaient dépassé le niveau A (fin des études secondaires). La répartition selon le niveau d'instruction variait selon les sexes. Plus d'hommes que de

Tableau 13. Répartition (en pourcentage) des agriculteurs urbains selon le niveau d'instruction et le sexe

Niveau d'instruction	Hommes	Femmes	Total	
			%	Nombre
Aucune instruction	21,7	10,3	15,4	40
Études primaires complètes	16,5	22,8	20,0	52
Niveau O	16,5	11,7	13,8	36
Niveau A	12,2	23,4	18,5	48
Études universitaires	14,8	11,7	13,1	34
Autres études supérieures ^a	18,3	20,1	19,2	50
Nombre	115	145		260

a. Voici des exemples d'établissements d'enseignement supérieur : Institut de gestion financière, Dar es-Salaam ; Institut de gestion du développement, Mzumbe, Morogoro ; Institut national des transports, Dar es-Salaam ; Collège d'éducation nationale, Dar es-Salaam ; Centre de formation agronomique Uyole, Mbeya ; Collège d'administration des affaires, Dar es-Salaam.

Tableau 14. Répartition des agriculteurs urbains (pourcentage)
selon le niveau d'instruction et le secteur

Niveau d'instruction	Pourcentage des agriculteurs		
	Kinondoni	Msasani	Mwananyamala
Aucune instruction	10,0	10,0	21,7
Études primaires complètes	11,7	13,8	26,7
Niveau O	20,0	11,2	11,7
Niveau A	25,0	21,2	14,2
Études universitaires	10,0	21,2	10,7
Autres études supérieures	23,3	22,6	15,0

femmes ont dit n'avoir pas fréquenté l'école et plus de femmes que d'hommes ont déclaré avoir dépassé le niveau A.

Dans les trois secteurs, la répartition des agriculteurs urbains selon le niveau d'instruction n'était pas uniforme (tableau 14). À Mwananyamala, 23 % environ de ces agriculteurs contre 10 % dans les deux autres secteurs ont dit ne pas avoir fréquenté l'école primaire. De plus, ce secteur comptait plus d'agriculteurs n'ayant fait que des études primaires.

À Kinondono et à Msasani, la plupart des exploitants agricoles urbains avaient fait le niveau A ou davantage. Qu'un si grand nombre de gens plus instruits s'adonnent à l'agriculture urbaine à l'heure actuelle me confirme dans mon hypothèse de travail selon laquelle cette agriculture ne représente pas une activité marginale. La valeur de corroboration est d'autant plus grande que les gens très instruits étaient probablement sous-représentés dans mon échantillon.

On peut donc voir à quel point l'économie nationale fonctionne mal sur le plan des salaires du seul fait que des gens aussi instruits s'adonnent à l'agriculture urbaine. C'est également l'indice que l'agriculture urbaine pourrait encore prendre de l'ampleur avec l'accélération de l'urbanisation et peut-être être légitimée un jour par les politiques urbaines nationales. Plus les praticiens de l'agriculture urbaine sont instruits, plus ils devraient chercher à protéger leur investissement en infléchissant politiques et règlements en leur faveur.

Caractéristiques professionnelles des agriculteurs urbains

Un but de l'étude était de comprendre qui pratiquait cette agriculture. Les données d'enquête constituent une source d'information. J'ai aussi pu renseigner en discutant à bâtons rompus avec les agriculteurs dans le cadre d'interviews non structurées, qui m'ont permis de constater que monsieur Tout-le-monde et même le salarié de la classe moyenne considèrent l'agriculture urbaine comme une activité qui s'impose quand les conditions économiques deviennent particulièrement difficiles en milieu urbain. Un travailleur professionnel a fait l'observation suivante :

Autrefois, je rêvais au jour où je n'aurais jamais plus à manier la houe et à me rompre l'échine aux labours pour cultiver de quoi manger comme je l'avais fait dans les villages d'Usangi, Upare. Aujourd'hui, mon salaire n'est rien par rapport à ce que je dois dépenser tous les jours. Notre potager à la maison nous a donné tous les légumes dont nous avons besoin cette année. Le petit poulailler de la cour a abrité 400 poulets tous les 3 mois et notre ferme de 5 hectares à Mbezi a fait travailler notre nièce qui a quitté l'école. Elle est heureuse et tirée d'affaire dans cette grande ville. Pour beaucoup d'entre nous, l'agriculture urbaine est la chose logique à faire pour survivre. Tout le monde s'y adonne.

Quand nous arpentions les rues de Dar es-Salaam, des enquêtés plaisantaient sur l'agriculture urbaine en disant : « *Ssiku hizi sote tu wakulima bwana, kabwela barabarani na Meneja Mkuu ofisini.* » [Cela veut dire : De nos jours, tout le monde est agriculteur, le gamin dans la rue comme le directeur général.] Sans conteste, l'agriculture urbaine à Dar es-Salaam est une réalité de la vie.

Pour nous renseigner sur les perceptions de cette agriculture chez les enquêtés de notre échantillon, nous avons posé les questions suivantes :

Qui s'adonne à l'agriculture urbaine à Dar es-Salaam ? Qui s'y adonne le plus, à votre avis ?

Chose étonnante, le plus grand nombre (86 %) convenait d'emblée que les gens grassement rémunérés au gouvernement, qui représentent une élite, étaient ceux qui faisaient « le plus » d'agriculture urbaine

(tableau 15). Cela corrobore les données d'études de cette agriculture à Dar es-Salaam et dans d'autres villes (Mvena, 1986 ; Bongole, 1988 ; Mvena *et al.*, 1991). Dans une étude portant sur l'impasse où se trouvent les petits éleveurs de porcs aux alentours de Dar es-Salaam, Mtwewe (1987, p. 9) fait observer que l'hypothèse selon laquelle l'agriculture urbaine est le fait des citadins à faible revenu ne se vérifie pas, puisqu'on constate que cette activité mobilise surtout des gens à revenu élevé.

Les fonctionnaires à revenu moyen se classent au deuxième rang pour leur participation à des activités d'agriculture urbaine. Plus de 90 % des enquêtés étaient simplement ou fortement d'accord avec cet énoncé et 72 % ont confirmé que les travailleuses autonomes prenaient également une part active à de telles activités. Les mères célibataires qui sont chefs de ménage suivent par ordre d'importance comme groupe actif en agriculture urbaine. Viennent ensuite les femmes mariées n'ayant pas d'emploi régulier.

On ne voyait pas les chômeurs, les pauvres ou d'autres gens à faible revenu comme ceux qui s'adonnaient le plus à l'agriculture urbaine.

Tableau 15. Perceptions des enquêtés au sujet des catégories de gens s'adonnant à l'agriculture urbaine à Dar es-Salaam (répartition en pourcentage de 260 enquêtés)

Catégorie perçue d'agriculteurs urbains	Échelle des réponses				
	Tout à fait d'accord	D'accord	Sans opinion	En désaccord	Tout à fait en désaccord
Gens à revenu élevé au gouvernement	86,1	13,1	0,4	0	0,4
Fonctionnaires à revenu moyen	10,4	83,4	0	0	6,2
Travailleuses autonomes	2,7	71,9	0	0	25,4
Mères célibataires chefs de ménage	0,4	44,2	0,8	0,8	53,8
Ménagères sans emploi régulier	1,2	39,6	0,8	1,9	56,5
Sans-travail et chômeurs	0	8,1	7,3	47,3	37,3
Élèves dirigés par leurs enseignants	0	8,1	6,5	4,6	80,8
Pauvres gagnant moins de 2 000 TZS par mois ^a	0	1,2	29,5	46,5	22,8
Tous les gens à faible revenu	0,4	0,4	97,7	0,8	0,8

a. En 1993, 575 TZS équivalaient à 1 \$ US.

On peut soutenir que ces perceptions déclarées par les enquêtés peuvent être influencées par un désir de bien paraître, ceux-ci pouvant prétendre que leur activité est partagée par des gens occupant un rang supérieur dans l'échelle sociale. Tel n'est pas le cas, comme on peut en juger par les professions mentionnées par les enquêtés (tableau 16) à la question suivante :

Quelle est votre profession ? Trouvez dans la liste présentée la catégorie professionnelle à laquelle vous appartenez.

En fonction de la classification employée dans le recensement de la population de 1988², on peut ranger les agriculteurs urbains dans diverses professions d'origine. Trois catégories professionnelles dominent cependant : petits entrepreneurs et propriétaires de commerce, 19 % ; membres des professions libérales (enseignants, médecins, architectes, etc.), 16 % ; cultivateurs en milieu urbain (sans doute des agriculteurs à plein temps), environ 11 %.

Tableau 16. Caractéristiques professionnelles des agriculteurs urbains de la région d'étude (N = 260)

Profession	Pourcentage d'agriculteurs déclarant avoir exercé régulièrement cette profession
Petit entrepreneur ou propriétaire de commerce	18,5
Membre d'une profession libérale	15,8
Cultivateur (agriculteur urbain)	11,2
Administrateur ou cadre	8,1
Fournisseur de services	7,7
Travailleur agricole	5,8
Artisan ou opérateur de machine	5,0
Commis	4,6
Polyculteur-éleveur	4,2
Autre	19,2

2. Dans les données du recensement de 1988 (URT, 1989), on reconnaît les professions suivantes : législateurs, administrateurs et cadres, membres des professions libérales, techniciens et enseignants, commis et préposés d'entreprise de services et de magasin, cultivateurs, polyculteurs-éleveurs, travailleurs agricoles, artisans et opérateurs de machines, petits commerçants et manœuvres, autres travailleurs et personnes sans travail ou en chômage. La catégorie des « sans-travail » comprenait tous ceux qui n'avaient pas travaillé pendant la période de référence de 12 mois (Population Census: Regional Profile of Dar es Salaam, 1991, Bureau of Statistics, Census Division).

Tableau 17. Agriculteurs urbains qui se sont dits travailleurs occasionnels par secteur (répartition en pourcentage)

Secteur	Type de travailleurs occasionnels (%)				Nombre
	Manœuvres	Porteurs	Commis briqueteurs	Autres	
Kinondoni	41,7	8,3	41,7	8,3	12
Masani	18,8	12,5	37,5	31,2	16
Mwananyamala	22,7	50,0	22,7	4,6	22
Pourcentage du total	26,0	30,0	32,0	14,0	
Nombre	13	14	16	7	50

Dans la catégorie appelée « autre » (tableau 16 : 19,2 %), on trouve les travailleurs occasionnels qui étaient aussi agriculteurs et qui représentaient une grande partie de la population urbaine pauvre. Par travailleur occasionnel, on entend quelqu'un qui exerce pour son compte des activités précaires marquées par l'instabilité et l'insécurité.

Le groupe du travail occasionnel, relativement modeste avec 50 enquêtés, se divisait en quatre sous-catégories : celles des manœuvres, des porteurs, des apprentis briqueteurs et des « autres » travailleurs (tableau 17), par quoi on entend tous ceux qui ont un travail indéterminé ou qui sont simplement « sans travail ». La proportion d'agriculteurs urbains qui se décrivaient comme « manœuvres » était la plus grande à Kinondoni et à Mwananyamala, tout comme une autre sous-catégorie de travailleurs occasionnels, celle des apprentis briqueteurs. La moitié des enquêtés de Mwananyamala se présentaient comme des « porteurs ».

On sait que, depuis le milieu des années 1980 à Dar es-Salaam, des gens ayant occupé des fonctions importantes au gouvernement s'adonnent à l'agriculture urbaine dans des secteurs comme ceux de Masaki, de Masani et d'Oysterbay, et même dans les zones d'Ada et de Regent Estate. Environ 10 % des enquêtés de l'échantillon étaient des administrateurs ou des cadres et une autre proportion de 16 %, des membres des professions libérales, d'où la conclusion que l'agriculture urbaine n'est pas une activité réservée aux pauvres des villes ni simplement aux « travailleurs occasionnels » (voir tableau 16). Les résultats sous-estiment sans doute la proportion réelle d'agriculteurs



Cette parcelle d'amarante (premier plan) illustre une transformation type d'accotement en potager urbain à Dar es-Salaam.

urbains à revenu élevé, les gens appartenant à cette classe ayant été des plus hésitants à accorder une interview dans le cadre de cette étude.

Une autre façon d'expliquer la dynamique des exploitants en agriculture urbaine est de voir comment les enquêtés percevaient l'importance relative de chaque catégorie d'agriculteurs urbains que l'on supposait exister à Dar es-Salaam. On a posé les questions suivantes aux enquêtés :

Quand vous pensez à l'agriculture urbaine à Dar es-Salaam aujourd'hui, vous voyez probablement un « type d'agriculteur urbain » important ou dominant et des types qui le sont moins. À l'aide de l'échelle présentée, évaluez les six catégories indiquées et dites si elles sont importantes ou non. Si vous avez déjà dit que vous vous adonnez à l'agriculture urbaine, quel type d'agriculteur urbain êtes-vous ?

Selon les perceptions des enquêtés, qui s'évaluent indirectement eux-mêmes parce qu'ils se sont en fait présentés comme des exploitants en agriculture urbaine, c'est la catégorie des cultivateurs-éleveurs (polyculture-élevage) qui était la plus importante (tableau 18). Au total, 90 % des enquêtés ont déclaré que c'était là la pratique préférée de l'élite et des nantis. En fait, beaucoup d'agriculteurs urbains ont dit appartenir à cette catégorie.

Si on ne tenait pas en grande estime les propriétaires fonciers qui ne cultivaient pas (sixième catégorie), la pratique consistant pour des propriétaires à faire exploiter leurs terres par des travailleurs agricoles paraissait en vogue.

- Elle crée des emplois pour bien des jeunes sans travail qui migrent tous les ans vers la ville en quête d'une « meilleure vie » ;
- Elle empêche les chômeurs de se mettre dans le pétrin ;
- Elle leur permet d'obtenir une partie de leur nourriture à titre de rétribution pour leur travail.

Dans l'ensemble, au nombre des agriculteurs urbains de Dar es-Salaam figuraient les petits agriculteurs des espaces libres restreints, des accotements et des terrains d'habitation, les éleveurs (des petits éleveurs de poulets sauvages aux gros éleveurs de bovins laitiers), des personnes seules, hommes et femmes, des écoliers, des chômeurs travaillant comme ouvriers agricoles, des membres des professions

Tableau 18. Opinion des agriculteurs urbains au sujet de l'importance des six catégories d'exploitants en agriculture urbaine (répartition en pourcentage de 256 enquêtés)

Type d'agriculteur urbain	Jugement d'importance porté par les enquêtés			
	Très important	Important	Sans opinion	Sans importance
Polyculteurs-éleveurs	96,1	3,1	0,8	0
Éleveurs seulement	27,3	70,8	1,5	0
Agriculteurs non propriétaires	23,9	56,4	19,3	0,4
Cultivateurs seulement	22,8	75,3	1,9	0
Propriétaires fonciers louant des terres	0	27,8	71,0	1,2
Propriétaires fonciers qui ne cultivent pas	0	3,7	60,9	35,4

Tableau 19. Perceptions des agriculteurs urbains au sujet des principaux bénéficiaires de l'agriculture urbaine à Dar es-Salaam (N = 260)

Catégorie des principaux bénéficiaires	Pourcentage de gens ayant répondu oui
Travailleurs de l'administration et des organismes parapublics	92,7
Migrants à Dar es-Salaam	92,7
Femme chefs de ménage	69,2
Gens sans moyen de transport	2,3
Gens sans terres	1,5
Citadins pauvres	0,4

libérales s'appuyant sur une main-d'œuvre familiale ou sur des travailleurs embauchés, et enfin des maraîchers.

Bénéficiaires de l'agriculture urbaine

Nous voulions enfin voir quels étaient les gens que l'on percevait comme les principaux bénéficiaires de l'agriculture urbaine. On a posé la question suivante aux enquêtés :

D'après votre expérience, qui profite le plus des activités de l'agriculture urbaine à Dar es-Salaam ?

Selon les perceptions des enquêtés, les plus grands bénéficiaires sont les gens bien placés au gouvernement et dans le secteur parallèle (tableau 19). Les migrants à Dar es-Salaam semblent profiter de l'agriculture urbaine plus que les gens nés dans cette ville, à Zaramo, à Ndengereko ou dans d'autres villes, ceci parce qu'ils peuvent mettre à profit des compétences et des traditions acquises en agriculture avant leur arrivée à Dar es-Salaam. Si les femmes chefs de ménage sont très présentes en agriculture urbaine, on ne pense pas que ce sont elles qui en profitent le plus. On juge enfin que les pauvres et les gens sans terres ne bénéficient aucunement de cette agriculture.

Conclusion

À Dar es-Salaam, il semble que les agriculteurs urbains soient fort diversifiés socialement, qu'ils viennent de tous les horizons socio-économiques et qu'ils comprennent des migrants aussi bien récents

que bien établis. Les agriculteurs urbains de Dar es-Salaam, qui appartiennent à un large éventail de classes socio-économiques, d'origines ethniques, de niveaux d'instruction et de domaines d'emploi, sont des membres de professions libérales, des enseignants, des administrateurs, des représentants du gouvernement, des décideurs, des urbanistes, des femmes mariées, des femmes célibataires chefs de ménage, des élèves, des travailleurs occasionnels, des chômeurs et des travailleurs à temps partiel ou à plein temps.

De par la grande diversité de leurs caractéristiques, on peut voir que les agriculteurs urbains ne sont pas les marginaux, au sens social du terme, que l'on a souvent tendance à croire et ce, parce que l'agriculture urbaine :

- joue un rôle clé dans la survie des ménages urbains de tous les groupes sociaux ;
- complète l'alimentation quotidienne en dégagant des sommes pour d'autres dépenses de base ;
- crée de l'emploi pour les sans-travail.

Dans la typologie proposée des six catégories d'agriculteurs urbains, on voit les polyculteurs-éleveurs comme le groupe dominant, et la polyculture comme l'activité privilégiée des gens qui sont relativement bien nantis. C'est pourquoi la plupart des enquêtés croient que les principaux bénéficiaires de l'agriculture urbaine sont les riches et les gens bien placés au gouvernement et dans le secteur privé, d'où le sous-entendu que les pauvres ne profitaient que très accessoirement de cette agriculture. Ainsi, on doit mieux s'efforcer d'adopter des politiques de planification qui accroîtront directement les chances des pauvres des villes de mieux assurer leur subsistance en favorisant leur participation à de l'agriculture urbaine, secteur prometteur mais largement sous-développé.

Bien qu'une intervention en faveur de cette agriculture soit souhaitable dans la gestion des écosystèmes, les politiques établies doivent tenir compte de problèmes comme les suivants : pollution de l'air et de l'eau, danger possible pour la santé que représentent les intoxications

alimentaires, eaux urbaines contaminées servant à l'irrigation, maladies transmises par l'eau ou les déchets non traités souvent utilisés par l'agriculture urbaine qui se pratique d'une manière désordonnée. Nous espérons que tout futur plan ou politique d'appui à cette même agriculture cherchera à intégrer les stratégies de participation communautaire, d'autonomie, de création d'aliments et de revenus et de lutte à la pauvreté, tout en valorisant les besoins et rôles des femmes.

Chapitre 3 Ouganda

Logique de l'agriculture urbaine dans les ménages de Kampala¹

Daniel G. Maxwell

Parmi les diverses opinions exposées dans les études spécialisées au sujet de l'incidence des programmes d'ajustement structurel sur les ouvriers et les pauvres des villes en Afrique, il y a celles qui ont été formulées par Pinstруп-Andersen (1989). Cet auteur cite brièvement le cas de Kampala pour indiquer que l'accession au sol pour des productions de semi-subsistance est susceptible d'amortir ou de prévenir la détérioration de l'état nutritionnel et de la sécurité alimentaire des ménages, que l'on impute largement à la crise économique urbaine ou à l'ajustement structurel ou encore à ces deux phénomènes. La source mentionnée par Pinstруп-Andersen est un article de Jamal (1988, p. 684) qui soutient que Kampala est deux fois plus autosuffisante sur le plan des apports caloriques qu'elle ne l'était en 1972. C'est peut-être vrai, mais Jamal ne présente aucune donnée sur ces apports ni sur l'état nutritionnel des familles agricoles de cette ville.

On a bien étudié la profondeur de la crise économique dont ont été la proie les villes africaines pendant les années 1980 (Jamal et Weeks, 1987 ; Stren et White, 1989). À Kampala, cette crise a éclaté bien plus tôt que dans beaucoup d'autres villes de la région du fait de la « guerre économique » du régime d'Amin au début des années 1970.

1. Je remercie Gertrude Atukunda, de l'Institut Makerere de recherche sociale, de son excellent appui dans les interviews menées aux fins de cette étude. Je suis également redevable à Jennifer Kaggwa, John Bruce, John Kigula et Mark Marquardt de leurs observations au sujet des versions antérieures de ce document.

Cette guerre a peut-être fait de la place à une bourgeoisie indigène, mais en sapant nettement l'économie officielle (Banugire, 1985 ; Mamdani, 1990). Les salaires ont dégringolé par rapport au coût de la vie depuis la fin de cette décennie et, au niveau des ménages, la principale réaction a été de diversifier les sources de revenu pour se prémunir contre l'inflation et le recul des salaires réels (Bigsten et Kayizzi-Mugerwa, 1992).

Ce n'est qu'assez récemment que les organismes d'aide et les gouvernements sont devenus conscients de la menace que l'ajustement structurel peut faire peser sur l'état nutritionnel et la sécurité alimentaire à court et à moyen terme de groupes vulnérables. L'argument classique est que les mesures d'ajustement sont conçues pour faire de l'agriculture un moyen de subsistance plus attrayant sur le plan économique, ainsi que pour résoudre les problèmes alimentaires des villes par des encouragements accrus à la production rurale. Toutefois, à court terme comme à moyen terme, le fardeau des ménages urbains à revenu bas ou moyen se fait plus lourd.

Dans cette étude, nous voulons évaluer les diverses assertions au sujet de l'agriculture urbaine à Kampala. Il s'agira entre autres de passer en revue les études — en nombre limité — portant sur l'importance de cette agriculture à Kampala, de tenter de jauger les indications directes dont nous disposons sur la question de l'état nutritionnel, d'examiner les moyens d'accès aux ressources foncières d'intérêt primordial pour l'agriculture urbaine, et enfin de comprendre la logique des différentes catégories de ménages s'occupant de production alimentaire urbaine et d'ainsi voir pourquoi les divers groupes s'adonnent à l'agriculture urbaine.

Importance de l'agriculture dans l'économie de la ville

Un peu plus de la moitié des terres de la municipalité de Kampala sont affectées à l'agriculture (GTZ/DPP, 1992). On y trouve cependant des zones qui n'ont rien d'« urbain » avec une densité de peuplement de

moins de six habitants à l'hectare. Il n'en reste pas moins que tout le territoire municipal est assujéti aux mêmes règlements urbains, qui techniquement parlant interdisent toute exploitation agricole du sol urbain.

On a cité diverses estimations au sujet de la fréquence des activités agricoles dans les ménages de Kampala. D'après nos propres travaux antérieurs (Maxwell et Zziwa, 1992), on peut estimer à 36 % la proportion de tous les ménages, dans un rayon de 5 km du centre-ville, qui se livrent à une forme quelconque de production agricole. Notre technique d'échantillonnage ne se prêtait cependant pas à des extrapolations statistiques. La présente étude fixe à 30 % cette proportion. L'UNICEF/KCC (1981) a estimé pour sa part que 25 % des ménages à faible revenu cultivent, et le Save the Children Fund (SCF) parle plutôt de 28 % (Riley, 1987). Dans l'un et l'autre cas, les ménages étudiés comprenaient seulement de jeunes enfants. Collectivement, ces études dégagent à tout le moins une fourchette générale pour la proportion de ménages de Kampala s'adonnant à l'agriculture.

Les cultures en cause sont en grande partie des cultures vivrières de base : manioc, patate douce, haricot, maïs, *matooke* (banane plantain) et taro (par ordre décroissant d'importance). On cultive également les légumes et les arbres fruitiers et un nombre restreint de producteurs commerciaux s'occupent de caféiculture et même de culture de gousses de vanille dans la ville. Chez les éleveurs, l'aviculture (aussi bien pour la boucherie que pour les œufs) est fort répandue, tout comme l'élevage des bovins et petits ruminants, des porcs, des lapins et d'autres espèces de micro-élevage (Maxwell et Zziwa, 1992).

On ne dispose pas de données certaines sur les niveaux ni sur la valeur totale de la production. Notre première enquête nous dit que 20 % en gros des aliments de base consommés dans un rayon de 5 km du centre-ville ont été produits dans le même secteur. Comme il s'agit de la zone la plus bâtie de la ville, l'estimation serait sans doute plus élevée pour l'ensemble du territoire municipal. Jamal (1988) a estimé que l'autosuffisance de Kampala sur le plan calorique s'établissait à 40 %, mais il ne présente pas de données à l'appui de cette affirmation.

D'après les statistiques du gouvernement, quelque 70 % des denrées agricoles consommées à Kampala y seraient également produites.

Données sur l'état nutritionnel

Depuis 12 ans, plusieurs études ont permis de recueillir des données pouvant servir à évaluer l'incidence de l'agriculture urbaine sur l'état nutritionnel des enfants. En 1981, après une guerre avec la Tanzanie et une période politique agitée, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a tenté de juger des besoins en alimentation complémentaire des enfants de 13 quartiers à faible revenu de Kampala et, dans son bref questionnaire, a posé des questions au sujet de l'accès des familles à un *shamba* pour la production domestique d'aliments. Sa conclusion a été que, malgré la guerre et le recul économique marqué des dernières années du régime Amin, tout programme d'alimentation complémentaire était inutile. Les auteurs de l'étude ont parlé de la production alimentaire dans la ville comme d'un important facteur intervenant dans ce phénomène (UNICEF/KCC, 1981), bien que leur analyse n'ait pas comporté de comparaisons directes des groupes agricoles et non agricoles.

En 1987, le SCF a effectué une enquête nutritionnelle semblable dans la division de Kawempe, à Kampala, afin de voir s'il y avait lieu de maintenir son programme d'alimentation complémentaire à l'intention des enfants déracinés par la guerre. Il est aussi parvenu à la conclusion que de tels programmes étaient inutiles et que la production vivrière urbaine jouait un rôle dans cet état de fait (Riley, 1987). Là encore cependant, on n'avait pas procédé à un rapprochement direct entre groupes agricoles et non agricoles, même si les données recueillies auraient permis une telle comparaison. Deux autres études (Kakitahi et Zimbe, 1990 ; Biryabarema, 1994) ont réuni des données de référence sur la malnutrition chez les enfants de Kampala et prévu des questions, sur le plan de l'information de base, au sujet de la production par la famille des aliments consommés par les enfants étudiés.

Les données du SCF semblent indiquer que, en ce qui concerne la croissance à long terme (rapport taille-âge) des enfants, des différences marquées existaient entre les ménages agricoles et les ménages non agricoles, les enfants de la première catégorie se trouvant à un demi-écart type au-dessus de la médiane de référence dans la comparaison (tableau 1). Précisons cependant que le rythme de croissance à court terme (rapport poids-taille) n'accusait pas de telles différences (tableau 2). On notera que ces données ont été recueillies en mars pendant la saison des pluies, c'est-à-dire à une époque où les ménages ne pouvaient guère puiser de suppléments alimentaires dans leur propre production (dans la ville) à des fins d'autoconsommation. Les ménages, agricoles ou non, dépendaient alors du marché pour leurs aliments.

Les données de l'enquête de diagnostic communautaire de Kawempe de 1991 font voir une certaine différence d'état nutritionnel à long terme des enfants entre ménages agricoles et ménages non agricoles, mais il ne s'agit pas là d'une différence statistiquement significative. Là encore, comme on a obtenu ces données pendant la saison des pluies, on n'a à peu près aucune indication au sujet de l'incidence de l'agriculture urbaine sur l'état nutritionnel à court terme (tableaux 3 et 4).

Tableau 1. Comparaison taille-âge
(indication d'arrêt de croissance prématuré ou de malnutrition à long terme)

	Valeur observée	Moyenne	Variance	Écart type	
Ménages agricoles	104	-1,186	2,029	1,424	
Ménages non agricoles	143	-1,613	2,309	1,520	
Différence		0,427			

Source de variation	Somme quadratique	Degrés de liberté	Moyenne quadratique	Statistique F	Valeur de p
Entre les catégories	10,994	1	10,994	5,017	0,024419
Dans les catégories	536,915	245	2,191		
Total	547,909	246			

Source : Enquête nutritionnelle du SCF (Riley, 1987).

Note : La valeur de p équivaut à celle du test du t de Student, car il n'y a que deux échantillons.

Tableau 2. Comparaison poids-taille
(indication de l'atrophie ou de la malnutrition à court terme)

	Valeur observée	Moyenne	Variance	Écart type	
Ménages agricoles	104	-0,070	1,153	1,074	
Ménages non agricoles	143	-0,068	1,309	1,144	
Différence		-0,002			

Source de variation	Somme quadratique	Degrés de liberté	Moyenne quadratique	Statistique F	Valeur de p
Entre les catégories	0,000	1	0,000	0,000	0,986674
Dans les catégories	304,543	245	1,243		
Total	304,543	246			

Source : Enquête nutritionnelle du SCF (Riley, 1987).

Note : La valeur de *p* équivaut à celle du test du *t* de Student, car il n'y a que deux échantillons.

Note : On a recueilli ces données en mars 1987, au début de la saison des pluies. Sauf pour ce qui est de l'agriculture des marais qui permet de cultiver certaines denrées durant la saison sèche, ce n'est pas un temps de l'année où l'on voit les gens récolter et consommer les aliments qu'ils ont eux-mêmes produits en ville. L'enquête comprenait près de 1 200 enfants dans 30 secteurs énumérés à Kawempe. Par suite de difficultés techniques dans la cueillette des données, cette analyse comprend six des secteurs choisis au hasard.

Bien sûr, la comparaison est grossière et ne tient pas compte de facteurs comme le revenu, l'instruction des parents ou la composition des ménages, ni de l'importance des terres cultivées et de la longueur des périodes de culture, autant d'aspects qui devraient avoir une incidence sur le rabougrissement ou la prévalence de la malnutrition à long terme. Toutefois, si on peut penser qu'il existe un lien entre l'agriculture urbaine et l'amélioration de l'état nutritionnel d'après une simple analyse à deux variables des données d'études antérieures réalisées dans la ville, il paraît raisonnable de conclure que l'affirmation de Pinstrup-Andersen (1989) est suffisamment fondée pour que l'on poursuive l'investigation.

Logique de l'agriculture urbaine dans les ménages

Pour les gens qui cultivent à Kampala, comme le montre Mingione (1991), on peut décrire la logique de l'agriculture urbaine, comme

Tableau 3. Comparaison taille-âge
(indication d'arrêt de croissance prématuré ou de malnutrition à long terme)

	Valeur observée	Moyenne	Variance	Écart type
Ménages agricoles	366	- 0,594	3,043	1,744
Ménages non agricoles	936	- 0,702	2,681	1,637
Différence		0,109		

Source de variation	Somme quadratique	Degrés de liberté	Moyenne quadratique	Statistique F	Valeur de p
Entre les catégories	3,098	1	3,098	1,114	0,291546
Dans les catégories	3617,250	1300	2,782		
Total	3620,348	1301			

Source : Enquête de diagnostic communautaire de Kawempe de 1991 (Biryabarema, 1994).

Note : La valeur de p équivaut à celle du test du t de Student, car il n'y a que deux échantillons.

Tableau 4. Comparaison poids-taille
(indication de l'atrophie ou de la malnutrition à court terme)

	Valeur observée	Moyenne	Variance	Écart type
Ménages agricoles	367	- 0,470	1,395	1,181
Ménages non agricoles	950	- 0,421	1,571	1,254
Différence		- 0,049		

Source de variation	Somme quadratique	Degrés de liberté	Moyenne quadratique	Statistique F	Valeur de p
Entre les catégories	0,647	1	0,647	0,425	0,521805
Dans les catégories	2001,737	1315	1,522		
Total	2002,384	1316			

Note : La valeur de p équivaut à celle du test du t de Student, car il n'y a que deux échantillons.

Note : On a recueilli ces données en novembre 1991 pendant la saison des pluies, c'est-à-dire à une époque où il ne reste pas beaucoup de nourriture pour consommation immédiate à l'exception du manioc ou de produits culturels, comme le taro, qui peuvent se cultiver en zone marécageuse.

une forme de semi-prolétarisation ou de partage entre des activités professionnelles et commerciales ainsi que de production dans un but d'autoconsommation. On relève toutefois deux types bien distincts d'agriculture dans la ville. Le premier, qui s'observe au centre-ville, dans les vieux faubourgs et dans les parcs d'habitation municipaux, représente un long retrait du marché du travail dans l'économie tant officielle que parallèle de Kampala, ainsi qu'un effort accru dans le temps passé à produire des aliments dans un but d'autoconsommation. L'autre type, qui est caractéristique des zones nouvellement bâties et

de la zone péri-urbaine, représente un mouvement vers le marché du travail ou le commerce parallèle, mais avec une hésitation à devenir entièrement dépendant de l'un ou de l'autre.

Pour tous ceux qui cultivent dans la ville, qu'ils soient commerçants ou non, hommes ou femmes, à faible revenu ou à revenu moyen, l'agriculture est un important rouage de la vie économique. Pourtant, on relève une ample variation de la logique d'intégration de cette même agriculture à la stratégie économique du ménage ou du particulier. Au moins quatre grandes catégories de logique des ménages se dégagent d'une analyse des données d'interview, à savoir celles de la production commerciale, de l'autosuffisance alimentaire des ménages, de la sécurité alimentaire et de l'absence d'autres moyens.

La production commerciale

Si on peut trouver des exemples isolés de production commerciale de denrées exotiques comme le café ou les gousses de vanille à Kampala, c'est l'élevage, et plus particulièrement l'aviculture, qui constitue la principale activité de production commerciale dans cette ville. Bien que les producteurs commerciaux actuels puissent s'être adonnés au départ à l'agriculture à des fins d'autoconsommation, presque dans tous les cas le capital investi dans une production commerciale vient d'une source autre que l'agriculture. Ainsi, les productions agricoles commerciales sont un investissement lucratif des capitaux que l'on possède plutôt que l'aboutissement de l'évolution d'une production à petite échelle.

Les ménages à orientation commerciale touchent généralement un bon revenu et ont accès à de généreuses facilités de paiement. Les données des études de cas de ménages nous indiquent que ces producteurs peuvent être des deux sexes et que, hommes ou femmes, les membres du ménage peuvent fort bien collaborer à une production commerciale

où l'on traite les revenus et les dépenses comme dans toute entreprise, et cet aspect aurait peu d'influence sur les autres rôles des individus au sein du ménage.

L'autosuffisance alimentaire urbaine

Par autosuffisance alimentaire, on entend ici une autosuffisance en aliments de base et en sources de protéines. Les ménages en question continuent à acheter certaines denrées, mais ils ont su largement se soustraire au coût élevé des aliments à Kampala. Leur revenu peut être très bas sur un plan purement pécuniaire, mais leur sécurité alimentaire est relativement acquise, sauf en cas de mauvaise récolte ou de sécheresse. Presque sans exception, de tels ménages sont bien établis et se trouvent à Kampala depuis longtemps. Ils doivent avoir accès à une superficie importante de culture, dont des parcelles de sol marécageux ou de terres basses, pour pouvoir produire l'année durant des aliments de base, comme le taro, qui tolèrent les inondations en saison des pluies et poussent dans les marais en saison sèche. Dans presque tous les cas, les terres cultivées n'appartiennent pas au ménage (si elles lui appartenaient, ce serait que ce ménage serait assez riche pour avoir un mode de vie lui permettant de se passer de faire de l'agriculture). Cette logique de production réquiert des relations sociales bien établies avec des propriétaires ou un long séjour dans des secteurs auparavant peu peuplés.

Sans que l'on puisse vraiment parler de logique commerciale de production, dans ce type de ménage agricole on vend une partie de ses produits afin de se créer un revenu pour d'autres achats nécessaires. Toutefois, si on agit ainsi, c'est pour se constituer une réserve après satisfaction des besoins du ménage ou encore pour disposer d'argent comptant en cas d'urgence, le but n'étant pas de tirer un profit maximum de l'activité agricole. Si le but était de rentabiliser le travail au maximum, les membres du ménage gagneraient plus aisément de l'argent comptant en s'offrant comme travailleurs occasionnels.

À la grande exception des ménages de secteurs où la ville s'est développée littéralement autour de domaines fonciers traditionnels, les familles ou les chefs de ménage ont indiqué avoir travaillé contre

rémunération ou exercé quelque autre activité non agricole pendant un certain temps après avoir migré à la ville et avant de commencer à cultiver et ce, bien avant d'avoir atteint à une certaine autosuffisance en agriculture.

La sécurité alimentaire

La catégorie de production où prime le souci de la sécurité alimentaire est de loin la plus répandue là où les membres d'un ménage ont accès au sol — terrain de leur habitation ou de leur appartement ou autre endroit — et où un d'entre eux y produit des aliments. Dans ce cas cependant, ce que l'on cultive ne constitue pas la majeure partie de ce que consomme le ménage. Presque sans exception, les gens de ces ménages, chargés de l'approvisionnement alimentaire et de la cuisine, diront que le marché est leur grande source d'aliments et que le potager ou la parcelle qu'ils cultivent joue un rôle secondaire, les mettant toutefois nettement à l'abri en cas de manque d'argent ou de pénurie de nourriture à court terme.

Parfois, le terrain cultivé peut appartenir à un membre du ménage et l'agriculture peut véritablement s'inscrire dans une pleine utilisation des ressources au sein du ménage (propriété foncière et travail). Dans certains cas, on se servira du revenu d'autres sources pour payer de la main-d'œuvre agricole. Le cas le plus fréquent est celui de la femme plus âgée du ménage qui accède au sol par ses propres moyens, c'est-à-dire par un emprunt, une location, l'occupation illégale ou l'acquisition de droits d'exploitation. En apportant une certaine quantité de nourriture au ménage, elle accroît la sécurité alimentaire d'une famille dont elle est appelée à assurer le bien-être et peut aussi se servir de son propre argent pour acheter des articles autres que des aliments. C'est surtout ce groupe d'agricultrices qui diront avec insistance qu'elles ne troqueraient jamais l'agriculture contre un autre travail qui rapporterait autant en argent.

Contrairement aux autres catégories, ce groupe ne vend presque jamais ce qu'il produit comme aliments. Les ménages en question peuvent habituellement compter sur d'autres sources de revenu et souvent même sur le revenu d'une femme. En réalité, le dégageement d'un revenu allouable à des dépenses non alimentaires explique beaucoup la raison d'être de ce genre de production agricole.

Absence d'autres moyens

En un sens, ce groupe ressemble à celui qui recherche la sécurité alimentaire, mais ici le besoin est plus pressant. On y trouve fréquemment des veufs ou des veuves, des chefs de ménage féminins à faible revenu et des familles soudainement abandonnées par leur principal soutien. Ce sont des ménages à très faible revenu et n'ayant aucune sécurité sur le plan de l'alimentation et de l'accès au sol. Sans aucune logique de recherche de profit, ce groupe est souvent forcé de vendre une partie de ce qu'il produit pour faire face à d'autres obligations. En fait, c'est là l'aspect qui le distingue du groupe précédent, qui peut toujours se permettre de consommer ce qu'il produit. Le présent groupe est souvent contraint de vendre une partie de sa production même s'il n'a pas suffisamment à manger.

Fréquemment aussi, de tels ménages n'ont pas assez de relations pour accéder au sol par d'autres moyens que l'occupation illégale. Ainsi, ils s'exposent dans bien des cas à être chassés sans compensation du sol qu'ils occupent. Pour ce groupe, l'agriculture est en quelque sorte une « stratégie de survie » au sens le plus strict.

Accès à la propriété et occupation du sol

Kampala est une ville double : il y a Kampala même, capitale commerciale du protectorat d'Ouganda qui a été en grande partie aménagée et construite par les puissances coloniales, et Mmengo, capitale du royaume du Buganda. Jusqu'en 1968, il s'agissait là de deux municipalités distinctes. Les régimes fonciers différaient aussi. À Mmengo, on avait le régime Mailo avec une propriété privée du sol et un contrôle fiduciaire du domaine public par le *kabaka* lui-même ou d'autres notables. À

Kampala, d'autres formes de propriété franche (dont la propriété foncière par des institutions comme les églises ou les hôpitaux) existaient et une grande partie de la division de Nakawa (quartier est de la ville) consistait en terres publiques relevant de l'État (West, 1972).

L'expulsion par Amin en 1972 de la communauté asiatique ougandaise a radicalement transformé le régime d'occupation du sol urbain. Muench (1978) a calculé que, à cause de la majoration des frais de transaction des ventes juridiques par suite de l'effondrement des institutions fondamentales de l'ordre et du droit pendant le régime Amin, 80 % des opérations foncières sur le territoire de Kampala pendant cette période (1971–1979) furent « illégales ». Ces opérations officieuses ou illégales étaient certes moins coûteuses, mais devaient engendrer bien des litiges par la suite. Dans un ostensible effort de promotion du développement agricole, le régime Amin abolissait (du moins sur le papier) le régime Mailo en 1975 par un décret de réforme foncière faisant des propriétaires des preneurs de baux fonciers de longue durée et transformant de ce fait les locataires de *kibanja* en sous-locataires tolérés (Barrows et Kisamba-Mugerwa, 1989). *Kibanja* veut dire « parcelle » et *bibanja* est le pluriel. Ce décret n'a jamais été mis entièrement en vigueur. La confusion au sujet de son exécution et tous les litiges liés aux opérations foncières officieuses de la période 1971–1986 ont amené les gens à proposer une vaste réforme foncière (Bank of Uganda, 1990). En ce qui concerne le sol urbain, les propositions actuellement à l'étude visent entre autres à permettre une franche propriété de tout le territoire de la ville.

En agriculture urbaine, les modalités d'occupation du sol varient énormément, depuis la propriété en bonne et due forme jusqu'à diverses formes d'occupation officieuse ou clandestine. On peut ainsi les rassembler dans les catégories suivantes :

La propriété privée

Environ 45 % de la superficie actuelle de Kampala est propriété privée selon le régime Mailo (GTZ/DPP, 1992). Bien que les droits de propriété s'y soient officiellement transformés en droits de location à long terme, ce sol est considéré comme un domaine privé à toutes fins utiles et on y achète et vend des terrains en conséquence. La forme la plus courante d'exploitation agricole de terrains privés est tout

simplement la culture d'une parcelle par son propre propriétaire. Si un ménage ou un particulier est à la fois propriétaire et occupant du sol, c'est un indice à peu près infaillible de richesse relative.

Les baux fonciers de longue durée avec la municipalité

Plus de la moitié du territoire de la municipalité de Kampala est constituée de terres publiques sur lesquelles on peut prendre des baux reconductibles de longue durée. Si peu de gens louent des terrains à des fins purement agricoles, on sait cependant que des terrains pris à bail sont cultivés. La municipalité de Kampala ne délivrera pas de baux si le but avoué de l'occupation est la culture, mais on sait que les autorités municipales n'interviennent pas auprès des gens qui cultivent des terres louées si l'objet officiel de cette location est l'habitation ou le commerce.

Les baux annuels reconductibles

De grandes parties de la région est de la ville constituent des parcs d'habitation municipaux où les maisons sont louées à des fonctionnaires ou à la population. La plupart des habitations se dressent sur de petits terrains où l'on voit aujourd'hui potagers et plantations. Officiellement, la location s'y fait par baux annuels, mais dans la pratique quiconque était là il y a 20 ou 30 ans s'y trouve encore aujourd'hui.

Les *bibanja*

Dans le régime foncier Mailo du Buganda, où Kampala se situe, les *bibanja* sont des parcelles concédées par location à long terme de droits d'usage, soit par un propriétaire foncier privé, soit par un chef ou un notable de l'administration du *kabaka*. Avec le décret de réforme foncière, les locataires des *bibanja* du régime Mailo et du régime « Mailo officiel » sont juridiquement devenus des « locataires tolérés », les uns par les propriétaires et les autres par l'État. Dans les deux cas, ce sont légitimement des locataires coutumiers ayant droit à l'indemnisation d'améliorations qu'ils auraient apportées au fonds loué. Dans la pratique, leur situation varie cependant.

Dans le régime Mailo, un propriétaire permet à des paysans de s'établir sur ses terres pour pouvoir percevoir des droits de location *busuulu* et

envujjo, c'est-à-dire un loyer sur le bien foncier et un sur la récolte. Dans les dernières années de ce régime, les propriétaires vendaient en réalité des droits d'usage de longue durée aux locataires. C'est là le sens implicite le plus courant du terme *kibanja* comme on l'emploie sur le territoire relevant du régime Mailo à Kampala aujourd'hui. Malgré le décret de réforme foncière, le régime de *kibanja* subsiste. Le gros du domaine privé des secteurs de Kampala où le régime Mailo a cours (ou avait cours) est occupé par des locataires *kibanja*. D'un point de vue technique, l'achat et la vente de *kibanja* sont contraires à la loi, mais la pratique persiste et, en fait, une grande partie du territoire agricole est assujettie à ce mode d'occupation.

Dans les zones plus péri-urbaines de Kampala, cela a créé un double marché des droits fonciers. On achète et on vend fréquemment des titres Mailo tant à des fins spéculatives que comme nantissement pour des prêts bancaires. Le propriétaire peut fort bien ne jamais voir la parcelle cédée. Au même moment, on vend et on achète des droits *kibanja*, souvent pour l'agriculture, bien qu'une habitation permanente puisse aussi être construite sur un terrain. La valeur des terrains des faubourgs de Kampala semble augmenter trois ou quatre fois plus vite que l'ensemble des prix dans l'économie.

On continue à reconnaître amplement une autre catégorie de droits *kibanja* qui n'a cependant rien de légal. Au Buganda avant que le *kabaka* ne soit déposé par le gouvernement Obote en 1966, le sol relevait en grande partie du contrôle fiduciaire du *kabaka*, des chefs et des autres notables. Les détenteurs de titres n'avaient pas de droits individuels de propriété. Le loyer des terrains rémunérait leurs fonctions de chef et, ainsi, chefs, ministres et le *kabaka* lui-même disposaient de terres sur lesquelles ils établissaient des paysans en régime *kibanja*. Quand les royaumes disparurent, la propriété du sol revint à l'État et, depuis lors, le gros des terres appartenant à cette catégorie à Kampala relève de la municipalité. Ainsi, quelqu'un qui avait acquis un *kibanja* dans le territoire « Mailo officiel » avant 1966 peut toujours occuper son terrain et s'en dire le propriétaire, même si cette propriété foncière n'est plus fondée en droit. Bien sûr, il peut solliciter un bail à la municipalité, mais les démarches demandent beaucoup d'argent et de temps. En fait, peu d'occupants coutumiers ont réussi à acquérir un bail.

Les emprunts fonciers

Les emprunts fonciers sont un mode fort répandu d'accès au sol à des fins agricoles. On obtient ainsi un terrain avec l'assentiment du propriétaire ou du gardien et on a l'assurance que, même en cas de retrait futur des droits d'usage, le travail investi dans les cultures d'une année ne sera pas perdu à cause d'une expulsion. Parfois, on verse un peu d'argent au propriétaire ou à son mandataire et, plus fréquemment, on donne une partie de la récolte en témoignage de gratitude ou à titre de « loyer ». On relève des cas occasionnels d'occupation entièrement gratuite, mais cela se produit entre amis ou parents.

Les prêts de terres servent les intérêts des propriétaires, puisque ceux-ci concluent une entente précise, quoique souvent verbale, à court terme avec un exploitant et qu'il est clairement entendu que, s'ils désirent vendre ou construire, l'exploitant quittera. En louant, on empêche des « squatters » de s'installer à demeure. L'expulsion de squatters peut demander beaucoup d'argent ou encore des démarches en justice. Les propriétaires installent parfois des gardiens sur leurs terres et s'attendent à ce qu'ils tirent une partie de leur subsistance des soins du sol, d'où l'existence de paiements symboliques d'un « loyer ».

L'acquisition de « droits d'usage »

Il reste dans la ville de grandes étendues, tant publiques que privées, qui ne sont pas bâties et que le propriétaire a des raisons de ne pas vouloir vendre. Dans le cas des terres relevant de la municipalité de Kampala, le conseil municipal n'a pas les moyens d'entretenir le sol et tolère que des gens s'en servent officieusement pour l'agriculture. Certains propriétaires privés toléreront aussi des exploitants agricoles s'ils gardent leurs potagers désherbés. Dans les secteurs où une telle tolérance existe depuis longtemps, un marché foncier officieux de droits d'usage est né non pas entre propriétaires et exploitants, mais entre les « usagers ». Les exploitants parlent de « leurs terres », bien que sachant que le propriétaire peut reprendre sa parcelle. Le plus souvent, la question de la compensation reste absente des décisions d'« achat ». Toutefois, les prix sont bas reflétant ainsi l'inconnu quant à la sécurité d'occupation. En revanche, les droits d'usage et

d'exclusivité semblent particulièrement solides. Il existe une loi tacite de l'exploitation, on ne permet pas les cultures pérennes, par exemple, et l'existence d'un « marché foncier » peut aussi servir les intérêts des propriétaires en empêchant les occupants de revendiquer des droits *kibanja*.

L'occupation illégale

On relève des cas d'occupation illégale du domaine public et privé à Kampala. Dans le cas du domaine privé, le décret de réforme foncière stipulait que les anciens occupants de *kibanja* devenaient « locataires tolérés ». Ainsi, la distinction juridique demeure ténue entre les anciens occupants *kibanja* en occupation légale et les gens qui occupent le sol sans permission depuis le lancement du décret. Les occupants qui ont la permission des propriétaires et qui sont là depuis le décret seraient plus justement appelés des « emprunteurs » d'un point de vue juridique, bien que, fort souvent, ils soient astreints à des paiements en argent ou à une autre forme de loyer. La question des squatters des terres privées de Kampala est nettement illustrée par celle de l'indemnisation en cas d'expulsion.

Aux yeux des propriétaires fonciers, l'occupation illégale est une stratégie par laquelle on exploite le sol à court terme tout en s'assurant de pouvoir « obtenir quelque chose » en cas d'expulsion. La perception des occupants *kibanja* ou des « squatters » (selon l'origine des cas) est quelque peu différente. On connaît plusieurs exemples d'occupants de *kibanja* dont les droits d'usage avaient été reconnus par un propriétaire antérieur et qui ont été victimes d'une éviction sommaire après l'arrivée d'un nouveau propriétaire et ce, sans indemnisation, notification ni souci de laisser les occupants récolter ce qu'ils avaient semé. Si le nombre de cas connus ne suffit pas à faire porter un jugement général sur les rapports entre les squatters ou les occupants illégaux du sol et les propriétaires fonciers, les données dont nous disposons semblent indiquer que ces relations reposent plus sur le pouvoir que sur le droit.

Dans le domaine public, la situation est légèrement différente. Là, les occupants savent généralement que la municipalité peut reprendre les parcelles en tout temps ou que celles-ci peuvent être acquises par un

particulier. En même temps cependant, l'occupation antérieure confère des droits d'usage jusqu'à ce que la municipalité reprenne possession du sol ou donne celui-ci à bail. Les voisins et, dans la plupart des cas, les « comités de résistance » appuieront de telles revendications et seront habituellement en mesure de vérifier qui était l'occupant antérieur.

Accès à la propriété et catégories d'exploitation agricole domestique

En règle générale, les producteurs agricoles commerciaux cultivent des terres acquises en propriété ou en location, bien qu'on ait relevé plusieurs cas d'exploitation agricole de terrains de maisons louées (mais là encore il y avait un contrat de location en bonne et due forme). Il apparaît plutôt clairement que l'agriculture commerciale ne compte pas trop sur un accès clandestin ou officieux au sol. Disons par ailleurs qu'une grande partie de l'agriculture commerciale de Kampala consiste en élevage de bétail ou de volaille à l'intérieur et que les besoins d'espace sont relativement restreints, contrairement à ce que l'on devrait prévoir sur ce plan pour des caféiculteurs ou des maraîchers.

Les ménages qui recherchent l'autosuffisance alimentaire sont rarement propriétaires de leur terrain. Il faut une bonne quantité de terres pour assurer une certaine autosuffisance et, si une famille pouvait être propriétaire d'une telle superficie, elle serait plutôt riche et n'aurait sans doute pas à cultiver pour sa subsistance. Les ménages autosuffisants ont généralement de bonnes relations avec des propriétaires fonciers. Ils détiennent soit des droits *kibanja* antérieurs à 1975, soit des accords d'emprunt foncier à long terme assimilables à de tels droits pour ce qui est des rapports propriétaire-exploitant. Beaucoup cultivent en outre dans le domaine public.

Le groupe de cultivateurs qui recherchent la sécurité alimentaire offre deux tendances distinctes. Dans une fraction de ce groupe, la famille ou un membre de la famille peut disposer d'un terrain (soit en propriété, soit en location) qu'un autre membre du ménage cultivera. L'exemple le plus fréquent est celui du mari ou du père du mari qui est propriétaire

du sol et de la femme qui l'exploite, mais on trouve aussi d'autres ententes propriété-travail. L'autre fraction n'est pas propriétaire du sol au sens strict. Un membre du ménage obtient un terrain par emprunt, par entente d'occupation ou encore par acquisition de droits d'usage d'un tiers. Le cas le plus répandu est celui de l'épouse ou du chef féminin d'un ménage qui acquiert un terrain de cette façon, mais d'autres cas existent.

Le groupe pour qui il n'y a pas d'autres moyens a tendance à compter sur l'occupation illégale du sol, ce qui peut comprendre l'exploitation de terrains dont il est presque certain d'être chassé, ou ces cultivateurs se servent de menus restes de terrains *bibanja* qu'ils ont gardés après être devenus veufs ou après avoir été abandonnés. Dans plusieurs cas, des veuves ont dit avoir été forcées de vendre des morceaux de *kibanja* soit avant la mort de leur mari parce qu'il était malade et ne pouvait travailler, soit immédiatement après son décès parce qu'elles n'avaient aucun autre moyen de trouver de l'argent pour subvenir aux besoins de la famille. Dans d'autres cas, des hommes chefs de ménage ont vendu la majeure partie d'un *kibanja*, empoché l'argent et quitté.

L'officialisation de l'occupation du sol : perspectives de l'agriculture urbaine

Avec cette obscure profusion de modes d'occupation dans la ville et en particulier avec le chevauchement des droits en « territoire Mailo », les urbanistes se sont longtemps inquiétés du lotissement et du morcellement non dirigés des biens fonciers, ainsi que des façons de mobiliser suffisamment de ressources foncières pour le développement urbain (Litherland, 1966 ; KCC, 1972, 1990). À Mmengo avant son incorporation à Kampala en 1968, ce souci remonte encore plus loin (Gutkind, 1960). En 1965, la municipalité de Kampala a recommandé l'octroi de vastes pouvoirs pour une mobilisation suffisante du sol à des « fins de développement », c'est-à-dire pour le commerce, l'industrie et l'habitation (Litherland, 1966, p. 21). On a dit que, pour pouvoir appliquer des plans rationnels d'urbanisme, on devait avoir les moyens de transformer entièrement le régime foncier existant, ce qui impliquait

une intervention considérable dans les droits des propriétaires et des locataires fonciers.

Le plan directeur de développement de Kampala de 1972 reprend une grande partie de ces orientations et propose une politique d'échange de biens fonciers permettant de faire passer des terres du système Mailo au domaine public et prévoyant l'octroi aux propriétaires de baux de 199 ans sur la partie de leurs terres équivalant aux biens fonciers détenus selon Mailo.

Les mesures de législation foncière proposées aujourd'hui pour tout le pays visent à instaurer un régime de franche propriété sur le territoire urbain. À la base de cette réforme foncière en région tant rurale qu'urbaine en Ouganda, il y a l'hypothèse suivant laquelle l'ambiguïté qui entache le régime foncier constitue une entrave tant au développement urbain qu'à la productivité agricole en milieu rural. On voit dans l'officialisation des règles (et la capacité d'en assurer l'application) une condition nécessaire, mais non pas nécessairement suffisante, de toute future croissance économique.

Avec cette officialisation, il y aura certainement perte de terres pour l'agriculture urbaine à Kampala. Il ressort de ce que nous avons dit au sujet de l'accès à la propriété que les agriculteurs urbains ont tiré parti des « interstices » de l'occupation institutionnelle du territoire urbain créés par les complexités du régime foncier Mailo et l'agitation de la période Amin et des années qui ont suivi. On observe déjà que des terres se perdent ainsi. Un grand nombre de stratégies d'accès à la propriété utilisées par les agriculteurs actuels, qui avaient fait leurs preuves à un moment quelconque dans le passé, ne s'offrent plus aux nouveaux venus à Kampala, ni à ceux qui actuellement ne cultivent pas le sol. Les enquêtés ont exprimé à maintes reprises cette perception en disant que « tout le sol était utilisé ».

La sécurité foncière s'étant considérablement améliorée à Kampala vers la fin des années 1980 et au début des années 1990, les propriétaires ont vite commencé à construire sur des terrains qui étaient auparavant inexploités.

On ne sait encore au juste si le taux d'augmentation des valeurs foncières suivra les tendances généralement décroissantes de l'inflation. S'il en est ainsi, on occupera moins le sol à des fins spéculatives à cause du coût croissant de telles opérations. Par ailleurs, bien que les indicateurs économiques soient généralement en hausse dans l'économie de Kampala, l'emploi officiel a fléchi et les salaires n'ont pas suivi l'inflation, conférant ainsi encore plus d'importance à des activités économiques comme l'agriculture urbaine. Cette situation offre plusieurs possibilités sur le plan des politiques d'agriculture urbaine dans cette ville.

Un important mouvement de transformation de la diversité actuelle de modes d'occupation du sol en un régime de propriété franche sera coûteux et administrativement complexe. À bien des échelons de l'appareil gouvernemental, il reste de puissants intérêts favorables au régime Mailo et, jusqu'à présent, la réforme foncière reste un projet, et un projet controversé. Il s'agit notamment de savoir si la municipalité est capable de faire appliquer la loi sur la planification municipale et nationale, qui serait le seul instrument de contrôle du développement urbain dans un régime de franche propriété.

Il existe des intérêts influents, planificateurs et dirigeants politiques compris, qui voient quelque mérite, dans une perspective à long terme, à garder une place à l'agriculture urbaine dans l'économie de la ville. On pourrait avoir à réserver certains secteurs de la ville à des usages purement agricoles (sur le modèle des zones vertes) ou simplement à modifier les règlements pour autoriser l'agriculture dans certains secteurs, plus particulièrement dans les faubourgs résidentiels et les zones plus péri-urbaines où la réglementation actuelle a peu de sens et d'effet. Une modification de zonage qui créerait des zones d'agriculture ne pêche pas contre les réalités topographiques de la ville, mais un nouveau zonage visant des activités économiques parallèles reste une tâche manifestement difficile.

Une autre orientation en deux étapes remettrait à plus tard l'examen de la question de l'occupation à long terme du sol, tout en reconnaissant l'entassement actuel des citadins. On pourrait conférer à l'agriculture urbaine une légitimité de courte durée sous sa forme

actuelle, tout en se réservant la possibilité d'examiner à un moment quelconque dans l'avenir les questions de planification d'occupation, de modification de zonage et d'indemnisation, ainsi que le dossier de la réglementation municipale. Les données dont nous disposons sur la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des ménages qui ont eu accès au sol urbain pour l'agriculture devraient militer en faveur de l'adoption d'une telle politique.

Chapitre 4 Kenya¹

L'agriculture urbaine au Kenya

Diana Lee-Smith et Pyar Ali Memon

La culture et l'élevage sont répandus dans les villes d'Afrique. En juxtaposition spatiale avec d'autres activités urbaines et en rivalité avec elles pour le sol, le travail et les ressources, l'agriculture urbaine apporte une contribution essentielle à l'économie domestique des pauvres des villes. Cette agriculture a beau être presque omniprésente, elle reste pour ainsi dire « invisible ». Encore récemment, les universitaires et les planificateurs n'en tenaient généralement pas compte et ce, parce qu'on ne considère pas comme très importantes les productions de subsistance qui ont pour cadre l'économie domestique.

Cet article analyse les caractéristiques de l'agriculture urbaine au Kenya dans un cadre conceptuel et socio-économique plus large, et se fonde sur une enquête récente de l'Institut Mazingira (Lee-Smith *et al.*, 1987) qui a porté sur les aliments et les combustibles, les deux principaux éléments de l'économie domestique africaine. Nous ne nous attacherons cependant qu'au volet « alimentation » de cette enquête, c'est-à-dire à la culture et à l'élevage. L'article fait ressortir l'importance d'intégrer cet aspect notable des réalités de la ville à la théorie urbaine et pose aussi des questions sur les politiques de développement urbain durable.

1. Une version de cette étude a paru dans la *Revue canadienne des études africaines* (vol. 27, no 1, 1993). Nous reproduisons le document avec la permission de l'Association canadienne des études africaines.

Questions d'ordre conceptuel

Une étude de l'agriculture urbaine soulève de nombreuses questions de théorie et de politiques. Le cadre conceptuel de cette agriculture est celui de la compréhension du secteur parallèle et touche également en grande partie à la question du rôle des femmes dans les villes du Tiers-Monde.

Dans les études spécialisées consacrées aux villes d'Afrique, on exclut pour ainsi dire l'agriculture urbaine de la définition du secteur parallèle. On le fait même si cette agriculture partage un certain nombre de caractéristiques des autres éléments de l'économie parallèle, qu'il s'agisse de facilité d'accès, de recours aux ressources indigènes, de technologies à petite échelle, de forte utilisation de main-d'œuvre et d'adaptation, d'absence de formation dirigée ou de non-réglementation des marchés (OIT, 1972).

Aspect plus important, les spécialistes de l'école de la « dépendance » critiquent le modèle « dualiste » de la séparation des secteurs parallèle et officiel de l'économie urbaine, qui implicitement ou explicitement érige le secteur parallèle en remède au chômage urbain. Un certain nombre de critiques sont d'avis que ce secteur ne peut relever le niveau de vie de ses agents, puisque les liens entre secteur officiel et secteur parallèle se caractérisent par la dépendance de ce dernier et son besoin de subvention (Gerry, 1979). Le débat entre l'orientation « dualisme » et l'orientation « dépendance » se fait en partie autour de la question de savoir si le secteur parallèle ou les petites entreprises commerciales ont une capacité de croissance et, de ce fait, peuvent apporter une contribution économique ou s'il s'agit là d'éléments foncièrement parasites et passagers (Moser, 1978, 1984).

On juge rarement l'agriculture urbaine digne d'examen dans le contexte de ce débat, parce qu'on y voit une activité de subsistance. Comme on le dira dans la prochaine étude de cas, cette vue est valable, 77 % des agriculteurs urbains du Kenya produisant entièrement à des fins d'autoconsommation. L'importante question est de savoir si on doit écarter ces activités de subsistance, qu'exercent principalement des femmes, parce qu'elles seraient de peu d'intérêt et sans importance économique.

Dans bien des régions rurales d'Afrique, le rôle maternel consistant à nourrir la famille est primordial. Le rôle de la femme dans la production alimentaire est une source de travail, tout en s'avérant essentiel à la nutrition. On a démontré que les cultures commerciales ne soutiennent pas les activités de subsistance, mais rivalisent avec elles pour le sol, la main-d'œuvre et les ressources (Bassett, 1988). Les pertes relatives et absolues de production et de revenu des femmes par suite de la progression des cultures commerciales ont à voir avec la crise alimentaire des pays africains. Les recommandations et les politiques actuelles en ce qui concerne cette crise risquent de demeurer vaines parce que, dans une large mesure, elles ne tiennent pas compte du travail ni des productions de subsistance des femmes et interprètent mal la situation. Il y a des indications que la pénétration capitaliste a à la fois dépendu du rôle nourricier de la femme et sapé ce rôle (Trenchard, 1987). C'est dans le contexte plus général de cette crise que l'on doit comprendre la situation des villes sur le plan de l'agriculture urbaine.

La conjonction des notions de production de subsistance et de reproduction des travailleurs avec leur identification au travail féminin a obscurci l'importance économique de ces activités. Le travail féminin lie indissolublement les activités de reproduction et de production (Rakodi, 1988). Le travail féminin et masculin en région urbaine comme en région rurale vise d'abord à l'« autosubsistance ». On doit mieux comprendre l'agriculture de subsistance dans la perspective de la crise de l'environnement planétaire et du débat sur le développement durable (Lee-Smith et Hinchey Trujillo, 1992). Il est évident que cette agriculture est d'une vaste importance économique pour la survivance de bien des Africains. Dans un tel contexte, l'étude kenyane présentée dans cette publication s'attache aux caractéristiques et à l'intérêt du secteur de l'agriculture urbaine et aux conséquences sur le plan des politiques.

L'économie politique de l'agriculture urbaine au Kenya

Aujourd'hui, le Kenya compte parmi les pays qui s'urbanisent le plus rapidement dans le monde. L'essor urbain a été nourri par une vive

croissance démographique, un accès insuffisant aux terres arables et une migration à grande échelle de la campagne vers la ville. D'après le recensement de 1989 (données provisoires), les citadins représentent 14,8 % de la population contre 7,8 % en 1962 et 4,5 % en 1948. On prévoit que la population urbaine atteindra 8,6 millions en l'an 2000, soit 24,7 % de toute la population. Si les grandes villes de Nairobi et de Mombasa continuent à dominer le réseau urbain, des villes moyennes ou petites comme Nakuru, Kisumu et Kakamega sont récemment devenues une destination pour un nombre croissant de migrants de la périphérie rurale.

On pourrait faire valoir que l'hésitation actuelle à accueillir l'agriculture comme activité urbaine légitime au Kenya a des racines historiques. À bien des égards, on peut attribuer le développement du réseau urbain kenyan et les idéologies d'aménagement qui ont présidé à son évolution à des influences de l'étranger. Au départ, c'est-à-dire avant le milieu du XIX^e siècle, ces forces émanaient du littoral de l'océan Indien et ont mené à l'édification des cités-États afro-arabes du littoral est-africain. Toutefois, ce sont des influences occidentales qui ont prédominé depuis lors.

Sur le plan international, les données archéologiques indiquent que la culture et l'élevage ont pris forme dans les villes et non pas dans les établissements ruraux. Les premières villes des chasseurs avaient besoin de lieux d'entreposage pour les aliments, ce qui a conduit à une domestication sélective des animaux et à des activités de régénération des semences (Jacobs, 1970, p. 47). L'agriculture urbaine a constitué un phénomène de taille dans bien des villes pré-industrielles et un lien étroit s'est noué entre la ville et l'arrière-pays (Sjoberg, 1960). Aujourd'hui, dans les pays occidentaux, l'urbanisme exclut l'agriculture sauf à titre d'activité récréative ou en période de crise. Des connotations culturelles spécifiques s'attachent aux notions de ville et de campagne (Holton, 1986). Si ces valeurs culturelles remontent dans leurs racines à aussi loin que l'ère gréco-romaine, leur prédominance s'est trouvée renforcée par l'histoire récente de l'urbanisme en relation avec la révolution industrielle.

Les villes ont joué un grand rôle dans l'évolution du capitalisme moderne et sont étroitement liées à un mode de vie industriel en milieu urbain. La ville industrielle de l'Occident est un produit de l'accumulation d'un capital qui s'est constitué au départ par la plus-value des activités primaires en région rurale et ensuite par celle d'activités secondaires et tertiaires en région urbaine (Castells, 1977). L'agriculture a été chassée et aliénée par le réseau urbain grandissant, parce qu'elle s'est révélée non concurrentielle par rapport à la demande d'accès au sol pour l'habitation et l'industrie. Des déformations idéologiques jouant contre l'agriculture urbaine sont également apparues dans les modèles d'occupation du sol urbain où intervenaient des hypothèses issues de la théorie économique (Carter, 1983).

Les institutions économiques britanniques ont été transplantées de l'Europe au Tiers-Monde dans le cadre de l'empire britannique. La pénétration capitaliste a restructuré les mécanismes de production, l'organisation de l'espace et le rôle des sexes. Avec l'avènement de la colonisation européenne en territoire kenyan vers la fin du XIX^e siècle, on a fait des Hautes-Terres l'assise d'une économie agricole d'exportation. L'enclave agricole des colonisateurs européens était entourée de terres africaines traditionnelles, qui constituaient un réservoir de main-d'œuvre à bon marché.

Dans le contexte d'une telle économie de l'espace, on peut attribuer principalement à des facteurs administratifs ou à l'implantation des chemins de fer ou encore à ces deux phénomènes la genèse de nombre de grands centres urbains d'aujourd'hui au Kenya. Plusieurs de ces centres étaient des « cantons » dans l'ordonnance cantonale de 1903. On les considérait comme des foyers d'autorité et d'administration coloniales et comme des « îlots sanitaires » où régnaient la santé et la sécurité. On pouvait y faire valoir les règles strictes de l'inspection sanitaire en vertu des règles cantonales relevant de cette ordonnance. En fonction même de ces origines, des forces « exogènes » ont principalement joué dans la croissance de la trame urbaine au XX^e siècle dans le cadre d'une économie mercantile internationale et d'un colonialisme de dépendance (Memon, 1974, 1975).

Les premiers administrateurs ont soigneusement délimité ces régions urbaines de manière à éviter les zones existantes d'établissement et d'agriculture de subsistance. Dans les banlieues cossues de villes comme Nairobi et Nakuru, on a aménagé les zones d'habitation sur le modèle de la ville-jardin en prévoyant de grands terrains d'un quart d'acre (0,1 hectare) et des avenues bordées d'arbres. On protégeait souvent ces quartiers salubres contre les occupations rivales du sol urbain en ménageant des zones tampons avec des étendues libres de terres publiques. Dans ce nouveau cadre urbain, toute présence permanente de la population africaine indigène — et encore plus de ses moyens traditionnels de subsistance — était interdite et soigneusement contrôlée.

Dans les « villes de l'arrière-pays », l'agriculture urbaine n'en devait pas moins apparaître dès 1899. Des travailleurs ferroviaires originaires de l'Inde vendaient leurs surplus aux Européens. Certains de leurs salariés africains se sont mis eux aussi à cultiver pour ensuite colporter leurs produits (Mitullah, 1991). Ce n'est toutefois que depuis 40 ans que la population africaine a pu s'établir en permanence dans les régions urbaines du Kenya. Depuis cet établissement, la croissance de la population urbaine a invariablement dépassé les prévisions. En même temps, il y a eu progression des activités parallèles et agricoles et une ruralisation croissante des villes : la frontière entre la ville et la campagne avait tendance à s'estomper.

Deux groupes, ceux des agriculteurs traditionnels absorbés par le développement urbain et des migrants récents, s'adonnent à l'agriculture urbaine. Depuis 20 ou 30 ans, on annexe des pans relativement grands du territoire péri-urbain appartenant aux municipalités rurales voisines. Dans une large mesure, cette annexion s'impose en raison de l'évolution de l'occupation du sol à la périphérie urbaine et aussi du fait des pressions politiques locales. Bien que la définition rigide du territoire urbain pendant l'ère coloniale ait permis aux collectivités locales d'exercer un contrôle sur la propriété et l'exploitation du sol dans les municipalités désignées, de telles politiques restrictives n'ont pu contenir le débordement d'un territoire urbain en extension sur la lisière péri-urbaine. Au contraire, les zones urbaines ont soutenu les zones rurales en encourageant l'implantation illicite d'habitations de

moindre qualité en milieu rural, zones résidentielles qui ont ensuite été incorporées aux municipalités en place.

C'est ainsi que les grands centres urbains englobent des zones se caractérisant par un mélange d'occupations du sol résidentielles et agricoles dans un contexte de faiblesse des revenus. Les propriétaires traditionnels peuvent y cultiver la terre et y élever des animaux aussi bien pour l'autoconsommation que pour la vente. De plus en plus cependant, beaucoup d'entre eux jugent plus rentable de construire des immeubles locatifs à prix modique sur leurs anciennes terres agricoles (Memon, 1982). Ce groupe d'agriculteurs urbains est petit, mais souvent tout à fait prospère et politiquement influent.

Dans un autre important groupe d'agriculteurs urbains, on trouve les migrants urbains et leur famille. Ils appartiennent à toutes les tranches de revenu, mais les pauvres prédominent. La majeure partie des ménages urbains kenyans ont de la difficulté à bien se nourrir avec leur revenu et ceux qui le peuvent cultivent le sol sur le terrain de leur habitation, sur l'accotement d'une route ou sur d'autres terres publiques inoccupées.

L'agriculture de subsistance est une nécessité économique pour eux et, par conséquent, la satisfaction des besoins fondamentaux est le motif principal de leur comportement, par opposition à la recherche d'un profit et à l'accumulation de capital. Les citadins sont nombreux et leur nombre s'accroîtra encore avec la croissance démographique que l'on prévoit. Ces agriculteurs ne sont représentés par aucun organisme au niveau municipal ou national bien qu'ils constituent une partie appréciable de la population urbaine (environ 30 %). En revanche, les colporteurs et les petits marchands, dont les intérêts sont défendus par une association relativement puissante à Nairobi qui s'est récemment donné une vocation nationale, forment seulement 6 % de la population urbaine totale et un maigre 5 % de la population de Nairobi.

La culture urbaine

Presque les deux tiers des ménages urbains (64 %) qui ont participé à l'enquête Mazingira cultivent en partie les aliments qu'ils consomment

dans la région urbaine qu'ils habitent, en région rurale ou tant à la ville qu'à la campagne (tableau 1). Cela fait ressortir l'importance des liens ville-campagne, au niveau des ménages, en matière de production alimentaire pour une majorité de Kenyans des villes. Ajoutons qu'une importante minorité (29 %) cultive dans la région urbaine qu'elle habite. La proportion qui s'adonne à l'agriculture urbaine est beaucoup plus grande dans de petites villes comme Kitui (57 %) que dans de grandes villes comme Nairobi (20 %), Mombasa (26 %) et Kisumu (30 %).

Précisons cependant que 29 % de tous les ménages urbains interrogés n'avaient aucun accès au sol pour la culture, ni en milieu rural ni en milieu urbain. Une proportion encore plus grande (69 %) n'avait aucune disposition du sol urbain à des fins agricoles. Les habitants des petites villes jouissaient généralement d'un meilleur accès à ce sol. Les moins fortunés à cet égard étaient les gens à faible revenu, et plus particulièrement les habitants de la capitale, Nairobi.

De tous les ménages urbains étudiés, 17 % cultivaient auparavant, mais avaient cessé pour diverses raisons : changement de domicile, instances du propriétaire ou de la municipalité, destruction des cultures par les animaux, vol des produits cultureux, etc. Il apparaît nettement que les pressions commerciales des entreprises, tant du secteur officiel que du secteur parallèle, et d'autres modes d'occupation du sol urbain ont causé un effritement des superficies agricoles urbaines à Nairobi et dans d'autres villes.

Tableau 1. Accès au sol urbain et rural pour la culture dans certaines villes
(en proportion de l'ensemble des ménages)

Ville	Accès au sol (%)		Cultures vivrières (%) Oui (ville)	Nombre total de ménages urbains
	Oui (ville)	Non		
Isiolo	68 (55)	32	60 (50)	113
Kakamega	71 (51)	29	66 (51)	109
Kisumu	78 (35)	22	70 (30)	132
Kitui	81 (59)	19	79 (57)	112
Mombasa	64 (29)	36	55 (26)	332
Nairobi	71 (22)	29	65 (20)	778
Ensemble des villes	71 (31)	29	64 (29)	1576



Jac Smit, RCD

Un grand potager avoisine un cinéma au centre-ville de Nairobi.

Si tous les groupes de revenu s'adonnent à l'agriculture urbaine, celle-ci est plus fréquente chez les gens ayant un revenu inférieur. À la différence des ménages mieux nantis qui cultivent des terres privées, et surtout leur propre terrain d'habitation, les ménages à très faible revenu ont tendance à exploiter des terres publiques.

Ces constatations se comparent aux données des années 1970 et 1980 pour des zones d'habitation à faible revenu en Zambie, et principalement dans la capitale de Lusaka. Là, la proportion de ménages qui cultivaient leur propre terrain ou des terres inexploitées ailleurs variait entre 25 et 56 %. Dans certains secteurs, la proportion était encore plus forte (de 73 à 80 %) selon les circonstances locales (encouragements des autorités ou disponibilités en terres appartenant à des compagnies minières) (Rakodi, 1988).

Au Kenya, la plupart des agriculteurs urbains sont des femmes (56 %). La proportion des femmes est plus élevée dans les grandes villes (62 % à Nairobi). Il n'y a qu'à Kitui que les femmes (47 %) soient moins nombreuses que les hommes en agriculture urbaine. Chez les chefs de ménage s'adonnant à ce type d'agriculture, les femmes représentent une

proportion encore plus grande (64 %), alors que les hommes constituent la vaste majorité des travailleurs agricoles embauchés en milieu urbain (82 %). Il y a enfin une majorité (56 %) de femmes chez les travailleurs domestiques non rémunérés autres que les chefs de ménage.

Dans l'ensemble, on estime que la production culturelle urbaine d'une saison agricole au Kenya se chiffrait en 1985 à 25,2 millions de kilogrammes, soit une valeur d'environ 60,9 millions de shillings kenyans (KES) — approximativement 4 millions de dollars américains. C'est là une contribution considérable à la production économique nationale, surtout si l'on considère que la plupart des régions urbaines peuvent compter sur deux récoltes par an. En 1985, le gros de la production urbaine a été consommé par les ménages et seuls 23 % des agriculteurs ont vendu une partie de ce qu'ils avaient produit. Cela concorde largement avec les données de Freeman sur les intentions de vente des agriculteurs urbains de Nairobi. Cet auteur (1991) a aussi constaté que 26 % de son échantillon avait d'autres activités dans le secteur parallèle et en a conclu qu'un certain nombre d'agriculteurs urbains, surtout des femmes, exploitaient leur production dans leur propre entreprise de vente d'aliments (cuits ou non). Dans une étude récente sur les marchands ambulants d'aliments de Nairobi, dont 68 % sont des femmes, on a découvert que 13 % d'entre eux cultivaient leur propre marchandise, mais la plupart venaient de l'extérieur de la ville (Mitullah, 1991).

Agrofournitures et échanges de produits

Bien sûr, le degré d'investissement dans l'agriculture urbaine est très faible. Il en va de même de l'investissement dans les agrofournitures. Seuls 11 % des agriculteurs urbains ont dit utiliser des engrais, par exemple. Toutefois, ils étaient beaucoup plus nombreux à dire qu'ils employaient des engrais biologiques, ayant accès à ces matières à peu de frais ou sans frais. Ainsi, 30 % d'entre eux épandaient du fumier. Ils le faisaient davantage à Kisumu (44 %), à Isiolo (43 %) et à Kitui (33 %), toutes des zones d'élevage. Environ la moitié des agriculteurs urbains utilisent les déjections de leurs propres animaux, mais plus de la moitié obtiennent du fumier, en cadeau ou par troc, d'amis ou de

parents. Une faible proportion de 2 % en achète. On utilise des déjections de poulets dans une proportion de 16 % ; 76 % se servaient de celles de leurs propres poulets. Toutefois, à Nairobi et contrairement à ce qui se passait dans les autres villes, plus de la moitié des agriculteurs se procuraient du fumier par troc hors du cadre officiel.

De même, 25 % des agriculteurs urbains de l'échantillon recouraient au compost. Presque tous (96 %) le produisaient eux-mêmes, sauf à Nairobi où on en trouvait au marché et à Mombasa où il faisait l'objet d'un troc. Environ 19 % des agriculteurs utilisaient du paillis ; ils avaient leurs propres sources dans 90 % des cas, sauf à Nairobi où ils l'obtenaient par échange.

Les tendances qui se dégagent sont celles d'une économie paysanne d'autosuffisance relativement simple reposant sur les échanges de petits produits existant dans les grands centres urbains. L'étude indique que la productivité agricole est plus grande dans la capitale (9 000 kg à l'hectare) que dans l'ensemble des villes (3 200 kg à l'hectare). Ce qui est supérieur à la productivité des paysans de la campagne. Cela indique bien le caractère hautement intensif de la culture urbaine. Les données s'accordent avec la constatation d'un plus grand emploi d'agrofouritures sur des superficies moindres par les agriculteurs urbains de Nairobi que par ceux des autres villes. Cela vaut pour Mombasa, deuxième ville kenyane en importance, mais non pour Kisumu, la troisième, qui dispose d'un vaste territoire où se trouvent enclavées de nombreuses *shambas* (parcelles agricoles) dans les zones les plus retirées.

Un plus grand usage de l'eau par les agriculteurs urbains montre aussi l'avantage que peut avoir l'agriculture urbaine sur l'agriculture rurale et explique peut-être pourquoi la première peut être plus productive. Presque la moitié (45 %) des agriculteurs urbains kenyans arrosent leurs cultures. Au total, 71 % d'entre eux utilisent l'eau des conduites, bien que 50 % portent l'eau dans des seaux du point d'alimentation à leurs champs. Les autres se servent de tuyaux d'arrosage ou creusent des rigoles d'amenée. Une fois de plus, c'est à Nairobi que l'eau est le plus utilisée (66 %) ; 87 % des agriculteurs y emploient l'eau des conduites. La deuxième ville en importance pour l'utilisation agricole

de l'eau est Isiolo, qui se trouve en zone de sécheresse. La seule agriculture qui s'y pratique s'articule presque entièrement autour du cours d'eau saisonnier qui traverse la ville. Cette activité est appuyée par les autorités urbaines locales, qui aident au creusement des rigoles.

La tendance à l'autosuffisance des paysans urbains dans les petites villes et à la multiplication des échanges dans la capitale s'observe aussi dans le cas de l'approvisionnement en semences, en semis et en plants. Elle n'est pas directement liée à la taille de la ville, bien qu'on constate généralement que plus la ville est grande, plus les échanges se multiplient. On notera également avec intérêt que les agriculteurs de Nairobi achètent leurs semences beaucoup plus que les agriculteurs des autres villes à des sources officielles comme les magasins et les marchés.

La vente de semis et de plants est une activité courante du secteur parallèle à Nairobi, mais ce qu'on écoule consiste largement en semences d'arbres et d'arbustes d'ornement. Ce sont des produits en vogue dans les ménages à revenu moyen ou élevé de Nairobi. Ce commerce semble être bien alimenté par des jardiniers qui prélèvent des boutures et procèdent à des élagages dans les potagers bien établis où ils travaillent.

L'élevage urbain

Un peu plus de la moitié des ménages urbains des six villes étudiées font de l'élevage en région urbaine ou en région rurale ou encore à la fois à la ville et à la campagne (tableau 2). Cela fait ressortir l'importance des liens ville-campagne pour les ménages. Toutefois, contrairement à ce qui se passe dans l'agriculture urbaine, seuls 17 % des enquêtés font de l'élevage en milieu urbain. Les chiffres varient entre 36 % à Isiolo, petite ville d'une région d'élevage, et un maigre 7 % à Nairobi. On estimait les cheptels à 1,4 million de têtes d'une valeur approximative de 259 millions de KES, soit 17 millions de dollars US. À l'époque de l'enquête, on faisait de l'élevage dans toutes les villes kenyanes. D'autres cheptels avaient connu des sorts divers pendant l'année. En réalité, les bêtes dénombrées ne représentent que 47 % de tous les animaux élevés ou « recyclés » de diverses manières. On fait

Tableau 2. Foyers gardant des bestiaux (proportion du nombre total de foyers)

Ville	% gardant des bestiaux		% gardant des bestiaux (en ville)		Nombre total de ménages urbains
	oui	non	oui	non	
Isiolo	52	48	36	64	113
Kakamega	49	51	28	72	109
Kisumu	55	45	30	70	132
Kitui	59	41	32	68	112
Mombasa	47	53	22	78	332
Nairobi	51	49	7	93	778
Ensemble des villes	51	49	17	83	1576

de l'élevage pour l'investissement, les produits animaux, l'entretien des cheptels ou la reproduction. Pour ce qui est des 53 % de bêtes qui restent, 16 % ont été consommées par les éleveurs pendant l'année, 8 % ont été vendues, 20 % (ce pourcentage plus élevé est étonnant) sont mortes et le reste, 9 %, ont été données ou volées.

On estime à 23 millions de KES (environ 1,5 million de \$ US) la valeur de l'autoconsommation en élevage urbain au Kenya en 1985. Les pertes imputables à la mort d'animaux cette même année s'établissaient à 36 millions de KES (environ 2,4 millions de \$ US). Les petits animaux, surtout les poulets et les lapins, meurent en grand nombre. L'analyse des données par type de cheptel indique cependant qu'une franche proportion de 17 % des bovins, de 21 % des chèvres et de 26 % des moutons meurent aussi. C'est là une déperdition massive des investissements en argent et en travail pour les ménages intéressés et pour le secteur domestique de l'économie en général.

D'après ces chiffres, on peut constater que l'élevage comme la culture se fait principalement pour la subsistance, mais il arrive aussi que les productions animales (pour les œufs et la boucherie en particulier) soient destinées aussi bien à la subsistance qu'à la vente. Il a été difficile d'obtenir des chiffres précis sur la consommation domestique, mais il semblerait que l'autoconsommation se limite à environ la moitié du lait et le quart des œufs.

L'aviculture était la forme la plus répandue d'élevage dans toutes les villes, bien que les chèvres, les moutons et les bovins aient été plutôt

abondants dans les petites villes. On relevait quelques porcs, surtout à Kakamega et à Nairobi, et un très petit nombre d'ânes de trait à Isiolo et à Mombasa. Très peu de ménages urbains s'adonnaient à la pisciculture ou à l'apiculture. Même Nairobi comptait environ 23 000 bovins sur son territoire ; la plupart appartenaient à des exploitants laitiers au sommet de l'échelle des revenus. Les ménages plus pauvres de la capitale élevaient des poulets et des lapins dans des poulaillers et des clapiers à cause du manque d'espace. Dans les autres villes, les éleveurs laissaient leurs animaux en liberté, plus particulièrement pendant la saison des pluies, pour qu'ils puissent manger de l'herbe ou encore tout ce qui traînait.

Dans beaucoup de ménages ruraux kenyans, les bovins, les moutons et les chèvres sont en fait une sorte d'investissement. Par tradition, ils sont source de richesse et de rang social et, dans l'économie actuelle, on les vend quand on est à court de fonds pour payer les études des enfants ou faire de grosses dépenses.

On élève du bétail pour ces raisons en zone urbaine au Kenya, mais aussi — surtout chez les pauvres — comme source de protéines. Peu de citoyens pauvres peuvent acheter de la viande. Le nombre de morts d'animaux s'explique sans doute par la maladie et l'absence de services vétérinaires en milieu urbain : moins de 25 % des agriculteurs urbains vaccinent leur bétail ou l'immunisent par trempage ou pulvérisation. Une autre cause de mortalité animale est la faim. Si on élève du bétail parce qu'on manque d'argent pour se nourrir, on risque de peu dépenser en aliments pour animaux. Près de 65 % des animaux sont laissés à paître librement. Précisons toutefois que le quart environ des ménages achètent des aliments pour animaux pendant la saison des pluies et presque 30 %, pendant la saison sèche. Malgré tout, beaucoup d'animaux sont peut-être sous-alimentés. Poulets et chèvres peuvent survivre s'ils trouvent assez de déchets dans le ménage ou le quartier, mais les bovins et les lapins exigent plus de soins et d'attention. On doit examiner plus avant les raisons pour lesquelles les animaux d'élevage sont si nombreux à mourir dans les villes kenyanes.

La nutrition

L'alimentation est le plus fondamental de tous les besoins de l'être humain. Si les études antérieures ont pu démontrer qu'en règle générale

les Kenyans disposaient de nourriture suffisante, les données sur les disponibilités nationales tendent à nous dissimuler le fait qu'une proportion appréciable des ménages sont mal nourris (Collier et Lal, 1980). Les pauvres des villes sont les plus touchés et les plus défavorisés de tous les groupes souffrant de graves carences nutritionnelles. Toutefois, on ne s'est que très peu soucié de leurs besoins particuliers dans l'élaboration des politiques nutritionnelles. Ainsi, si les éleveurs peuvent profiter des progrès de la zootechnie, il n'y a pas par contre de programme spécifique comparable visant à améliorer l'état nutritionnel de la population urbaine pauvre au Kenya. On n'y voit pas une clientèle d'un grand poids politique et même les secours alimentaires l'ignorent durant les famines.

Chez les pauvres des villes, les enfants d'âge préscolaire et les femmes enceintes ou qui allaitent sont particulièrement vulnérables. De tous les enfants de moins de cinq ans dans l'échantillon, 6 % étaient mal nourris et 2 % souffraient de malnutrition grave. Jusqu'à 4 % des enfants étaient malades durant les deux semaines précédant l'enquête et 15 % des ménages ont indiqué que leur approvisionnement alimentaire était insuffisant. Une proportion de 40 % des agriculteurs urbains ont dit qu'ils ne mangeraient pas à leur faim s'ils cessaient de cultiver. Le tableau 1 indique qu'un grand pourcentage de ménages urbains ne jouissent d'aucun accès au sol pour la culture vivrière. Ces chiffres font ressortir l'importance que l'agriculture urbaine occupe déjà dans l'économie domestique de certains pauvres pour satisfaire leurs besoins nutritionnels.

La grande importance de la production vivrière de subsistance, qu'il s'agisse de culture ou d'élevage pour obtenir des protéines, coïncide avec la proportion des familles urbaines dont le revenu ne permet pas des achats suffisants pour satisfaire les besoins alimentaires du ménage. La production de subsistance est une stratégie courante mais encore mal décrite qu'adoptent les pauvres des villes pour se nourrir. De même, il est difficile à ces pauvres de dépenser en combustibles pour la cuisson, et c'est pourquoi ils songent aux cultures de subsistance ou simplement mangent et font la cuisine moins souvent.

De plus, une proportion très élevée des ménages urbains, la totalité des ménages dans les petites villes, consomment des légumes indigènes qui poussent à l'état sauvage. On a relevé un grand nombre de variétés dans chaque ville, et il existe une riche diversité de combinaisons culinaires dans les diverses régions du pays. On trouve principalement ces légumes pendant la saison des pluies sur les emprises des routes et des chemins de fer, sur les berges des cours d'eau et dans d'autres lieux semblables. Si dans les petites villes beaucoup de gens cueillent eux-mêmes leurs légumes, le gros de ce qui se consomme dans les grandes villes s'achète dans des marchés où les vendeurs font leur propre cueillette en milieu sauvage. Il existe même un commerce de variétés locales entre les régions du pays. Une très faible proportion de la population urbaine (9 %) cultive ses propres légumes indigènes, indice d'une amorce de domestication. Ces légumes jouent un grand rôle dans la nutrition en milieu urbain. Certains sont très riches en protéines et résistent généralement à la maladie.

Conséquences sur le plan des politiques

À l'heure actuelle, malgré la ruralisation croissante des petites et grandes villes kenyanes, beaucoup de Kenyans et de leurs dirigeants continuent à associer la vie urbaine à la modernité. Les citadins sont censés jouir d'un meilleur niveau de vie et de meilleures commodités que les gens des campagnes qui sont tributaires de l'agriculture de subsistance. Ces valeurs se sont trouvées renforcées par des politiques récemment adoptées dans le secteur public en matière d'aménagement et de développement urbains. Ces politiques ont cherché, en dépit de revers et d'oppositions considérables, à maintenir des normes artificiellement élevées de vie urbaine issues de mesures de protection de la santé publique.

Ajoutons que les stratégies macro-économiques favorisant l'expansion du secteur officiel n'ont eu que très peu de succès. Devant la montée du paupérisme et du chômage urbains, beaucoup d'activités du secteur parallèle jusque-là interdites ont eu droit à une sanction partielle et même à une certaine aide. Mais cette attitude favorable vise habituellement les seules activités artisanales, qui le plus souvent sont

exercées par des hommes, et exclut donc encore le commerce de rue, qui est avant tout une activité féminine (Mitullah, 1991).

À quelques exceptions près (exploitation laitière, agriculture commerciale classique, etc.), on continue à harceler ou à négliger les activités d'agriculture urbaine, surtout dans les grandes villes. Les règlements municipaux peuvent autoriser ou défendre l'agriculture. À Nairobi, les pouvoirs publics interdisent seulement la culture sur les voies publiques dont la municipalité assure l'entretien. Il n'en reste pas moins que le « folklore » des villes tient pour illicite la culture sur les terres publiques et que, d'après les études de l'Institut Mazingira et de Freeman, l'agriculture urbaine est l'objet d'un harcèlement tant physique que pécuniaire. Il faut une autorisation écrite pour élever du gros bétail à Nairobi, mais on peut élever des petits animaux aussi longtemps que personne ne dépose de plainte.

Les municipalités de quelques petites villes ont su innover et faire preuve de prévoyance. Ainsi, dans la ville d'Isiolo dont la plupart des habitants sont des éleveurs par tradition et ne s'y entendent guère en culture, les pouvoirs publics appuient activement l'agriculture urbaine, et aussi l'irrigation. Une autre ville, Kitui, a un service-conseil agricole sur son territoire. En revanche, les municipalités de Kakamega, Mombasa et Nairobi sont enclines au laisser-faire, tandis que les autorités de Kisumu empêchent activement toute agriculture urbaine, sauf sur les terres privées.

Si les citadins à revenu élevé ou moyen profitent habituellement de l'espace du bâti de leur quartier, lequel leur permet de s'adonner en toute légalité à l'agriculture domestique, la plupart des quartiers à revenu faible ou très faible sont zones pour logement à forte densité, ce qui contraint énormément toute l'agriculture urbaine. Pis encore, ceux qui vivent en zone non aménagée et non viabilisée ou qui logent toute leur famille dans une seule pièce d'appartement, en zone locative ou dans les parcs d'habitation municipaux, connaissent un tel surpeuplement qu'il leur est impossible de cultiver en toute aisance ou en toute légalité.

On doit réexaminer les pratiques actuelles d'urbanisme priorisant la suroccupation des zones à faible revenu au nom du recouvrement des coûts d'installation des égouts. De nouvelles technologies d'assainissement reposant sur une faible utilisation de l'eau pourraient permettre d'aménager les villes de manière à y intégrer la culture et l'élevage. Ces techniques pourraient s'allier à des mesures de soutien des autorités locales, dont des services-conseils agricoles, des services vétérinaires, etc.

La ville de Kitale a fait l'expérience des zones réservées de production vivrière en milieu urbain. De telles politiques, qui sont répandues dans certaines villes occidentales, présentent de l'intérêt pour l'Afrique et pourraient y encourager l'agriculture urbaine et accroître les approvisionnements alimentaires. Les parties inexploitées du territoire urbain, les berges de cours d'eau et les emprises de route, de chemin de fer et de lignes de transport d'électricité sont autant d'endroits idéaux où allouer à court ou à moyen terme des parcelles aux pauvres des villes. On devrait privilégier l'accès des femmes à ces zones, particulièrement de celles qui sont à la tête de ménages pauvres. Une initiative récente de la municipalité de Kisumu, qui a successivement destiné à ce groupe des services de nutrition, de création de revenu, d'hygiène et de planning des naissances pendant les années 1980, pourrait également faire la promotion de l'agriculture urbaine.

On doit augmenter la disponibilité de services-conseils pour l'agriculture et l'élevage en région urbaine. À l'heure actuelle, ces services s'adressent généralement aux agriculteurs bien nantis des régions péri-urbaines et non pas aux pauvres des villes. On doit tout particulièrement cibler la population féminine pauvre des villes. Ces services pourraient s'attacher à tout ce qui est captage et réutilisation des eaux urbaines et aussi venir en aide au commerce naissant des engrais biologiques et des légumes indigènes.

Conclusion

On a négligé les productions de subsistance et les échanges de petits produits et on en a fait fi en planification économique et en aménagement

du territoire au point de les interdire. Et pourtant, la présente étude démontre que la valeur économique des productions urbaines de subsistance à l'échelle nationale est importante et essentielle à la survie des pauvres. Elle montre aussi comment les échanges de petits produits se font en milieu urbain.

L'agriculture urbaine est l'une des stratégies auxquelles l'économie domestique a recours pour assurer la survie des gens en Afrique contemporaine. L'économie domestique des pauvres des villes est un inextricable mélange d'activités de production et de reproduction. Nul programme, politique ou plan urbain ne saura donner de résultats si on ne comprend pas la complexité de cette économie.

L'agriculture urbaine est une réalité qui n'a pas encore trouvé sa place dans les théories de l'urbanisation du Tiers-Monde. On a omis une telle activité économique dans l'analyse du secteur parallèle parce que l'on juge que c'est une pure activité de survie qui s'exerce dans l'économie domestique, surtout par les soins des femmes. Les agriculteurs urbains sont principalement, mais non exclusivement, des femmes produisant à des fins d'autoconsommation familiale. Ce n'est toutefois pas une raison pour oublier l'intérêt conceptuel de cette activité, ni sa valeur comme production économique primaire.

Chapitre 5 Éthiopie

Agriculture urbaine, coopératives et population urbaine pauvre à Addis-Abeba

Axumite G. Egziabher

En Éthiopie comme dans beaucoup d'autres pays en développement, le mouvement grandissant de concentration démographique en région urbaine, joint aux phénomènes de la sécheresse, de la famine et de la guerre, a fait d'énormes ponctions sur les systèmes d'approvisionnement alimentaire en milieu tant urbain que rural. Le rapport provisoire du recensement de la population et du logement de 1984 (effectué par l'Ethiopian Central Statistical Agency) dénombre 635 villes d'une population totale de 4,7 millions sur le territoire éthiopien. Si on rapproche ce chiffre de celui de 1975 (3,2 millions), on constate que le taux de croissance de la population urbaine a été de 46,5 % sur une période de neuf ans. En 1984, Addis-Abeba abritait 30,2 % (1,4 million de gens) de toute la population urbaine de ce pays. De 1970 à 1984, les principaux centres urbains, dont Addis-Abeba, ont crû à un rythme annuel de 4 % (Addis Ababa Master Plan Project Office ou AAMPPO).

L'étude des activités industrielles fait voir que, en moyenne, 58 % des établissements, 62 % des emplois, 61 % des productions et 79 % des immobilisations des activités manufacturières modernes (ce qui comprend les industries à moyenne et à grande échelle) du pays se trouvaient dans la « région centrale de planification » dont fait partie la capitale (AAMPPO). Elle révèle en outre que 85 % des établissements et 83 % des emplois se concentraient à Addis-Abeba et aux alentours. Si l'activité de fabrication est étonnamment polarisée par Addis-Abeba, l'offre d'emplois paraît infime par rapport à la demande. Ainsi, le plan

prospectif décennal prévoyait que 3 250 emplois industriels seulement seraient créés dans cette ville de 1984–1985 à 1993–1994.

Le Wages and Work Organization Board a indiqué que le salaire minimum (de subsistance) en milieu urbain par famille s'élevait à 123,85 birrs éthiopiens (ETB) par mois en octobre 1983. Il était affecté à la nourriture dans une proportion de 56,6 %, le reste allant aux articles non alimentaires (en 1993, 12,26 ETB équivalaient à un dollar américain). Cet organisme a sans doute fixé trop haut le seuil de la pauvreté, mais on peut nettement voir que les dépenses d'alimentation tiennent une large place dans le budget familial. Si on regarde la structure des revenus des principaux centres urbains à l'époque où on a calculé ces chiffres, cela veut dire que l'on peut légitimement considérer la plupart des citoyens comme étant des « pauvres de ville ».

L'étude de la répartition des ménages d'Addis-Abeba entre les groupes de revenu, qui a été réalisée par l'AAMPPO en 1984, montre que près de 60 % de ces ménages appartenaient à la population à faible revenu (moins de 200 ETB par mois). En fait, une enquête menée en 1983 par l'École technique supérieure des municipalités, sur 8 200 ménages de l'un des quartiers en instance de restauration au centre d'Addis-Abeba, révèle que 65 % de tous les chefs de ménage de ce secteur gagnaient moins de 100 ETB par mois. La prédominance de ménages à faible revenu est primordiale pour l'adoption de politiques, parce que ce groupe se caractérise dans une large mesure par une alimentation, un logement et des services insuffisants. La privation en aliments d'une qualité et d'une quantité convenables engendre des problèmes de malnutrition et de sous-alimentation.

On définit l'agriculture urbaine comme une production alimentaire dans les limites ou à la lisière d'une ville. On entend par là la culture de légumes, de fines herbes, de fruits, de fleurs, d'arbres fruitiers, l'exploitation de forêts et de parcs, la production de bois de chauffage, l'élevage (bovins laitiers, moutons, chèvres, volailles, porcs, etc.), l'aquiculture et l'apiculture. Dans la présente étude, nous avons limité l'emploi de ce terme à un élément des productions agricoles, soit la production intra-urbaine de légumes. Addis-Abeba produit une quantité considérable

de tels aliments périssables pour ses propres besoins, tout en dépendant de sources d'approvisionnement plus lointaines pour ses céréales et ses aliments de base.

Un grand nombre d'études de développement urbain dans le Tiers-Monde s'attachent à l'habitation, aux services urbains et aux activités non agricoles du secteur parallèle. Mais elles se trouvent en grande partie à oublier ou à négliger l'agriculture urbaine. Bien qu'elle existe et que l'on connaisse sa capacité d'assurer la subsistance des pauvres des villes, on a sous-estimé cette agriculture et on l'a considérée comme un phénomène inobservable et passager. Les chercheurs l'ont passée sous silence et les urbanistes et les décideurs l'ont peu comprise.

En fait, il est possible que l'on n'ait pas bien discerné la capacité que peut effectivement avoir l'agriculture urbaine de satisfaire des besoins fondamentaux — sur le plan de l'alimentation (par une amélioration des systèmes de production et de distribution), des revenus, de l'emploi et de la protection de l'environnement — ni le rôle qu'elle peut jouer dans le contexte plus large des économies de transport, et plus particulièrement des économies de devises dans les pays en développement. Malgré le fait qu'aucun autre enjeu n'attire une attention aussi constante et prioritaire que celui de nourrir les gens, on ne perçoit toujours pas clairement la relation qui doit exister entre d'une part la nécessité de combler les priorités nutritionnelles et d'autre part la mise à contribution optimale des diverses sources possibles d'approvisionnement, telles que les importations, la production rurale et la production urbaine.

L'agriculture urbaine est une tradition en Éthiopie. La population urbaine est habituée à élever des bovins, des moutons et des poulets ou à s'occuper de cultures pluviales comme celles du maïs et des légumes dans des parcelles attenantes aux habitations. Cette production se fait principalement à des fins d'autoconsommation, ce qui n'est pas consommé par le ménage étant destiné à la vente. Ainsi, si la contribution globale qu'apporte cette agriculture à l'économie urbaine peut être restreinte, une telle activité ne contribue pas moins de façon considérable à satisfaire les besoins fondamentaux de la population urbaine.

La Livestock and Fishery Corporation, qui fait partie du ministère responsable des établissements agricoles, exploite des fermes laitières, ovines et avicoles en territoire urbain. L'élevage de bovins laitiers et d'autres activités agricoles comme l'apiculture, l'apiculture, l'élevage des porcs, la culture maraîchère et la floriculture gardent en gros un caractère individuel et se font dans un cadre domestique. De telles activités d'agriculture urbaine semblent devoir apporter des solutions pratiques à certains des principaux problèmes d'insuffisance des revenus, de paupérisme, de chômage et d'insécurité alimentaire auxquels fait face la population urbaine à faible revenu. Toutefois, l'information dont nous disposons sur ces mêmes activités est maigre. Ainsi, au début de notre recherche, il nous est vite apparu que tous les travaux empiriques dans ce domaine doivent nécessairement revêtir un caractère exploratoire, non seulement à cause de problèmes de définition, mais aussi en raison de l'absence de bonnes statistiques sur d'importants aspects du phénomène.

Une enquête sur la consommation domestique de légumes à Addis-Abeba en 1983 indique que 17 % des 1 352 ménages étudiés produisaient leurs propres légumes (Hormann et Shawel, 1985). Elle révèle en outre que les superficies cultivées dans toutes les catégories de revenu étaient d'ordinaire de moins de 25 mètres carrés. La culture n'était cependant pas le seul moyen de subsistance de ces ménages. Dans cette étude, on ne montre pas au juste pourquoi les gens cultivent, mais environ 90 % de ceux qui ne cultivaient pas ont cité comme raison l'absence d'accès au sol.

Pendant l'enquête menée sur le terrain aux fins de ces recherches, près de 1,25 % (environ 274 hectares) du territoire urbain d'Addis-Abeba était occupé par cinq coopératives de maraîchers faisant de la culture irriguée le long des rivières Gefersa, Tinishu Akaki, Tiliku Akaki, Kebena et Bulbula et le long d'autres petits cours d'eau de la ville. Il s'agit des coopératives suivantes :

- coopérative Mekanissa, Furi et Saris ;
- coopérative des « Kefetegna » 24 et 25 ;



Les coopératives agricoles d'Addis-Abeba sont établies le long des cours d'eau qui traversent la ville.

- ❧ coopérative de la rivière Shankilla ;
- ❧ coopérative Keranio Medhane Alem (ou du « Kefetegna » 24) ;
- ❧ coopérative Kebena Bulbula.

Ces organismes font de la culture intensive, habituellement sur les rives des petits cours d'eau, et se servent des chutes d'eau naturelles ou de canaux d'amenée. Leur production va surtout au marché local et une petite partie est réservée à l'autoconsommation. À l'époque de l'enquête, les cinq coopératives comprenaient environ 485 membres. Si on compte 5,2 personnes en moyenne par ménage, c'est dire que 0,18 % de la population d'Addis-Abeba dépend entièrement de la production maraîchère pour sa subsistance.

Dans la présente étude, nous nous proposons d'étudier et d'expliquer la nature et le rôle de l'agriculture urbaine à Addis-Abeba et, en particulier, d'examiner les situations où cette agriculture représente l'unique moyen de survie. Ainsi, la recherche visait principalement à :

- attirer l'attention sur un secteur relativement négligé mais susceptible de présenter un grand intérêt pour la planification et la gestion du développement urbain ;
- présenter des données sur les habitudes de migration et le rôle de l'agriculture urbaine dans les mécanismes de survie des ménages migrants ;
- analyser la production et les structures de gestion des coopératives d'agriculture urbaine, ainsi que les conséquences pour la compréhension de cette agriculture en tant qu'activité et que mécanisme distinct de survie des ménages ;
- étudier les effets de revenu, d'emploi et de consommation de l'agriculture urbaine sur les coopératives et les ménages qui en font partie ;
- analyser la structure et la division du travail dans les ménages d'agriculture urbaine à faible revenu ;
- cerner enfin les conséquences de l'agriculture urbaine sur la pauvreté dans les villes en général.

Ici, le ménage est notre principale source d'information. On suppose que seule cette unité est en mesure de connaître et de considérer tous les facteurs, intradomestiques ou extradomestiques, qui interviennent dans ses décisions en matière de culture et d'investissement. Comme la création d'une coopérative doit être également vue comme une stratégie de survie des agriculteurs urbains, nous analysons les mécanismes de production et de distribution en coopérative en nous fondant sur des données tirées des archives de la coopérative étudiée et sur des interviews avec les membres de son bureau de direction.

La recherche porte non seulement sur les ménages en soi qui produisent des légumes à des fins d'autoconsommation, comme on l'a fait dans la plupart des études spécialisées qui existent, mais aussi sur la combinaison du cadre domestique et du cadre coopératif d'organisation dans les stratégies de survie en agriculture urbaine. Notre base de recherche est donc exclusivement cette structure mixte ménage-coopérative. La documentation spécialisée nous indique que cette structure mixte n'a

jamais été étudiée auparavant. Ainsi, l'originalité de notre investigation tient à ce que nous avons introduit quelque chose de qualitativement différent au lieu de dépeindre un autre cas d'agriculture urbaine dans une autre ville. Nous présentons ici un système qui se démarque de ceux étudiés jusqu'à ce jour : l'agriculture « mixte » ménage-coopérative par rapport à une activité purement individuelle des ménages.

Nous avons étudié un échantillon de membres d'une des coopératives maraîchères, celle de Mekanissa, Furi et Saris. En dehors de cette enquête, nous recourons à des études de cas détaillées d'un échantillon représentatif de 30 ménages de la coopérative. À l'époque de l'étude, on dénombrait 242 chefs de ménage dans cette coopérative, dont 17 % étaient des femmes qui avaient remplacé leur mari au fil des ans, suite à un décès, une maladie ou une séparation. La population totale liée à la coopérative était de 1 727 personnes, ce qui donnait une taille moyenne de 7,1 personnes par ménage. On relevait 52 % d'hommes et 48 % de femmes.

Le nombre total de gens prélevés dans l'échantillon de ménages fut de 282 à l'époque de l'enquête. Un peu plus de la moitié étaient des hommes. Ces ménages comptaient entre 5 et 16 membres. En règle générale, ils se composaient d'un chef, qui était le plus souvent le mari, de sa femme, de ses enfants et d'autres parents vivant au sein de la famille. Ces parents représentaient un peu moins de 20 % de tous les membres des ménages de l'échantillon.

Un peu moins du quart des membres avaient moins de 10 ans, un peu plus de 33 % avaient entre 10 et 19 ans, près de 40 %, entre 20 et 64 ans et presque 3 % avaient 65 ans et plus. La structure par âge montre une population d'enquête se caractérisant par une forte proportion de jeunes gens, ce qui est l'indice d'une éventuelle main-d'œuvre abondante, mais aussi de larges besoins de consommation et de vives exigences sociales.

Principaux résultats de la recherche

Les résultats de l'examen de l'échantillon représentatif des ménages et de la coopérative maraîchère de Mekanissa, Furi et Saris font voir

l'importance de l'agriculture urbaine pour les producteurs et les consommateurs des villes.

Transition des migrants

Sur le plan théorique, nous voyons que l'agriculture urbaine n'est pas une activité à laquelle s'adonnent les migrants récents, comme ont pu le suggérer les théoriciens de la modernisation. En réalité, l'étude révèle que les gens arrivent à la ville et s'affranchissent progressivement des nécessités fondamentales ou plus immédiates de leur situation en adoptant des stratégies pour faire face aux problèmes les plus pressants. Ils suivent un processus qui leur permet éventuellement de trouver, dans de meilleures circonstances, un emploi en agriculture. L'agriculture n'a normalement pas sa place dans les récits des progrès accomplis par les migrants immédiatement après leur arrivée à la ville. En fait, dans toutes les discussions sur la pauvreté, la migration et l'emploi dans les villes, la contribution de l'agriculture urbaine se trouve normalement exclue. Quand on en tient compte, c'est qu'elle se situe dans le prolongement d'une existence rurale vécue avant même que les migrants ne deviennent des citoyens pleinement adaptés.

Nos recherches indiquent, au contraire, que le passage à l'agriculture urbaine s'opère après un premier stade, c'est-à-dire une fois que les migrants constatent que leur adaptation initiale aux possibilités d'une première époque est restreinte ou peu satisfaisante. Ils ne peuvent se débrouiller comme ils le voudraient, surtout s'ils commencent à avoir des enfants, et ils voient alors l'agriculture urbaine comme un moyen d'améliorer leur situation.

L'étude a reconnu un jeu bien distinct de décisions dans ce processus d'adoption de stratégies de survie dans les ménages agricoles urbains à faible revenu. Ainsi, l'échantillon de ménages agricoles a traversé trois étapes qui se succèdent habituellement dans la quête d'un meilleur revenu et de meilleures possibilités de survie pour l'individu et la famille. La plupart des chefs de ménage travaillaient dans le secteur tertiaire parallèle. Ils sont ensuite devenus locataires et ouvriers agricoles et enfin occupants de terres publiques, après quoi ils ont créé une coopérative de producteurs. Les étapes n'ont pas été les mêmes

pour les hommes et les femmes chefs de ménage et, pour certains, la progression d'une étape à l'autre a subi des heurts. Tous possédaient cependant un trait commun : ils affrontaient tous la pauvreté et manquaient de nourriture et d'autres nécessités de base parce qu'ils étaient sans emploi et sans argent.

Dans les ménages choisis, l'agriculture urbaine n'a pas été une première étape, mais le plus souvent une deuxième ou une troisième dans une démarche de recherche de possibilités économiques en milieu urbain. Ces ménages ont entrepris de faire de l'agriculture urbaine comme étape ultime dans la suite de leurs stratégies de survie. Sans être une activité à plein temps, elle constituait une stratégie de subsistance pour les pauvres de Lusaka quand le revenu ne pouvait plus suivre l'inflation (Sanyal, 1984). On a également démontré que l'agriculture urbaine n'était pas une activité des migrants récents.

En fait, dans les circonstances particulières où se trouvent les ménages qui s'adonnent à l'agriculture à plein temps, celle-ci peut être un moyen d'adaptation permanente sur une longue période et offrir de meilleures perspectives de survie aux ménages à faible revenu, mais on doit bien souligner qu'aucune étude comparable n'a porté sur les stratégies des autres ménages urbains à faible revenu.

L'agriculture urbaine comme stratégie de survie

Notre étude démontre que la décision de cultiver, prise par les ménages urbains à faible revenu, est dictée par la nécessité de nourrir la famille et par l'attente d'un meilleur revenu à défaut d'un emploi mieux rémunéré. Elle est donc imposée par des considérations de survie. L'agriculture urbaine est la réaction de ces ménages à une situation critique de pénurie, comme elle l'a été pour les ménages agricoles à plein temps (groupe à faible revenu) à Addis-Abeba et pour les producteurs à temps partiel des secteurs à faible revenu de Lusaka (Sanyal, 1984) et de Nairobi (Freeman, 1991).

Ainsi, la résolution, la capacité et la volonté de cultiver le sol urbain, c'est-à-dire la motivation et l'application du ménage et de ses membres, doivent être considérées comme aussi importants que la disponibilité

d'eau et de terre dans l'ensemble global des facteurs déterminants au plan des ressources. Par le passé, on s'est uniquement attaché à la question de la terre et de l'eau.

La division du travail dans les ménages

Une fois l'agriculture urbaine adoptée comme stratégie de survie, on ne recourt pas, ainsi que l'indique notre analyse, à de la main-d'œuvre rémunérée. Le travail est donc entièrement fait par les membres du ménage. Toutefois, le gros des décisions et du contrôle de l'accès aux ressources appartient aux chefs de ménage, qui sont normalement des hommes.

Sur toute la superficie occupée par la coopérative, environ 150 hectares étaient exploités en parcelles communales et environ 50 hectares en parcelles individuelles attribuées à tous les membres. Comme c'étaient eux qui faisaient partie de la coopérative, les chefs de ménage cultivaient les parcelles communales et les femmes et les enfants, les parcelles privées. Les femmes chefs de ménage étaient également responsables de toutes les tâches domestiques, sauf là où des filles ou d'autres parents de sexe féminin pouvaient aider. Ces femmes avaient une double charge, ayant à travailler à la coopérative comme chefs de ménage et à cultiver les parcelles privées, tout en accomplissant leurs tâches domestiques. Elles travaillaient plus d'heures que les chefs de sexe masculin ou les femmes des autres ménages. La fréquentation de l'école par certains des enfants plus âgés était bouleversée dans ces ménages. Les aînés devaient fréquenter l'école le soir pour pouvoir aider leur mère le jour. La division du travail selon le sexe gardait toute sa rigueur pour les tâches domestiques, les garçons n'aidant pour ainsi dire jamais leur mère à la maison.

L'adhésion d'un ménage à la coopérative et le rang de chef de ménage conféraient un privilège d'accès à un revenu en espèces que l'on partageait après la vente des produits. Les membres avaient aussi droit à une part de tout placement fait par la coopérative. Bien que le produit annuel de l'exploitation des parcelles privées (par les femmes) paraisse supérieur à la part annuelle des recettes de la coopérative (où travaillaient principalement les hommes), le revenu moindre touché par les

hommes se dépensait en améliorations de l'habitation et des services, tandis que le revenu des femmes était affecté à la consommation. On semble avoir tenu pour acquise la tendance culturelle voulant que les hommes soient là pour investir et les femmes pour nourrir la famille.

Les ménages tendent à privilégier la famille étendue pour des raisons comme la nécessité de partager les tâches domestiques et agricoles, le devoir d'aider les personnes à charge et de munir les parents des connaissances et des capacités qu'exige la production de légumes, de sorte que la famille reçoive à son tour de l'aide si le besoin s'en fait sentir (une sorte d'« auto-assurance » des ménages). Ainsi, quand on opte ou marque sa préférence pour la famille élargie, on tient compte à la fois du besoin à court terme de main-d'œuvre pour les tâches agricoles et domestiques, des perspectives à long terme d'auto-assurance du ménage et de survie des membres de la parenté et de la satisfaction personnelle ou culturelle que l'on a à s'acquitter de ses devoirs sociaux. On doit dire par ailleurs qu'une telle stratégie polyvalente aide les membres de la parenté qui migrent à s'intégrer et à se faire à la vie urbaine.

Si on compare les résultats de cette recherche à ceux de l'étude d'un échantillon de ménages à Nairobi (Freeman, 1991), il ressort de ce rapprochement une ressemblance des agriculteurs urbains à faible revenu sur le plan de la taille de la famille. Cela semble indiquer que l'agriculture urbaine permet une plus grande absorption de main-d'œuvre, d'où la possibilité pour les ménages de pleinement exploiter leurs ressources.

La création d'une coopérative

On a créé la coopérative de maraîchers de Mekanissa, Furi et Saris à l'instigation des membres eux-mêmes, c'est-à-dire à leur demande et selon leur désir. La coopérative n'a pas été imposée aux membres. La décision de la créer relevait d'une stratégie de renforcement de la protection des membres contre toute menace à leur processus de survie.

Ainsi, la stratégie d'auto-organisation en une coopérative de production a fait naître une situation où les agriculteurs urbains ne représenteront

plus le secteur le plus exploité ni celui qui dépend le plus des autres. Étant membres de l'« assemblée générale » où les décisions définitives se prennent en matière de plans ou de programmes annuels de production et de distribution, les coopérateurs ont des droits et des responsabilités égaux dans toutes les activités de leur coopérative. Chacun a le droit d'élire et d'être élu. On répartit les parts sociales équitablement, en fonction des « points » acquis par les divers membres selon les tâches accomplies par chacun pour l'organisme.

La coopérative a suscité une unité et une solidarité chez les membres, ainsi qu'une aspiration à devenir solides, à résoudre les problèmes communs et à combattre ce qui était perçu comme les ennemis de tous. Elle leur a permis de comprendre l'intérêt et les avantages que l'on a à s'organiser et à discuter et résoudre soi-même ses problèmes. Avec les connaissances et l'assurance qu'ils se sont données, ils pourront plus facilement accroître leur indépendance. Malgré ce qu'elle a apporté aux ménages à faible revenu, la coopérative n'a pas été légalisée et cette absence de reconnaissance juridique a empêché les gens d'obtenir du crédit pour relever la productivité des exploitations. Il est vrai que les coopératives se sont vu accorder des titres temporaires. Si elles ont le devoir de payer l'impôt foncier de la municipalité à cause de ces titres, elles n'ont pas pour autant le droit d'investir dans des structures permanentes. Il est sûr qu'une telle situation, jointe à la lourdeur de la fiscalité foncière dans les villes, n'incite guère les producteurs à investir et à ainsi améliorer leur productivité.

L'agriculture urbaine comme employeur

Comme l'agriculture urbaine est une activité à forte utilisation de main-d'œuvre, elle peut créer beaucoup d'emplois si on lui prête le soutien nécessaire. Ainsi, la stratégie mixte ménage-coopérative des producteurs urbains a fait naître des emplois à plein temps pour les chefs de ménage et leur conjoint et des emplois à temps partiel pour les enfants et les autres membres des ménages. Elle a réduit le chômage dans les familles et relevé le niveau global des revenus familiaux. Que les femmes chefs de ménage aient pu également participer à cette agriculture urbaine et que l'on n'ait pas eu besoin de compétences ni d'une formation

particulières, cela indique bien que les fractions défavorisées de la société (c'est-à-dire les femmes, les analphabètes, etc.) ont la possibilité pratique de participer ou de s'adonner à l'agriculture urbaine.

Dans l'échantillon représentatif de ménages agricoles urbains, on estimait que le revenu moyen dépassait de près de 50 % celui de la population d'Addis-Abeba. Aucun de ces agriculteurs n'avait un revenu mensuel moyen de moins de 125 ETB. À vrai dire, la moitié des ménages choisis présentaient un revenu mensuel estimatif excédant celui de 70 % de la population salariée de cette ville (les salaires étaient gelés pendant la période d'étude). Dans ce calcul, nous ne tenons pas compte de la valeur des légumes autoconsommés par les ménages, ni de la part touchée sur les placements de la coopérative.

La production domestique des légumes

Dans l'ensemble, les Éthiopiens consomment des quantités restreintes de légumes, non seulement à cause de leur cherté relative et de leur disponibilité limitée, mais aussi en raison des habitudes alimentaires traditionnelles. On a établi que tous les ménages agricoles urbains choisis consommaient au moins 10 % des principaux produits tirés de leur parcelle privée. Les ménages ont expliqué que cette consommation restreinte leur était dictée par l'ordre de priorité de leurs besoins. Ils pouvaient acheter d'autres denrées alimentaires et satisfaire d'autres besoins fondamentaux avec le produit de la vente du reste de leur production. Ainsi, la disponibilité et aussi les priorités arrêtées dans les besoins de consommation du ménage (même si ce tri obligeait à écarter d'autres besoins de base) déterminaient la quantité de légumes consommés par un ménage.

La consommation annuelle estimative de légumes (pomme de terre, carotte, betterave, laitue, bette, chou éthiopien, etc.) par personne était inférieure de 0,25 % environ à celle des membres des autres ménages d'Addis-Abeba (estimations d'Hormann et Shawel, 1985). Mais ces mêmes auteurs (1985) indiquent que la demande de légumes dans cette ville dépendait étroitement du revenu des ménages. Comme ils l'ont signalé, dans un ménage dont le revenu mensuel est d'au plus 150 ETB, la demande individuelle était de 1,030 kilogrammes pendant

la période de référence de deux semaines et, là où le revenu dépassait 1 100 ETB, elle s'établissait à 2,940 kilogrammes. Ainsi, si on prend le cas des ménages ayant un revenu mensuel d'au plus 300 ETB, la consommation annuelle moyenne de légumes par personne dans l'échantillon de ménages agricoles urbains excède en réalité d'environ 10 % la consommation individuelle correspondante dans les ménages recevant un même revenu à Addis-Abeba.

La consommation de légumes verts frais à feuilles complète le régime alimentaire des ménages. De plus, l'autoconsommation diminue les dépenses d'alimentation et dégage de l'argent pour autre chose que l'achat de légumes. Ainsi, la consommation estimative de légumes par personne (minimum de 33 kilogrammes par personne par an) dans les ménages de l'échantillon a permis d'épargner de 10 % à 20 % du revenu en moyenne (tranche que l'on aurait autrement dépensée en achat de légumes).

On a vendu le reste de la production, et le produit de cette vente a servi à acheter d'autres denrées alimentaires et à satisfaire d'autres besoins de base pressants du ménage. Avec les parts touchées par les chefs de ménage dans la coopérative, les familles ont pu relever leurs conditions socio-économiques et leur niveau de vie en général à la ville. Les membres des familles ont pu mieux s'instruire. Près de 60 % des ménages étaient propriétaires de leur maison, presque tous avaient amélioré le bâti domestique et quelque 70 % possédaient du bétail. Culturellement, on voit dans l'habitation et le bétail une forme d'investissement que l'on peut vendre quand la nécessité s'en fait sentir. On peut toutefois aussi expliquer la tendance à accéder à la propriété par la pénurie d'immeubles locatifs et la gratuité des terrains urbains affectés à l'habitation depuis 1974. Dans le cas du bétail, le fumier sert d'engrais dans les exploitations privées. Donc, les agriculteurs urbains ont été portés à cultiver par pure nécessité et ils ont pu transformer leur état, passant d'une situation où des problèmes immédiats de survie se posent à une autre, où les conditions du cadre de vie se consolident et les perspectives d'avenir s'améliorent.

Incidence des coopératives sur la ville

Les agriculteurs urbains sont bien placés pour changer leurs produits en fonction de la demande sur le marché. De plus, comme ils peuvent vendre des légumes plus frais que ceux qui viennent de sources de production plus éloignées, ils jouissent d'un autre avantage dans la commercialisation de leurs produits.

La coopérative de maraîchers de Mekanissa, Furi et Saris tient une grande place dans l'approvisionnement d'Addis-Abeba en légumes frais. Ainsi, en 1983, on estime qu'elle en a approximativement fourni 63 % des bettes, 17 % des carottes, 14 % des betteraves et 6 % des choux.

Si on considère que les prix de la coopérative sont souvent inférieurs à ceux des autres sources d'approvisionnement et que ses comptoirs sont relativement accessibles aux *kefetegnas* desservis, on peut dire que la majeure partie de la population urbaine pourrait combler ses besoins en légumes en les achetant au comptoir de la coopérative la plus proche. On peut également comprendre que la majorité des gens à faible revenu profiteraient au maximum des comptoirs de coopérative, car ils dépensent davantage en moyens de transport pour se rendre aux marchés centraux. Les préposés aux comptoirs ont enfin confirmé qu'ils n'éprouvaient jamais de difficulté à vendre leurs légumes. Ceux-ci étaient non seulement moins chers, mais aussi plus frais, n'ayant pas à franchir de grandes distances pour être écoulés.

Autres contributions possibles de l'agriculture urbaine

L'activité de production est traditionnelle et repose largement sur l'expérience accumulée par les membres. Ainsi, le rendement à l'hectare des exploitations communales est très faible. Il va de 350 kg pour les potirons à 250 pour les oignons, 200 pour les bettes, les choux et les betteraves, 180 pour les pommes de terre, 150 pour les carottes et 100 pour la laitue. Si les rendements à l'hectare des parcelles privées sont hautement variables, en partie à cause de facteurs physiques et de différences sur le plan des soins, du temps et de la connaissance des méthodes de culture dans les ménages, ils n'en restent pas moins bien supérieurs à ceux des parcelles communales. Le rendement estimatif à

l'hectare des parcelles privées de l'échantillon de ménages agricoles urbains variait entre 1 300 et 4 800 kilogrammes pour les choux, entre 1 300 et 8 300 pour les pommes de terre, entre 1 100 et 8 300 pour les carottes et les betteraves et entre 700 et 4 000 pour les potirons.

Toutefois, l'expérimentation des possibilités d'une agriculture intensive a donné des résultats fort imposants. D'après Wade (1987), l'Institut Mayaguez d'agriculture tropicale de Porto Rico a constaté qu'un potager circulaire de 6 m de diamètre pouvait produire 167 kg de légumes-racines et de légumes-feuilles au cours d'une saison agricole de huit mois. En Californie, les potagers cultivés à titre expérimental ont donné de 36 à 65 g de protéines et jusqu'à 2 500 calories par jour sur une superficie de 127 m² seulement.

On trouve une autre illustration des perspectives de relèvement de la productivité de l'agriculture urbaine dans l'étude de Yeung (1985) qui, citant Ganapathy, a estimé qu'un potager de 6 m² pouvait produire tous les légumes dont a besoin une famille de quatre personnes. En prenant la population de 3,5 millions prévue pour Addis-Abeba, cela veut dire que, en théorie, il faudrait quelque 210 ha de sol urbain pour combler les besoins en légumes d'une telle population en l'an 2000. Déjà, près de 32 % (6 990 ha) du territoire municipal actuel de cette ville est une zone verte permanente. Ainsi, tant que l'on aura la résolution de cultiver et le soutien officiel nécessaire, on pourra améliorer le potentiel d'optimisation de l'exploitation du sol urbain pour satisfaire les besoins alimentaires fondamentaux de la majeure partie de la population de cette ville.

La possibilité de recycler les déchets, avec ses conséquences sur le plan de la durabilité écologique des productions vivrières urbaines, est de nature à promouvoir la protection de l'environnement et à diminuer les déchets solides à éliminer. En agriculture biologique, on peut recycler les matières pour nourrir le sol des potagers et produire des plantes saines sans l'aide de produits chimiques artificiels. Les potagers urbains non seulement rendent productifs des sols inexploités en zone verte, mais ils constituent aussi un excellent moyen de réoxygénation de l'espace urbain.

La possibilité de recycler les déchets solides et liquides des villes pourrait en outre amener les autorités locales ou les aménageurs urbains à organiser et à réaliser des projets susceptibles d'enrichir les perspectives d'emploi des pauvres des villes.

Au niveau national, on sait que les importations céréalières de l'Éthiopie ont monté de 118 000 à 609 000 t de 1974 à 1987 et que l'aide alimentaire est passée de 54 000 à 570 000 t de 1975–1985 à 1986–1987. Cette situation, jointe aux pressions démographiques, à la sécheresse, à la famine, à la dégradation du milieu et à un chômage débridé, risque de compromettre la sécurité alimentaire. Cette sécurité exige un accroissement de la production intérieure en fonction de la demande nationale, ce qui aurait pour effet de réduire les importations de nourriture (et les pertes consécutives de devises) et de rendre l'aide alimentaire moins nécessaire (Wade, 1986a,b,c). Compte tenu des possibilités de relever la productivité de l'agriculture urbaine, les politiques de renforcement de la sécurité alimentaire du pays devraient prendre les productions urbaines en considération. Il est possible que cette agriculture aide à remédier à l'instabilité de l'approvisionnement alimentaire des villes.

En réservant une plus grande superficie aux activités d'agriculture urbaine et en encourageant les gens à augmenter leur production, on pourrait aussi créer la possibilité d'exploiter les sources plus lointaines de production à grande échelle pour l'exportation.

Conséquences pour l'avenir de la gestion et de la planification des politiques publiques de l'agriculture urbaine

À l'heure actuelle, il n'y a pas de politique officielle concernant l'agriculture urbaine en Éthiopie. Si elle disposait du crédit et des apports nécessaires, cette agriculture offrirait de riches possibilités. Avec les structures financières en place dans ce pays, on ne pourra procurer du crédit que si les coopératives sont légalisées. Il importe donc que les responsables des villes voient bien le potentiel de l'agriculture urbaine et entreprennent de légaliser les coopératives de producteurs.

On ne peut concevoir de techniques modernes de production agricole qu'avec le concours technique des spécialistes du ministère de l'Agriculture ou d'autres organismes compétents et avec l'aide des agents de vulgarisation. Il faut toutefois pour cela un cadre spécial de coordination ou un plan de développement intégré à l'échelle d'une ville. Un tel corps organisé d'experts pourrait s'occuper de formation, de suivi et d'orientation des agriculteurs urbains dans tout ce qui est amélioration de la productivité et gestion des exploitations.

En matière de développement de l'agriculture urbaine, on doit envisager d'autres façons d'aménager l'impôt foncier des municipalités urbaines en fonction du niveau de productivité des diverses activités et des moyens des agriculteurs urbains.

La promotion des coopératives de producteurs doit, par conséquent, s'appuyer sur des lois et des règlements propres à les inciter à améliorer leur productivité et à leur donner la capacité de le faire. Les coopératives n'ont accès au crédit ou aux ressources financières nécessaires que si elles constituent des personnes morales. Le soutien des coopératives est synonyme de développement de collectivités qui pourront ensuite s'aider elles-mêmes, de mise en valeur générale du territoire urbain et, par-dessus tout, d'acceptation des réalités de l'économie des villes.

Avec cette nouvelle orientation économique, une coopérative pourrait instituer un régime de contingentement qui profiterait aux membres capables de produire plus qu'une certaine quantité. Ainsi, si on avait véritablement la possibilité d'avoir un meilleur revenu par des hausses de production, on engendrerait sans doute une meilleure dynamique de travail. De cette façon, on encouragerait la coopérative à porter son rendement au moins au niveau de rendement des parcelles privées. Ses membres sauraient pleinement qu'une meilleure productivité détermine une meilleure récompense. Comme en milieu coopératif les décisions se prennent en fonction des intérêts des membres, les coopératives peuvent survivre dans tout système : elles évitent les grossistes, elles touchent directement leur revenu et les prix qu'elles demandent sont susceptibles de rester abordables pour la majorité des gens.

Il n'y a pas que le relèvement de la production de l'agriculture urbaine, il y a également lieu d'inciter la population à changer ses habitudes de consommation. La consommation de légumes dans les ménages éthiopiens est relativement faible, comme nous l'avons signalé plus haut. C'est non seulement une question de cherté des denrées et de disponibilités restreintes, mais aussi d'habitudes alimentaires traditionnelles et de désaffection pour les légumes.

Dans un futur plan global d'occupation du sol urbain, on devrait prévoir des zones de production de denrées périssables. Dans l'établissement de la faisabilité de telles productions, on devrait tenir compte de charges comme les frais de transport et de carburant. Plus la zone de production est éloignée du point de vente, plus un produit coûte cher. On a généralement l'impression que les terrains vacants disponibles sont rares en région urbaine. On constate cependant que 47 % seulement du territoire municipal d'Addis-Abeba est effectivement bâti et que l'économie ne laisse prévoir aucune transformation radicale de cette situation dans l'immédiat. On pourrait donc affecter les zones non bâties à des occupations compatibles (dont l'agriculture urbaine) d'après une évaluation des besoins de la population. Ce qu'il faut, c'est un changement d'attitude et une volonté de comprendre la valeur du sol par rapport aux besoins humains. On pourrait faire de l'agriculture urbaine sur les berges des cours d'eau, qui le plus souvent aujourd'hui servent de décharges, dans les zones ne se prêtant pas à la construction (ou bien où celle-ci coûterait trop cher) et dans d'autres secteurs périphériques de la ville.

L'agriculture urbaine offre la possibilité d'utiliser des eaux usées et des déchets solides recyclés. Une planification complète de l'occupation du sol doit tenir compte de la possibilité de mettre en culture les terrains vacants du territoire urbain ; elle doit aussi être appuyée par règlement. Les structures mises en place par les agriculteurs urbains doivent être soutenues par les services de vulgarisation, d'aide technique et de formation, ce qui comprend une aide au classement, à l'emballage, à l'entreposage et à la commercialisation des légumes. On doit étendre la recherche sur la productivité de l'agriculture urbaine et examiner les perspectives d'amélioration sur le plan de la lutte contre les maladies

des plantes, de l'identification des plantes résistantes aux maladies, de la mise au point de matériel génétique, de l'accroissement des rendements, du perfectionnement des méthodes de conservation des sols et de la conception d'autres méthodes de gestion écologique.

Comme on l'indique dans l'étude de cas, l'agriculture urbaine crée du travail autonome et permet de mieux mettre en valeur les ressources humaines. Dans un pays riche en main-d'œuvre et pauvre en capital et en énergie comme l'Éthiopie, on devrait encourager, raffermir et dûment reconnaître cette activité au lieu de simplement la tolérer. Elle peut mener à une exploitation plus efficace des ressources et à une réduction de la consommation d'énergie et des besoins de capital. La capacité que peuvent avoir les agriculteurs urbains de produire des denrées périssables qui satisfont les besoins particuliers des ménages à faible revenu est d'une grande importance, car ces produits sont écoulés à des prix relativement bas.

Les aménageurs et les administrateurs des villes devraient avant tout s'employer à répondre aux besoins et aux soucis des citoyens et à accroître leur qualité de vie. Ainsi, on a dit que les niveaux nutritionnels des citoyens dépendent largement de la disponibilité de produits alimentaires à des prix abordables sur les marchés. À la lumière de l'analyse du système de commercialisation des producteurs urbains et de la croissance démographique d'Addis-Abeba, on peut généraliser et dire que la demande de légumes est en hausse et qu'il existera des débouchés immédiats pour les légumes frais dans la ville pendant quelque temps encore. L'augmentation de la production et de la commercialisation de denrées périssables comme les légumes a tout d'un objectif réalisable. Par rapport aux légumes en provenance des régions rurales, la coopérative a apporté sur le marché urbain des légumes non seulement plus frais et de meilleure qualité, mais aussi moins chers.

Les politiques d'agriculture urbaine doivent également s'attacher aux avantages que reçoivent les ménages, et surtout les femmes qui n'ont pas d'autres possibilités économiques. Les mesures destinées à aider la population féminine à améliorer sa situation économique par des

activités d'agriculture urbaine devraient s'assurer que les femmes soient associées à la gestion de tout le système de production et de distribution et aux décisions qui se prennent dans ce domaine.

Bien que les terres puissent être rares au cœur de la ville, on devrait encourager l'exploitation en agriculture urbaine des terrains vacants des nouveaux parcs d'habitation à faible revenu. On devrait également promouvoir l'agriculture urbaine, sous forme d'exploitation coopérative à petite échelle dans les régions péri-urbaines ou métropolitaines, comme une des politiques d'occupation du sol et de gestion du développement urbain en Éthiopie. On devrait garantir l'occupation foncière pour favoriser les investissements visant l'amélioration d'aménagements, ce qui serait de nature à augmenter la productivité et à inciter les gens à cultiver l'année durant.

Pour les citoyens à faible revenu, l'agriculture urbaine est une stratégie de survie « ultime ». Ainsi, toute politique d'occupation du sol et d'habitation qui vise à aider les pauvres des villes à s'aider eux-mêmes dans une telle activité devrait assurer la garantie de l'occupation du sol et la disponibilité de l'eau. Tant qu'il y aura une volonté d'agir en ce sens, l'agriculture urbaine pourra occuper les toits, les balcons, les cours d'habitation, les parcs, les terrains des écoles et des hôpitaux, etc., comme on l'a si bien décrit.

La leçon à tirer de l'expérience des ménages choisis de la coopérative de Mekanissa, Furi et Saris (systèmes d'organisation mixte ménage-coopérative) est que, avec la résolution de cultiver chez les membres des ménages, la disponibilité de terre et d'eau, un petit capital, une technologie apprise localement et l'accord des autorités, les citoyens à faible revenu seraient en mesure de saisir toute occasion de produire leur propre nourriture et d'améliorer leur situation socio-économique dans la ville. Toutefois, on ne peut douter que l'aide publique à la recherche et au développement et la fourniture de services de vulgarisation, d'apports agricoles et de facilités de crédit soient aussi des facteurs primordiaux dans le relèvement de cette productivité et les progrès de l'agriculture.

Chapitre 6 Conclusion

L'agriculture urbaine à l'heure du XXI^e siècle : un regain d'intérêt institutionnel

Luc J.A. Mougeot

Pendant toute la décennie 1990, on peut prévoir une évolution rapide vers des activités plus multidisciplinaires et plus axées sur les politiques en matière d'agriculture urbaine. Le maillage régional et mondial émergent devrait favoriser une collaboration plus étroite entre centres de recherche, organismes publics, organisations non gouvernementales (ONG) et organismes d'aide extérieure en vue de la création d'un cadre plus favorable à une bonne gestion des productions agro-alimentaires à l'intérieur et autour des villes. Ce mouvement s'appuiera sur diverses études d'individus et petits groupes de chercheurs réalisées vers la fin des années 1970 et au début des années 1980, qui ont été suivies de travaux reposant davantage sur un parrainage institutionnel. Les premières recherches ont été effectuées dans une large mesure par des spécialistes des sciences sociales, qui ont décrit l'ampleur, la répartition géographique, la pratique, les avantages et les contraintes de l'agriculture urbaine.

Au milieu de 1983, s'inspirant de la documentation du East-West Center sur l'agriculture urbaine pratiquée dans le bassin du Pacifique (Bardach, 1982), le CRDI tenait un séminaire sur ce type d'agriculture à Singapour. En 1984, il commandait un bilan des études spécialisées à Urban Resource Systems, qui a produit quelque 227 notices bibliographiques (URS, 1984). Pendant la seconde moitié de la décennie 1980, le CRDI finança des projets sur les productions vivrières en milieu urbain au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda. Le

projet de l'Université agronomique Sokoine a été entrepris à la demande du gouvernement tanzanien.

Parallèlement, le programme « Lien entre l'alimentation et l'énergie » de l'Université des Nations Unies concluait, en 1988, une suite d'importantes enquêtes dans divers pays (Sachs et Silk, 1988). On réalisait le projet « Villes et écologie » du Programme sur l'homme et la biosphère de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (PHB/Unesco). La Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DDA) suisse a financé des recherches en agriculture urbaine menées par l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM) en Afrique francophone (Schilter, 1991). Le projet exécuté dans ce même domaine par le PNUD a porté sur 21 pays en 1991–1992 et a été l'occasion de lancer une activité de maillage en vue de favoriser le développement de l'agriculture urbaine. Ce même PNUD a financé des projets d'hydroculture dans plusieurs villes du monde en développement. Avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), il a récemment fait paraître un guide d'hydroculture (Marulanda et Izquierdo, 1993).

Les services de foresterie de la FAO ont examiné l'évolution des perceptions de la foresterie urbaine, le rôle des arbres à l'intérieur et autour des régions populeuses ainsi que les perspectives et les défis reliés à leur plantation (Kuchelmeister et Braatz, 1993). Des organismes membres du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), comme le fameux International Food Policy Research Institute (IFPRI), évaluent le rôle éventuel de l'agriculture urbaine dans l'adoption de stratégies plus globales de sécurité alimentaire (von Braun *et al.*, 1993). L'Union internationale des instituts de recherches forestières (IUFRO) a une équipe de projet en arboriculture et en foresterie urbaine (Kuchelmeister et Braatz, 1993). Le Centre international de l'enfant a examiné les liens entre l'agriculture urbaine, le commerce de rue d'aliments, la création de micro-entreprises, la sécurité alimentaire et la santé de l'enfant (Kaddar, 1991).

Beaucoup d'organismes non gouvernementaux de développement s'occupent déjà d'agriculture urbaine, particulièrement en Amérique latine, et d'autres examinent ce qu'ils ont comme documentation et compétences en agriculture rurale pour se préparer à aborder les questions d'agriculture urbaine (van der Blik, 1992). Oxfam (auparavant appelé Oxford Committee for Famine Relief), qui maintient une présence active dans les zones urbaines du Pérou depuis plus de dix ans, fait aujourd'hui de même au Kenya. Le Developing Country Farm Radio Network (DCFRN) a réalisé quatre scénarios d'émissions en cours de diffusion sur l'agriculture urbaine dans plusieurs régions. Divers bureaux de l'UNICEF revoient leur propre feuille de route en ce qui concerne les projets consacrés à cette agriculture pour arrêter de futures orientations sur le plan des politiques.

De grands programmes des Nations Unies comme ceux des Villes en santé (Organisation mondiale de la santé) et des Villes durables (Centre des Nations Unies pour les établissements humains) créent des cadres opérationnels où la recherche sur l'agriculture urbaine a déjà sa place pour mieux orienter la gestion des villes. Les organismes multilatéraux qui appuient les programmes d'aide à l'ajustement structurel ont récemment reconnu l'apport potentiel des productions vivrières urbaines à l'amélioration de l'état nutritionnel déperissant des groupes vulnérables (Maxwell, 1993b, p. 5).

Depuis les premiers mois de 1993, le nouveau Programme de l'environnement urbain du CRDI s'attache aux liens entre l'eau, les déchets et la production alimentaire dans les villes. En mai 1993, des représentants d'organismes d'aide extérieure et des spécialistes de pays en développement se réunissaient à Ottawa pour définir les besoins d'information essentiels et trouver des mécanismes de collaboration. Le Centre a investi environ 1 million de dollars CA dans des projets, en cours de réalisation, visant la production alimentaire et la nutrition urbaines. Beaucoup d'études antérieures ont examiné les rapports entre le traitement des déchets, le recyclage et l'activité agricole, et d'autres projets ont porté sur les systèmes urbains de circulation des aliments.

Études comparatives et longitudinales des avantages de l'agriculture urbaine

Nous manquons d'études longitudinales et d'analyses comparatives ménages agricoles–ménages non agricoles au sujet de l'état nutritionnel des pauvres des villes, de leurs stratégies de réaction à l'insécurité alimentaire et de l'incidence actuelle et éventuelle de l'agriculture urbaine sur les ménages et leurs membres particulièrement exposés à la malnutrition (femmes, enfants et vieillards).

Les enquêtes menées par l'UNICEF, le SCF et l'Institut Makerere de recherche sociale ne sont que quelques exemples d'études sur lesquelles devront se greffer beaucoup d'autres travaux de recherche. En Afrique, des instituts spécialisés, comme le Centre de santé et de développement de l'enfance de l'Université de Makerere à Kampala et le Centre tanzanien d'alimentation et de nutrition, tous deux appuyés par l'UNICEF, ou encore de grands systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et la nutrition, comme le système régional mis en place par la FAO avec des fonds néerlandais, recueillent ou pourraient recueillir des données d'intérêt que l'on doit plus amplement exploiter.

Sur un plan plus général, on manque de comparaisons systématiques entre collectivités et villes au sujet des effets de l'agriculture urbaine sur la nutrition, les revenus, l'emploi, la santé, la gestion des déchets et d'autres questions du même ordre. Quelques études aux données limitées font voir que les pauvres essaient de se soustraire à l'insécurité alimentaire par les achats collectifs en grande quantité, les achats individuels en petite quantité, la production, l'entreposage ou la transformation domestiques, l'échange d'aliments, l'utilisation de déchets de nourriture et les dons alimentaires de parents locaux ou ruraux ou de pays étrangers (qui représentent jusqu'à 67 % de l'apport calorique quotidien des familles à faible revenu de La Paz) (León *et al.*, 1992 ; Prudencio, 1993). Parmi les mesures extrêmes de réduction de la facture de l'alimentation, on compte la diminution de la quantité et de la qualité d'aliments consommés, la limitation de la cuisson et de la réfrigération, l'espacement ou la réduction du nombre de repas, les repas pris hors du foyer souvent en paiement salarial et le vol de

nourriture ou bien d'objets de valeur pour l'achat d'aliments. Ces stratégies n'ont pas les mêmes effets sur les membres des ménages des deux sexes et des divers groupes d'âge. Les évaluations du potentiel de l'agriculture urbaine doivent s'appuyer sur les compétences des spécialistes de l'agriculture, de la nutrition et de la santé.

Technologies d'agriculture urbaine

L'agriculture à la ville n'est pas chose simple. Elle demande un raffinement technologique et organisationnel beaucoup plus grand que l'agriculture rurale parce qu'elle doit être plus intensive, plus tolérante à l'égard des contraintes écologiques, plus à l'écoute des réalités du marché et mieux surveillée pour une meilleure sauvegarde de la santé publique. Beaucoup de systèmes d'agriculture urbaine de grande valeur doivent s'adapter à des activités à échelle réduite : élevage, agriculture en milieu exigu, hydroculture et stabulation (DPMI/PNUD, 1993). Là où on dispose de peu de terre, les technologies doivent se conformer à la situation des ménages urbains plus pauvres et permettre de mieux exploiter les espaces domestiques : cours, patios, murs (hydroculture murale), toit, sous-sol, rebords de fenêtre et contenants à l'intérieur de l'habitation.

On se doit également d'optimiser les techniques de sélection et de production des cultures vivrières en fonction de différentes contraintes de lieu et de superficie, concevoir des systèmes de production multi-alimentaire et promouvoir les avantages en amont et en aval d'un cycle agricole complet (de la culture à la commercialisation) afin d'améliorer la nutrition des pauvres des villes. On continue à consacrer trop peu de recherches aux besoins distincts de l'élevage urbain. Il est question de sélection animale pour les micro-élevages dans un rapport du US National Research Council (Tinker et Friedberg, 1992).

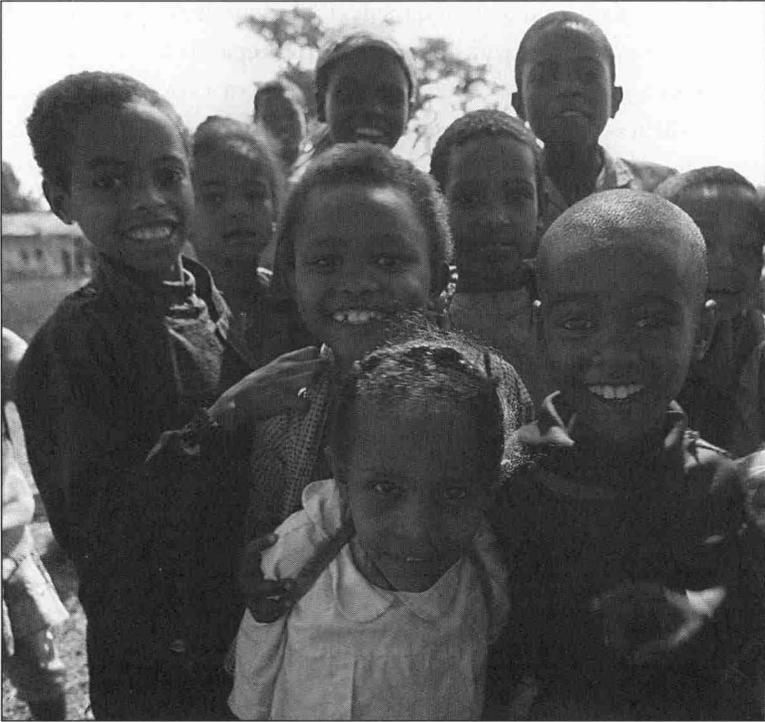
Contribution de l'agriculture urbaine à l'écosystème et à l'économie des villes

Nous devons dresser un bilan approfondi et exhaustif des coûts et des avantages de l'agriculture urbaine comme mode d'occupation du sol

(avantages écologiques, sociaux et sanitaires) et comme industrie (effet multiplicateur sur l'emploi). L'étude de Schilter (1991) est une des premières tentatives d'estimation détaillée de la rentabilité de l'agriculture urbaine. Les entreprises horticolas étaient de 10 à 20 fois plus rentables que les exploitations de grandes cultures de même taille dans toutes les catégories de superficies d'exploitation. Les plus rentables exploitaient des parcelles d'une superficie moyenne de 1 001 à 4 000 m² et réduisaient au minimum les coûts de production. Dans l'appréciation des rendements économiques de l'agriculture urbaine, on doit aussi tenir compte des économies alimentaires qu'elle permet et des emplois qu'elle crée.

On doit faire voir les avantages économiques ou pécuniaires de cette agriculture. Il existe diverses méthodes par lesquelles on peut déterminer la valeur qu'elle permet d'ajouter au sol et celle qu'elle fait épargner aux secteurs privé et public. Elle peut protéger le sol contre les ravageurs, les voleurs, les squatters, les vandales et ceux qui y jettent leurs déchets. Elle peut récupérer, mettre en valeur et améliorer le sol, en augmentant ainsi la valeur d'usage et la valeur locative. À Baltimore aux États-Unis, la plantation communautaire d'arbres apporte des économies de 1,29 million de dollars par opération annuelle si elle se fait dans le cadre de programmes de foresterie communautaire. Il peut y avoir d'autres économies pour la ville et les contribuables si on déchiquette les milliers d'arbres à éliminer chaque année en copeaux et en paillis que l'on emploiera dans les pépinières forestières, les potagers communautaires et les plantations d'arbres de rue (Burch et Grove, 1993).

Comment évaluons-nous les diverses activités domestiques et communautaires essentielles auxquelles se prête l'agriculture urbaine : loisirs, baignade, lavage, blanchissage, garde des enfants, interaction sociale, cuisson, réparation, menuiserie-charpenterie, transformation, vente et même aménagement de terrains de jeu et, à Ibadan, d'une église à ciel ouvert (Tricaud, 1988, p. 19) ? De telles répercussions devraient encourager les économies en investissement foncier et en gestion par l'adjonction ou l'intégration de l'agriculture urbaine aux utilisations habituelles du sol ou par l'affectation de terres à cette agriculture dans



Les agriculteurs urbains dépensent moins en aliments et sont donc capables de mieux faire instruire leurs enfants.

habituelles du sol ou par l'affectation de terres à cette agriculture dans les nouveaux lotissements avec viabilisation des terrains en conséquence.

L'agriculture urbaine n'est pas un « trou noir » dans l'économie urbaine. Il nous faut chiffrer ses effets sur l'emploi et les revenus en amont et en aval. Ces effets se manifestent fréquemment près des activités d'agriculture urbaine et peuvent profiter à des voisins qui ne font pas d'agriculture ou à la collectivité locale en général. Le commerce de rue ou à ciel ouvert d'aliments constitue, par exemple, une activité fort dynamique et pourtant souvent réprimée avec d'importants débouchés. C'est une source primordiale d'approvisionnement pour certains groupes et un gros employeur, surtout de personnel féminin (Tinker, 1989). Les groupes les plus défavorisés sont la principale clientèle des marchands d'aliments des rues. Pour ces groupes, les aliments consommés dans la rue tiennent une plus

grande place dans l'alimentation totale. En Indonésie, 79 % des clients consomment des « aliments de rue » aux trois repas de la journée. Aux Philippines, jusqu'à 20 % du budget du ménage va à ces aliments, tous groupes de revenu confondus (Chauliac *et al.*, 1993, p. 31). Au Pérou, les cuisines communautaires comportent des activités d'autoproduction alimentaire. À Nairobi, des groupes artisanaux se lancent en agriculture urbaine et, en Zambie, des comités résidentiels d'entraide tiennent compte de cette agriculture comme industrie (Smith et Nasr, 1992, p. 24). Des enquêtes nous indiquent en outre que l'agriculture urbaine alimente les cantines du personnel dans les établissements publics (écoles) et les entreprises privées, ainsi que des établissements fréquentés par des consommateurs exigeants comme les restaurants, les hôtels, les hôpitaux et les ambassades.

Dispositions novatrices pour un meilleur accès au sol, à la sécurité des récoltes et au crédit

L'absence d'accès au sol représente un plus grand problème que l'exiguïté relative du territoire. La plupart des enquêtes ont permis de constater que la plupart de ceux qui cultivent pourraient exploiter plus de terre s'ils en avaient plus à leur disposition. Ceux qui ont cessé de cultiver l'ont fait surtout parce qu'ils avaient perdu tout accès au sol. Beaucoup de ceux qui n'avaient jamais cultivé ont dit qu'ils le feraient s'ils obtenaient un tel accès. Les règlements de zonage peuvent aussi empêcher les agriculteurs d'exploiter leurs propres terres.

Pendant les années 1980, la quantité de terrains vacants ou sous-exploités était énorme dans la plupart des grandes villes (Sawio, 1993, p. 86) : 200 km² dans le Grand Bombay, 338 à Bangkok, 203 dans la région métropolitaine de Manille, jusqu'à 600 à São Paulo et 48,5 à Karachi. L'agriculture urbaine peut se pratiquer sur bien des terrains bâtis. Dans certains terrains occupés par des infrastructures, des installations récréatives ou des établissements, on fait un usage fort libéral ou étendu du sol.

Beaucoup d'organismes officiels deviennent d'importants intervenants en agriculture urbaine. Comme grands propriétaires fonciers et grands gestionnaires d'eaux usées et de déchets solides, ils font de l'irrigation, louent des terrains, deviennent des partenaires fonciers ou se livrent eux-mêmes à des activités agricoles. On peut songer au service des eaux de Mexico ou de Djakarta, aux autorités portuaires de Calcutta, à l'administration municipale de Maputo, aux services de péage des autoroutes indonésiennes, aux services d'électricité canadiens et aux bases militaires américaines (Smit et Nasr, 1992).

Nous devrions réserver, avec au moins autant de soin, des terres à l'alimentation des vivants qu'à l'inhumation des morts dans les villes, comme le faisait remarquer un ex-directeur de la municipalité de Dar es-Salaam qui exploite maintenant des services de consultation, surtout au profit des agriculteurs urbains locaux à faible revenu. Un meilleur aménagement du sol urbain au centre et en périphérie peut servir l'agriculture urbaine. L'amélioration de l'habitation éloigne souvent la culture des maisons de ferme (Rakodi, 1986, cité dans Maxwell et Zziwa, 1992, p. 13). Au cœur des villes, on peut cultiver les zones trop petites, ombragées, déclives ou stériles en arbres qui donneront des fruits, du fourrage, du bois d'œuvre, du bois de chauffage, de l'ombrage et des produits culinaires et médicinaux. L'agriculture urbaine exploite souvent des zones terrestres ou aquatiques en transition d'occupation ou de moindre qualité où des problèmes de sécurité des cultures et de droits d'usufruit se posent. Les stratégies anti-insécurité qu'adoptent les agriculteurs par manque de protection (cultures de moindre valeur, recours à des gardiens et récoltes hâtives) nuisent à l'épanouissement de l'agriculture urbaine. On doit aider les autorités locales, les ONG et les groupements communautaires à trouver des solutions novatrices et souples en vue d'améliorer l'accès au sol par des régimes d'usufruit et de location, de zonage multiple ou polyvalent, d'aménagement agrorésidentiel, de baux fonciers et de banques de terrains (Wade, 1987). Des commissions pourraient fournir de nouvelles parcelles aux agriculteurs qui doivent quitter celles qu'ils cultivent déjà.

Il existe un manque presque universel de crédit pour les agriculteurs urbains, même là où il va à des entreprises urbaines pauvres. L'agriculture urbaine présente souvent moins de risques de crédit que beaucoup d'exploitations rurales. Elle est plus proche du marché, moins exposée aux caprices du climat et porte sur des produits faisant l'objet d'une demande stable et appréciable. L'absence de crédit est synonyme de faillites nombreuses, de bas rendements, d'activités intermittentes et d'investissements manquants dans des systèmes plus efficaces de production de protéines animales (DPMP/PNUD, 1993). Les programmes actuels de crédit à l'habitation et au développement de la petite entreprise pourraient élargir leur champ d'application, surtout en ce qui concerne les micro-entreprises ou les entreprises à petite échelle dirigées par des femmes. À Dar es-Salaam, la Banque africaine de développement rural a accordé 400 prêts à des agriculteurs urbains mieux nantis et cherche des façons de servir aussi les groupes à faible revenu. Les études commandées sur l'agriculture urbaine à l'intérieur et autour de cette capitale par des organismes canadiens et danois de développement international (ACDI et DANIDA), l'Office allemand de la coopération technique (GTZ) et la Banque nationale de commerce locale ont permis de cerner les problèmes techniques et commerciaux. Ces organismes voient comment les entreprises en agriculture urbaine peuvent diminuer les risques par une diversification de leurs activités.

Réutilisation des déchets solides et liquides et risques pour la santé

Une proportion approximative de 10 % de la population mondiale consomme des aliments produits avec des eaux usées (Smit et Nasr, 1992, p. 143). Dakar rejette tous les jours quelque 35 000 m³ d'eaux usées domestiques non épurées. Quatre de ses cinq stations d'épuration sont presque inefficaces à cause de surcharges de sédiments, mais les horticulteurs cultivent abondamment les dépressions avoisinantes. À l'usine de Pikine, les producteurs arrosent leurs plants de laitue d'eaux usées non épurées amenées par tuyau d'arrosage des bouches d'alimentation de cette station au haut d'une colline. Les producteurs des terres basses puisent l'eau à la main dans les couches supérieures de la nappe phréatique hautement contaminée aux nitrates (Niang, 1992, p. 4).

Le professeur Niang a analysé la composition des eaux usées, examiné l'efficacité des stations d'épuration, enquêté auprès de quelque 360 ménages de six districts sur leurs sources d'approvisionnement en eau, leurs moyens d'évacuation et leur perception des répercussions des eaux usées sur la santé. Il a aussi identifié des hydrophytes indigènes et les usages qu'on en fait localement. Il prévoit maintenant faire des essais d'utilisation sur certaines de ces plantes à la station de Camberene en vue d'un traitement biologique des eaux usées qui les rendra moins nocives pour les producteurs et les consommateurs, tout comme pour les aliments cultivés sur place.

Partout en Asie, l'agriculture urbaine est un grand utilisateur de déjections humaines et d'autres matières organiques. Vers la fin des années 1970 à Hong Kong, on employait tous les ans pour l'alimentation des porcs 130 000 tonnes de déchets alimentaires des restaurants et des établissements de transformation alimentaire (Newcombe, 1977, cité dans Yeung, 1985, p. 21). À Quito en Équateur, un fouilleur d'ordures sur trois se spécialise dans le ramassage de reliefs de repas pour l'alimentation porcine dans les districts centraux et extérieurs. La moitié des fouilleurs d'ordures de Cuenca trient les déchets de repas pour nourrir vaches, agneaux et cobayes (Fundación Natura, 1993, II). Dans ces deux villes, la plupart des fouilleurs d'ordures sont des femmes.

L'agriculture dispersée à petite échelle peut bénéficier des systèmes de gestion des déchets à forte utilisation de main-d'œuvre et en accroître les rendements à l'échelle de la collectivité ou du quartier. Elle peut aussi profiter à ces systèmes (systèmes intégrés de gestion de matières biologiques, par exemple). L'agriculture urbaine n'est pas un concurrent important dans la demande d'eau pure et pourrait être un concurrent encore plus modeste si les systèmes de traitement des eaux usées étaient conçus moins pour l'évacuation que pour le recyclage local (DPMI/ PNUD, 1993). L'existence de nouvelles techniques de traitement reposant sur une faible utilisation de l'eau influe aujourd'hui sur les aspects économiques de l'assainissement par les égouts et la nécessité d'un zonage de densité d'occupation, l'aménagement urbain pouvant désormais laisser une place à la culture et à l'élevage (Lee-Smith et Memon, présente publication).

L'irrigation à l'aide d'eaux usées non épurées pose un problème. Nous devons adopter des procédés, intensifs et à faible utilisation de capital, d'élimination des pathogènes et des vecteurs et évaluer la résistance des cultures à la contamination. Il nous faut tout particulièrement nous soucier des couloirs de transport et des centres des villes, car l'aquiculture et l'horticulture d'accotements se développent rapidement (DPMI/PNUD, 1993). Il nous faut également guider les gens dans la sélection des cultures (cultures vivrières ou non ; alimentation humaine, alimentation des animaux ou apports cultureaux ; légumes-feuilles ou autres). Les systèmes parallèles peuvent le mieux convenir aux secteurs urbains sans réseau d'égouts ou dotés d'installations d'évacuation médiocres.

On exploite déjà de diverses façons les déchets solides en agriculture urbaine, mais on doit encourager le développement de cette pratique. Les systèmes centralisés actuels de gestion peuvent empêcher toute réutilisation de déchets solides en agriculture urbaine, ces déchets étant ramassés sur de grandes superficies et laissés en vrac dans quelques grandes décharges, souvent éloignées et d'un accès restreint. Le compostage se révèle souvent inefficace et, dans ce domaine, les entreprises à grande échelle ont fréquemment échoué. D'ordinaire, les systèmes de gestion ne séparent pas les matières biologiques ni les déchets toxiques du reste. Beaucoup de déchets vont tout simplement à l'égout et sont moins récupérables. Il pourrait également exister des empêchements juridiques à la conservation et à la réutilisation des matières solides pour une agriculture urbaine proche des sources de déchets. On peut aussi dire qu'il est possible de faire obstacle à la pollution agrochimique des eaux souterraines et des sols par la polyculture et le recours aux insecticides biologiques, au compost et à des eaux usées préalablement épurées. Schilter (1991, p. 61) a constaté à Lomé que les horticulteurs faisaient un très mauvais usage de certains pesticides systémiques et toxiques. On doit améliorer la gestion des déchets animaux. Une seule vache mise en stabulation produit de 30 à 40 kg de déchets par jour, ce qui à Dar es-Salaam représente une quantité quotidienne de 267 000 à 356 000 kg (Mosha, 1991, p. 89).

Équité sur le plan de l'ethnicité et du rôle des sexes

Il faudra étudier davantage la question de savoir qui est en mesure de profiter le plus d'une extension et d'une amélioration de l'agriculture urbaine et ce, en s'attachant aux iniquités sur le plan de l'ethnicité et du rôle des sexes. Les agriculteurs doivent savoir comment s'organiser pour faire respecter leurs droits, pour se payer des services aussi courants que les services d'irrigation et de garde et pour avoir accès au sol ailleurs (Tricaud, 1988, p. 24–27). Les minorités ethniques sont d'importants agents de transfert technologique, mais sont fréquemment négligées par les groupes dirigeants dans les villes qui les abritent. Pour un certain nombre de raisons, les femmes pourraient constituer au moins la moitié des agriculteurs urbains et, pourtant, très peu de chercheurs se sont intéressés aux besoins des agricultrices urbaines. À Dar es-Salaam, au moins 80 % des agents de vulgarisation sont des femmes (Salim Tindwa, communication personnelle, 28 août 1993). À Lomé, 92 % des marchands d'aliments des rues étaient de sexe féminin en 1970 (Schilter, 1991, p. 135–159). Ces femmes peuvent aussi s'adonner à l'agriculture urbaine. Bien qu'il existe un lien entre cette agriculture et la vente d'aliments à ciel ouvert ou dans la rue, les études qui y sont consacrées restent clairsemées. À Nairobi, environ 30 % des marchandes de rue cultivent leurs propres aliments (Lee-Smith, 1987).

Dans cette même ville, c'est une femme qui dirige le programme de nutrition urbaine de l'UNICEF et qui fait la promotion du crédit pour les groupements féminins de commercialisation alimentaire. À Kampala, le nouveau secrétaire à l'agriculture est une femme. Celle-ci a affecté 17 agents de vulgarisation au district de Kampala, et on signale que les agriculteurs urbains sont moins harcelés dans cette ville. Le Young Women's Christian Association (YWCA) de Kampala utilise des fonds de DANIDA pour favoriser une culture maraîchère bio-intensive. À Dar es-Salaam, on se sert de l'argent de ce même organisme pour des prêts bancaires coopératifs au développement à des groupements féminins s'occupant d'agriculture urbaine.

Bibliographie

A. Études citées

- ANTON, D., 1994, *Villes assoiffées : l'approvisionnement en eau dans les villes d'Amérique latine*, Ottawa (Ontario, Canada), Centre de recherches pour le développement international, 240 p.
- BAKER, J. ET PEDERSEN, P.O. (DIR.), 1992, *The Rural–Urban Interface in Africa : Expansion and Adaptation*, Seminar Proceedings, n° 27, Uppsala (Suède), Scandinavian Institute of African Studies.
- BANK OF UGANDA, 1990, *Final Report of the Technical Committee on the Recommendations Relating to Land Tenure Reform Policy*, Kampala (Ouganda), Agricultural Secretariat, Bank of Uganda.
- BANUGIRE, F., 1985, « Class Struggle, Clan Politics and the “ Magendo ” Economy », *Mawazo*, vol. 6, n° 2, p. 52–66.
- BARDACH, J.E., 1982, *Food and Energy Problems of Third World Cities*, exposé présenté à la conférence intitulée *Urbanization and National Development* en janvier 1982, Honolulu (Hawaï, É.-U.), East-West Center.
- BARROWS, R. ET KISAMBA-MUGERWA, W., 1989, *Land Tenure, Access to Land, and Agricultural Development in Uganda*, Madison (Wisconsin, É.-U.), Land Tenure Centre.
- BASSETT, T., 1988, « Breaking up the Bottlenecks in Food Crop and Cotton Cultivation in Northern Côte d'Ivoire », *Africa*, vol. 58, n° 2, p. 147–174.
- BIGSTEN, A. ET KAYIZZI-MUGERWA, S., 1992, « Adaptation and Distress in the Urban Economy : A Study of Kampala Households », *World Development*, vol. 20, n° 10, p. 1423–1441.
- BIRYABAREMA, C., 1994, *Kawempe Community Diagnostic Survey*, Kampala (Ouganda), Mulago Hospital, sous presse.

- BONGOLE, A.M., 1988, *Urban Dairy Farming : A Case of Dar es Salaam City, Morogoro* (Tanzanie), Sokoine University of Agriculture.
- BRIGGS, J., 1989, *Agriculture and Farmers' Choice of Crops in the Peri-urban Zone of Dar es Salaam, Tanzania*, Occasional Paper, n° 27, Glasgow (R.-U.), Department of Geography and Topographic Science, University of Glasgow, 16 p.
- , 1991, « The Peri-urban Zone of Dar es Salaam, Tanzania : Recent Trends and Changes in Agricultural Land Use », *Transactions of the Institute of British Geography*, n° 16, p. 319–331.
- BURCH, W.R., JR ET GROVE, J.M., 1993, « Trees and Participation on the Urban Frontier », *Unasylva*, vol. 44, n° 173, p. 19–27.
- BURLAND, C.A., 1978, *Les peuples du soleil. Civilisations de l'Amérique précolombienne*, Paris (France), J. Tallandier.
- CARTER, H., 1983, *An Introduction to Urban Historical Geography*, Londres (R.-U.), E. Arnold.
- CASTELLS, M., 1977, *La question urbaine*, Paris (France), F. Maspero.
- CERECEDA, L.E. ET CIFUENTES, M., 1992, « La subsistencia de los grupos pobres en Chile », dans Bélisle, F. (dir.), *Trabajo informal y pobreza urbana en América Latina*, Ottawa (Ontario, Canada), Centre de recherches pour le développement international, p. 241–305.
- CHARBONNEAU, R., 1988, « Le cobaye de la fiesta », *Le CRDI Explore*, vol.17, n° 3, p. 6–8.
- CHAULIAC, M., GERBOUIN-REROLLE, P. ET MASSE-RAIMBAULT, A.-M., 1993, *Villes et alimentation. La consommation dans les rues*, Paris (France), Centre international de l'enfance.
- COE, M., SNOW, D. ET BENSON, E., 1986, *An Atlas of Ancient America*, Oxford (R.-U.), Equinox.
- COLLIER, P. ET LAL, D., 1980, *Poverty and Growth in Kenya*, Staff Working Paper, n° 389, Washington (D.C., É.-U.), Banque mondiale.
- DELLA, A.A., 1991, *Dynamique de l'espace péri-urbain de Daloa : étude géographique*, thèse de doctorat, Abidjan (Côte d'Ivoire), Institut de géographie tropicale, Faculté des lettres, arts et sciences humaines, Université nationale de Côte d'Ivoire.
- DIALLO, S., 1993, *L'agriculture urbaine en Afrique de l'Ouest : revue et perspectives de la recherche, Document de fond sur la gestion de l'environnement urbain : élaboration d'un programme mondial de recherche*, Ottawa (Ontario, Canada), Centre de recherches pour le développement international.
- DIALLO, S. ET COULIBALY, Y., 1988, *Les déchets urbains en milieu démuné à Bamako*, Tokyo (Japon), Programme Lien entre l'alimentation et l'énergie, Université des Nations Unies.

- DPMI ET PNUD (DIVISION DES PROGRAMMES MONDIAUX ET INTERRÉGIONAUX ET PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT), 1992, *Urban Agriculture in Latin America, Africa and Asia*, New York (New York, É.-U.), DPMI et PNUD.
- , 1993, *Urban Agriculture : Neglected Resource for Food, Jobs and Sustainable Cities*, New York (New York, É.-U.), DPMI et PNUD.
- DRAKAKIS-SMITH, D., 1990, « Food for Thought or Thought about Food : Urban Food Distribution Systems in the Third World », dans Potter, R.B. et Salam, A.T. (dir.), *Cities and Development in the Third World*, Londres (R.-U.), Mansell, p. 100–120.
- , 1991, « Urban Food Distribution in Asia and Africa », *Geographical Journal*, vol. 57, n° 1, p. 51–61.
- , 1992, « Food Production and Under-Nutrition in Third World Cities », *Hunger Notes*, vol. 18, n° 2, p. 5–6.
- DSM ET ARDHI (DAR ES SALAAM CITY COUNCIL ET CENTRE FOR HOUSING STUDIES), 1992, *Environmental Profile of the Metropolitan Area, Dar es-Salaam*, document polycopié, n° URT / 90 / 033, (Tanzanie), DSM.
- ETHELSTON, S., 1992, « Food Costs in Cities », *Hunger Notes*, vol. 18, n° 2, p. 16–17.
- FINQUELIEVICH, S., 1986, *Food and Energy in Latin America : Provisioning the Urban Poor*, Tokyo (Japon), Programme Lien entre l'alimentation et l'énergie, Université des Nations Unies.
- FREEMAN, D.B., 1991, *A City of Farmers : Informal Urban Agriculture in the Open Spaces of Nairobi, Kenya*, Montréal (Québec, Canada), McGill et Queen's University Press.
- FUNDACIÓN NATURA, 1993, *Project for the Management of Solid Waste in Ecuador. Executive Summary*, vol. II–IV, Final Technical Report to IDRC Project n° 90-0048, Quito (Équateur), Fundación Natura.
- GANAPATHY, R.S., 1983, *Development of Urban Agriculture in India : Public Policy Options*, exposé présenté à l'*Urban Agriculture Seminar* à Singapour en juillet 1983, Ottawa (Ontario, Canada), Centre de recherches pour le développement international.
- GERRY, C., 1979, « Small-Scale Manufacturing and Repairs in Dakar : A Survey of Market Relations within the Urban Economy », dans Bromley, R. et Gerry, C. (dir.), *Casual Work and Poverty in Third World Cities*, Chichester (Sussex, R.-U.), John Wiley, p. 229–250.
- GTZ ET DPP (DEUTSCHE GESELLSCHAFT FUER TECHNISCHE ZUSAMMENARBEIT ET DEPARTMENT OF PHYSICAL PLANNING), 1992, *City of Kampala : Revision of Structure Plan*, Kampala (Ouganda), Ministry of Land, Housing and Urban Development.

- GUTKIND, P., 1960, « Notes on the Kibuga of Buganda », *Uganda Journal*, 1960, n° 1, p. 29–40.
- HOLTON, R.J., 1986, *Cities, Capitalism and Civilization*, Londres (R.-U.), Allen and Unwin.
- HORMANN, D.M. ET SHAWEL, H., 1985, *The Domestic Market for Fresh and Processed Fruit and Vegetables and its Supply in Important Urban Centres of Ethiopia*, Hanovre (Allemagne), Deutsche Gesellschaft fuer Technische Zusammenarbeit.
- JACOBS, J., 1970, *The Economy of Cities*, Londres (R.-U), Jonathan Cape.
- JAMAL, V., 1988, « Comment les Ougandais ont fait front à la crise », *Revue internationale du travail*, n° 127, p. 679–701.
- JAMAL, V. ET WEEKS, J., 1987, « Le resserrement de l'écart entre villes et campagnes en Afrique au sud du Sahara », *Revue internationale du travail*, vol. 127, n° 3, p. 271–291.
- KADDAR, M., 1991, « L'alimentation de rues : micro-entreprises, alimentation et santé. Quelle approche pour une politique de prévention ? Plan détaillé », dans *Atelier sur les politiques nutritionnelles et la formation de responsables*, Paris (France), Centre international de l'enfance.
- KAKITAHU, J. ET ZIMBE, I.N., 1990, Nutrition of Infants and Young Children in Urban Communities in Kampala, Uganda, exposé présenté à l'atelier sur la nutrition urbaine à l'intention des enfants d'âge préscolaire tenu à Lunteren aux Pays-Bas.
- KCC (KAMPALA CITY COUNCIL), 1972, *Kampala Development Plan, 1972 : Structure Report*, Kampala (Ouganda), KCC.
- , 1990, *Land Management Policy*, Kampala (Ouganda), KCC.
- KHOURI-DAGHER, N., 1987, *Food and Energy in Cairo : Provisioning the Poor*, Tokyo (Japon), Programme Lien entre l'alimentation et l'énergie, Université des Nations Unies.
- KUCHELMEISTER, G. ET BRAATZ, S., 1993, « Urban Forestry Revisited », *Unasylva*, vol. 44, n° 173, p. 3–12.
- LA ROVERE, E.L., 1986, *Food and Energy in Rio de Janeiro : Provisioning the Poor*, Tokyo (Japon), Programme Lien entre l'alimentation et l'énergie, Université des Nations Unies.
- LADO, C., 1990, « Informal Urban Agriculture in Nairobi, Kenya », *Land Use Policy*, vol. 7, n° 3, p. 257–266.
- LEE-SMITH, D. ET HINCHEY TRUJILLO, C., 1992, « The Struggle to Legitimize Subsistence : Women and Sustainable Development », *Environment and Urbanization*, vol. 4, n° 1, p. 77–84.
- LEE-SMITH, D., MANUNDU, M., LAMBA, D. ET GATHURU KURIA, P., 1987, *Urban Food Production and the Cooking Fuel Situation in Urban Kenya*. National

- Report : Results of a 1985 National Survey*, Nairobi (Kenya), Mazingira Institute.
- LEÓN, R., DE LA VEGA, C., FRANQUEVILLE, A. ET AGUIRRE, M., 1992, *El consumo alimentario en Bolivia*, Cochabamba (Bolivie), Centro de estudios de la realidad económica y social.
- LITHERLAND, S., 1966, *Kampala-Mengo Regional Studies*, Entebbe (Ouganda), Government Printers.
- MAMDANI, M., 1990, « Uganda : Contradictions of the IMF Program and Perspectives », *Development and Change*, n° 21, p. 427–467.
- MARULANDA, C. ET IZQUIERDO, J., 1993, *Manual técnico para la huerta hidropónica popular*, Santiago (Chili), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).
- MAXWELL, D.G., 1993a, *The Impact of Urban Farming in Kampala on Household Food Security and Nutritional Status*, exposé présenté à la 1^{re} Conférence sur la phytotechnie pour l'Afrique orientale et australe lors du *Symposium sur les femmes et l'agriculture* en juin 1993 à Kampala (Ouganda).
- , 1993b, *Land Access and Household Logic : Urban Farming*, Kampala (Ouganda), Makerere Institute of Social Research.
- MAXWELL, D.G. ET ZZIWA, S., 1992, *Urban Agriculture in Africa : The Case of Kampala, Uganda*, Nairobi (Kenya), African Centre for Technology Studies.
- MEMON, P.A., 1974, *Wholesaling in Kenya 1830–1940*, thèse de doctorat, London (Ontario, Canada), University of Western Ontario.
- , 1975, « Some Geographical Aspects of the History of Urban Development in Kenya », dans Ogot, B.A. (dir.), *Economic and Social History of East Africa*, Nairobi (Kenya), E.A. Literature Bureau, p. 128–153.
- , 1982, « The Growth of Low-income Settlements : Planning Response to the Peri-urban Zone of Nairobi », *Third World Planning Review*, vol. 4, n° 2, p. 145–158.
- MING, S. ET PROFIOUS, G., 1993, « Urban Forestry in Beijing », *Unasylnva*, vol. 44, n° 173, p. 13–18.
- MINGIONE, E., 1991, *Fragmented Societies : Sociology of Economic Life Beyond the Market Paradigm*, Oxford (R.-U.), Basil Blackwell.
- MITULLAH, W., 1991, « Hawking as a Survival Strategy for the Urban Poor in Nairobi : The Case of Women », *Environment and Urbanization*, vol. 3, n° 2, p. 13–22.
- MOSER, C.O.N., 1978, « Informal Sector or Petty Commodity Production : Dualism or Dependence in Urban Development ? », *World Development*, vol. 6, p. 9–10.
- , 1984, « The Informal Sector Reworked : Viability and Vulnerability in Urban Development », *Regional Development Dialogue*, vol. 5, n° 2, p. 135–179.

- MOSHA, A.C., 1991, « Urban Farming Practices in Tanzania », *Review of Rural and Urban Planning in South and East Africa*, n° 1, p. 83–92.
- MOUGEOT, L.J.A. ET MASSÉ, D. (DIR.), 1993, *Urban Environment Management : Developing a Global Research Agenda*, actes d'un atelier du CRDI tenu en mai 1993, vol. I et II, Ottawa (Ontario, Canada), Division de l'environnement et des richesses naturelles, Centre de recherches pour le développement international.
- MTWEWE, M., 1987, *The Major Bottlenecks Faced by Smallholder Pig Producers in the Areas Surrounding Dar es Salaam*, Morogoro (Tanzanie), Sokoine University of Agriculture.
- MUENCH, L., 1978, *The Private Burden of Urban Social Overhead : A Study of the Informal Housing Market in Kampala, Uganda*, thèse de doctorat, Philadelphie (Pennsylvanie, É.-U.), University of Pennsylvania.
- MUTISO, R., 1993, *Food Security, Nutrition and Health : Kenya Case Study. The Nairobi Nutrition Project*, Nairobi (Kenya), Fonds des Nations Unies pour l'enfance.
- MVENA, Z.S.K., 1986, *Urban Agriculture in Tanzania : Research Proposal*, Ottawa (Ontario, Canada), Centre de recherches pour le développement international.
- MVENA, Z.S.K., LUPANGA, I.J. ET MLOZI, M.R.S., 1991, *Urban Agriculture in Tanzania : A Study of Six Towns*, Rapport provisoire présenté au CRDI, projet n° 86-0090, Morogoro (Tanzanie), Département d'éducation et de vulgarisation en agriculture, Sokoine University of Agriculture.
- NIANG, S., 1992, *Projet d'épuration des eaux usées domestiques dans la zone urbaine de Dakar. Première partie : bilan et perspectives*, Dakar (Sénégal), Institut des sciences de l'environnement, Faculté des sciences, Université Cheik Anta Diop.
- O'CONNOR, A., 1983, *The African City*, New York (New York, É.-U.), Holmes and Meier.
- OIT (ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL), 1972, *Employment, Incomes and Equality : A Strategy for Increasing Productive Employment in Kenya*, Genève (Suisse), OIT.
- PADDISON, R., 1988, *Ideology and Urban Primacy in Tanzania*, document de travail, n° 35, Glasgow (R.-U.), Centre for Urban and Regional Research, University of Glasgow.
- PAIN, M., 1985, « Kinshasa : symbole d'une Afrique urbaine », *Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 38, n° 149, p. 25–51.
- PANJWANI, N., 1985, *Citizen Organisations and Food Energy Alternatives in Indian Cities*, Tokyo (Japon), Programme Lien entre l'alimentation et l'énergie, Université des Nations Unies.

- PCC (POPULATION CRISIS COMMITTEE), 1990, *Cities : Life in the World's 100 Largest Metropolitan Areas*, Washington (D.C., É.-U), PCC.
- PINSTRUP-ANDERSEN, P., 1989, « The Impact of Macroeconomic Adjustment : Food Security and Nutrition », dans Commander, S. (dir.), *Structural Adjustment and Agriculture : Theory and Practice in Africa and Latin America*, Londres (R.-U.), Overseas Development Institute, chapitre 6.
- PRUDENCIO, J.B., 1993, Le problème alimentaire et nutritionnel en Bolivie, exposé présenté aux tables rondes CRDI-ACEA sur l'agriculture urbaine en mai 1993, Toronto (Ontario, Canada), Association canadienne des études africaines.
- RAKODI, C., 1988, « Urban Agriculture : Research Questions and Zambian Evidence », *Journal of Modern African Studies*, vol. 26, n° 3, p. 495-515.
- READER'S DIGEST ASSOCIATION (DIR.), 1974, *The Last Two Million Years*, Londres (R.-U.), Reader's Digest Association.
- RILEY, I.E., 1987, *Nutrition and Health Survey of Kawempe Sub-District*, Kampala (Ouganda), Save the Children Fund.
- SACHS, I. ET SILK, D., 1987, « Introduction : Urban Agriculture and Self-reliance », *Food and Nutrition Bulletin*, vol. 9, n° 2, p. 2-7.
- , 1988, *Final Report 1983-1987*, Tokyo (Japon), Programme Lien entre l'alimentation et l'énergie, Université des Nations Unies.
- SANYAL, B., 1984, *Urban Agriculture : A Strategy of Survival in Zambia*, thèse de doctorat, Los Angeles (Californie, É.-U.), University of California at Los Angeles.
- , 1985, « Urban Agriculture : Who Cultivates and Why? », *Food and Nutrition Bulletin*, vol. 7, n° 3, p. 15-24.
- , 1986, *Urban Cultivation in East Africa : People's Response to Urban Poverty*, Tokyo (Japon), Programme Lien entre l'alimentation et l'énergie, Université des Nations Unies.
- , 1987, « Urban Cultivation amidst Modernization : How Should We Interpret It ? », *Journal of Planning Education and Research*, vol. 6, n° 3, p. 197-207.
- SAWIO, C.J., 1993, *Feeding the Urban Masses ? Towards an Understanding of the Dynamics of Urban Agriculture and Land Use Change in Dar es Salaam, Tanzania*, thèse de doctorat, Worcester (Massachusetts, É.-U.), Graduate School of Geography, Clark University.
- SCHILTER, C., 1991, *L'agriculture urbaine à Lomé. Approches agronomiques et socio-économiques*, Paris (France), Karthala.
- SJOBERG, G., 1960, *The Preindustrial City : Past and Present*, Glencoe (New York, É.-U.), Free Press.

- SMIT, J. ET NASR, J., 1992, « Urban Agriculture for Sustainable Cities : Using Wastes and Idle Land and Water Bodies as Resources », *Environment and Urbanization*, vol. 4, n° 2, p. 141-152.
- SMIT, J. ET RATA, A., 1992, « Urban Agriculture : A Tool to Reduce Urban Hunger and Poverty », *Hunger Notes*, vol. 18, n° 2, p. 7-12.
- STREN, R.E. ET WHITE, R.R. (DIR.), 1989, *African Cities in Crisis : Managing Rapid Urban Growth*, Boulder (Colorado, É.-U.), Westview Press.
- SUKHAROMANA, S., 1988, *Access to Food and Energy in Thailand*, Tokyo (Japon), Programme Lien entre l'alimentation et l'énergie, Université des Nations Unies.
- TINKER, I., 1989, « Legalizing Street Foods in the Third World : The Right to Eat on the Street », *Whole Earth Review*, printemps 1989, p. 72-74.
- TINKER, I. ET FRIEDBERG, S., 1992, « The Invisibility of Urban Food Production », *Hunger Notes*, vol. 18, n° 2, p. 3.
- TRENCHARD, E., 1987, « Rural Women's Work in Sub-Saharan Africa and the Implications for Nutrition », dans Momsen, J.H. et Townsend, J. (dir.), *Geography of Gender in the Third World*, Londres (R.-U.), Hutchinson, p. 153-172.
- TRICAUD, P.-M., 1988, *Urban Agriculture in Ibadan and Freetown*, Tokyo (Japon), Programme Lien entre l'alimentation et l'énergie, Université des Nations Unies.
- TRIPP, A.M., 1989, *Informal Economy, Labor and the State in Tanzania*, exposé présenté à l'assemblée annuelle de la *Mid-West Political Science Association* (MPSA) en avril 1989, Chicago (Illinois), MPSA.
- , 1990, *The Urban Informal Economy and the State in Tanzania*, thèse de doctorat, Evanston (Illinois, É.-U.), Northwestern University.
- UNICEF ET KCC (FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE ET KAMPALA CITY COUNCIL), 1981, *Nutritional Status of Young Children in the Poorer Parts of Kampala*, Kampala (Ouganda), KCC.
- URS (URBAN RESOURCE SYSTEMS), 1984, *Global Urban Agriculture : An Annotated Bibliography prepared from the Library of Urban Resource Systems, San Francisco, for International Development Research Centre*, Projet n° 83-4173, San Francisco (Californie, É.-U.), URS.
- URT (UNITED REPUBLIC OF TANZANIA), 1989, *1988 Population Census : Preliminary Report*, Dar es-Salaam (Tanzanie), Bureau of Statistics.
- VAN DER BLIEK, J.A., 1992, *Urban Agriculture : Possibilities for Ecological Agriculture in Urban Environments as a Strategy for Sustainable Cities*, Leusden (Pays-Bas), ETC Foundation.
- VENNETIER, P., 1961, « La vie agricole urbaine à Pointe-Noire », *Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 14, n° 53, p. 60-84.

-, 1988, « Urbanisation, production agricole et autosuffisance alimentaire : réflexions sur le cas africain », *Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 41, n° 163, p. 209–226.
- VON BRAUN, J., MCCOMB, J., FRED-MENSAH, B.K. ET PANDYA-LORCH, R., 1993, *Urban Food Insecurity and Malnutrition in Developing Countries*, Washington (D.C., É.-U.), Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- WADE, I., 1986a, *Planning for Basic Food Needs in Third World Cities*, thèse de doctorat, Berkeley (Californie, É.-U.), University of California.
- , 1986b, *City Food : Crop Selection in Third World Cities*, San Francisco (Californie, É.-U.), Urban Resource Systems.
- , 1986c, « Food, Transport and Zoning », *Development : Seeds of Change*, n° 4, p. 30–34.
- , 1987, *Food Self-reliance in Third World Cities*, Tokyo (Japon), Programme Lien entre l'alimentation et l'énergie, Université des Nations Unies.
- WEST, H., 1972, *Land policy in Buganda*, Cambridge (R.-U.), Cambridge University Press.
- YEUNG, Y.-M., 1985, *Urban Agriculture in Asia*, Tokyo (Japon), Programme Lien entre l'alimentation et l'énergie, Université des Nations Unies.

B. Autres études

- BAGACHWA, M.S.D., 1990, « The Nature and Magnitude of the Second Economy in Tanzania », *Tanzania Economic Trends*, vol. 2, n° 4, p. 25–33.
- BARASS, F., 1982, « Relationships between Squatters and Land in Urban Sub-saharan Africa », dans *Land and Human Settlements*, Vancouver (Colombie-Britannique, Canada), Centre for Human Settlements, University of British Columbia.
- BARROWS, R. ET ROTH, M., 1990, « Land Tenure and Investment in African Agriculture : Theory and Evidence », *Journal of Modern African Studies*, vol. 28, n° 2, p. 265–297.
- BÉLISLE, F. (DIR.), 1992, *Trabajo informal y pobreza urbana en América Latina*, Ottawa (Ontario, Canada), Centre de recherches pour le développement international, 332 p.
- BIBANGAMBAH, J., 1992, « Macro-Level Constraints and the Growth of the Informal Sector in Uganda », dans *The Rural–Urban Interface in Africa*, Uppsala (Suède), Scandinavian Institute of African Studies.
- BYRON, L. ET CHANT, S., 1989, *Women in the Third World : Gender Issues in Rural and Urban Areas*, New Brunswick (New Jersey, É.-U.), Rutgers University Press.

- CADMAN, D. ET PAYNE, G. (DIR.), 1990, *The Living City : Towards a Sustainable Future*, Londres (R.-U.), Routledge.
- CAMPBELL, B. ET LOXLEY, J. (DIR.), 1989, *Structural Adjustment in Africa*, New York (New York, É.-U.), St Martin's Press.
- CAMPBELL, H. ET STEIN, H. (DIR.), 1992, *Tanzania and the IMF : The Dynamics of Liberalization*, Boulder (Colorado, É.-U.), Westview Press.
- CHEW, D., 1990, « Internal Adjustments to Falling Civil Service Salaries : Insights from Uganda », *International Labour Review*, n° 18, p. 1003–1114.
- CNUEH (CENTRE DES NATIONS UNIES POUR LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS), 1991, *People, Settlements, Environment and Development*, Nairobi (Kenya), CNUEH.
- COQUERY-VIDROVITCH, C., 1991, « The Process of Urbanization in Africa », *African Studies Review*, vol. 34, n° 1, p. 1–98.
- CORNIA, G., JOLLY, R. ET STEWART, F., 1987, *L'ajustement à visage humain*, Paris (France), Economica.
- DANA, S., 1987, « Urban Agriculture : Growing Food in the City », *International Agricultural Development*, vol. 7, n° 4, p. 14–15.
- GOLDMAN, A., 1974, « Outreach of Consumers and the Modernization of Urban Food Retailing in Developing Countries », *Journal of Marketing*, vol. 38, n° 84, p. 8–16.
- GUTMAN, P., 1986, « Feeding the City : Potential and Limits of Self-reliance », *Development : Seeds of Change*, n° 4, 22–26.
- GUYER, J.I., (DIR.), 1987, *Feeding African Cities*, Studies in Regional Social History, Bloomington (Indiana, É.-U.), Indiana University Press.
- HAKE, A., 1977, *African Metropolis : Nairobi's Self-help City*, Londres (R.-U.), Sussex University Press.
- HENN, J.K., 1983, « Feeding the Cities and Feeding the Peasants : What Role for African Women Farmers ? », *World Development*, vol. 11, n° 12, p. 1043–1055.
- ISLAM, N., 1982, « Food Consumption Expenditure Patterns of Urban Households in Bangladesh », *GeoJournal*, n° 4, p. 7–14.
- KIRONDE, J.M.L., 1992, « Received Concepts and Theories in African Urbanisation and Management Strategies : The Struggle Continues », *Urban Studies*, vol. 29, n° 8, p. 1277–1292.
- LEE-SMITH, D. ET STREN, R.E., 1991, « New Perspectives on African Urban Management », *Environment and Urbanization*, vol. 3, n° 1, p. 223–236.
- , 1992, « A New Paradigm for Urban Development », dans *Proceedings of the World Bank Annual Conference on Development Economics 1991*, Washington (D.C., É.-U.), Banque mondiale.

- MABOGUNJE, A., 1990, « Urban Planning and the Post-colonial State in Africa : A Research Overview », *African Studies Review*, vol. 33, n° 2, p. 121–203.
- MASCARENHAS, A., 1986, *Some Issues in Feeding African Urban Areas*, Service Paper, n° 86/3, Dar-es-Salaam (Tanzanie), Institute of Resource Assessment, University of Dar es Salaam.
- MAZAMBANI, D., 1982, *Aspects of Peri-urban Cultivation and Deforestation around Salisbury, 1955–1980*, thèse de maîtrise, Harare (Zimbabwe), University of Zimbabwe.
- MAZINGIRA INSTITUTE, 1987, *Urban Food Production and the Cooking Fuel Situation in Urban Kenya*, Nairobi (Kenya), Mazingira Institute.
- NAIPUL, V.S., 1981, *A New King for the Congo : Mobutu and the Nihilism of Africa*, New York (New York, É.-U.), Vintage Books.
- OIT (ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL), 1985, *The Informal Sector in Africa*, Addis-Abeba (Éthiopie), Jobs and Skills Programme for Africa, OIT.
- OVERHOLD, C., ANDERSON, M.B., CLOUD, K. ET AUSTIN, J.E. (DIR.), 1985, *Gender Roles in Development Projects : A Casebook*, West Hartford (Connecticut, É.-U.), Kumarian Press.
- PORTES, A. ET WALTON, J., 1981, « Unequal Exchange and the Urban Informal Sector », dans *Labour, Class and the International System*, New York (New York, É.-U.), Academic Press, p. 67–106.
- PNUD (PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT), 1991, *Cities, People and Poverty : Urban Development Cooperation for the 1990s : A UNDP Strategy Paper*, New York (New York, É.-U.), PNUD.
- _____, 1992, *The Urban Environment in Developing Countries*, New York (New York, É.-U.), PNUD.
- PRYER, J. ET CROOK, N., 1988, *Cities of Hunger : Urban Malnutrition in Developing Countries*, Oxford (R.-U.), Oxfam.
- RAKODI, C., 1985, « Self-reliance or Survival ? Food Production in African Cities, with Particular Reference to Zambia », *African Urban Studies*, n° 21, p. 53–63.
- RAKODI, C. ET SCHLYTER, A., 1981, *Upgrading in Lusaka : Participation and Physical Changes*, Gavle (Suède), National Swedish Institute for Building Research.
- RUTISHAUSER, I.H., 1965, « Heights and Weights of Middle Class Baganda Children », *Lancet*, ii, p. 565–567.
- SACHS, I., 1983, *The Invisible Farmers : Women in Agricultural Production*, New Jersey (É.-U.), Rowan and Allanheld.
- _____, 1986, « Work, Food and Energy in Urban Ecodevelopment », *Development : Seeds of Change*, n° 4, p. 2–11.

- SANYAL, B., 1988, « The Urban Informal Sector Revisited », *Third World Planning Review*, vol. 10, n° 1, p. 65–83.
- SCHLYTER, A. ET SCHLYTER, T., 1979, *George : The Development of a Squatter Settlement in Lusaka, Zambia*, Gavle (Suède), National Swedish Institute for Building Research.
- SENE, E.H., 1993, « Urban and Peri-urban Forests in Sub-Saharan Africa : the Sahel », *Unasylya*, vol. 44, n° 173, p. 45–51.
- SPORREK, A., 1985, « Food Marketing and Urban Growth in Dar es Salaam », Lund (Suède), Lund Studies in Geography.
- STREN, R.E. ET LETEMENDIA, C., 1986, *Aux prises avec l'urbanisation rapide en Afrique. Bibliographie annotée*, Bibliography Series, n° 12, Montréal (Québec, Canada), Centre for Developing Area Studies, McGill University.
- STREN, R.E., WHITE, R.R. ET WHITNEY, J. (DIR.), 1992, *Sustainable Cities : Urbanization and the Environment in International Perspective*, Boulder (Colorado, É.-U.), Westview Press.
- TIBAIJUKA, A.K., 1990, « Grappling with Urban Food Insecurity in the Midst of Plenty : Government Launches “ Operation Okoa Mazao ” », *Tanzania Economic Trends*, vol. 2, n° 4, p. 13–24.
- UGANDA GOVERNMENT, 1975, *The Land Reform Decree*, Entebbe (Ouganda), Government Printers.
- —, 1991, *The 1991 Population and Housing Census*, Entebbe (Ouganda), Ministry of Planning and Economic Development.
- WADE, I., 1991, *Urban Policy and Economic Development : An Agenda for the 1990s*, document d'orientation, Washington (D.C., É.-U.), Banque mondiale.
- YEUNG, Y.-M., 1986, *Urban Agriculture : Three Cities in Asia*, Work in Progress, n° 10, Tokyo (Japon), Université des Nations Unies.
- —, 1987, « Examples of Urban Agriculture in Asia », *Food and Nutrition Bulletin*, vol. 9, n° 2, p. 14–23.
- —, (dir.), 1990, *Changing Cities of Pacific Asia : A Scholarly Interpretation*, Hong Kong, Chinese University Press.

Index

- AAMPPO (Addis-Ababa Master Plan Project Office) 99, 100
- Abidjan, exportations 17
- Accès à la propriété
 - acquisition de « droits d'usage » 71–72
 - dispositions novatrices pour un meilleur accès au sol, à la sécurité des récoltes et au crédit 128–130
 - emprunts fonciers 71
 - et catégories de ménages agricoles 73–74
 - et occupation du sol 67–73
 - rurale 86
 - urbaine 86, 93, 102, 129, 133
- ACDI (Agence canadienne de développement international) 130
- achats
 - anticipés 4
 - pouvoir d'achat 5, 12
- activités manufacturières 99
- Addis-Abeba
 - agriculture urbaine 17, 22
 - avantages 18–19
 - agriculture urbaine, coopératives et pauvres des villes dans 99–119
- Afrique
 - agriculture urbaine 6–7
 - anglophone 1
 - francophone 122
 - subsaharienne 1
- âge
 - groupes 125
 - sexe et état matrimonial des agriculteurs urbains, Dar es-Salaam 37–39
- agriculteurs
 - Dar es-Salaam 31–55
 - de sexe féminin (agricultrices) 66–67
 - traditionnels 84
- agriculteurs urbains 31–55, 109, 133
- agriculture
 - commerce parallèle 63–64
 - importance pour l'économie urbaine 58–60
 - marais 62–63
 - marché du travail 63–64
 - production d'autoconsommation 64
 - réserve 65
 - subsistance 85, 94
 - urbaine
 - caractère florissant de 14–16
 - logique de dans les ménages 62–64
 - ventes de produits de la terre 65, 66, 86–88, 91, 101
- agriculture biologique 114
- agriculture commerciale 5, 64–65, 73
- agriculture (culture)
 - agriculture urbaine, Kenya 85–88
 - comme « stratégie de survie » 67, 119
 - commerciale 5
 - en milieu exigü 125
 - et ajustement structurel 58
 - ménages 61–62
 - catégories et accès au sol 73–74
 - ouvrages de terrassement 4
 - ouvrages hydrauliques 4
 - polyculture-élevage 49, 52, 54
 - sur des terres louées 69
 - sur flancs abrupts de montagne 3
 - systèmes 22–23, 24
- agriculture intra-urbaine 1, 31

- agriculture urbaine 14–16, 27
 Afrique 6–7
 à l'heure du XXI^e siècle, regain d'intérêt institutionnel 121–133
 anciennes civilisations 1
 Asie 4–5
 aspects commerciaux 35
 autres contributions possibles de 113–115
 avantages 125–126
 avantages pour les ménages 18–20, 28, 118
 bénéficiaires de 53
 cadre conceptuel 80–81
 caractère florissant de 14–16
 comme employeur 110–111
 comme stratégie de survie 107–108, 119
 comme sujet d'étude 32
 concurrence (rivalité) pour le sol 23
 conséquences pour l'avenir de la gestion et de la planification des politiques publiques de 115–119
 contribution à l'écosystème et à l'économie des villes 125–128
 coopératives, et la population urbaine pauvre d'Addis-Abeba 99–119
 culture 85–88
 d'accotement 51
 Dar es-Salaam 7
 début 84
 définie 1, 31, 100
 diversité des produits et des techniques 24
 échelle spatiale de 22
 économie politique de, Kenya 81–85
 en dehors de l'Asie 5–7
 espaces libres 22, 27, 36
 et nutrition 92–94
 et organismes officiels 129–130
 études comparatives et longitudinales sur, avantages 124–125
 évolution des vues officielles sur 8–10
 gouvernements et 8–10
 incidence sur l'état nutritionnel 19
 Kampala 58–77, 133
 Kenya 79–97
 logique de chez les ménages 62–64
 « logique de la survie » 35
 « mixte » ménage-coopérative 105
 Nairobi 20, 128
 n'est pas faite pour le néophyte 27
 n'est pas seulement l'affaire des pauvres 25–26
 officialisation de l'occupation foncière, perspectives de 74–77
 perceptions 32, 47, 51–53
 production et commercialisation 27
 questions de politiques 77, 94–96, 100, 118
 recherches sur 32, 121–133
 rentabilité 126
 scénarios d'émissions radio-phoniques 123
 soutien de l'autonomie alimentaire des villes 16–17
 superficies agricoles pour, Kenya 86
 sur des terres louées 69
 sur des terres privées 87
 sur des terres publiques 87
 technologies 125
 terrains d'habitation 22
 une exploitation souple et mobile du sol 22–25, 28
 agrinégoco 26
 agroforesterie 24
 aide technique 8, 116, 117
 ajustement structurel 6, 123
 incidence des programmes de 57–58
 Alabama 2
 Algérie 2
 aménagement agrorésidentiel 129
 aménagement du sol (du territoire) et agriculture urbaine 24
 rétrécissement des zones de culture 5
 aménagement du territoire 96–97
 Amérique latine 123
 analphabètes 111
 Anton, D. 3
 apports 115, 119
 biologiques 96
 et échange de produits 88–90
 aquiculture 24, 100
 arboriculture 122
 arbres 129
 brise-vent 2
 fruitiers 5
 plantation communautaire 125
 zones boisées, Beijing 5

- Argentine 8
- Asie
 agriculture urbaine 27, 131
 où se trouve l'avenir de l'agriculture urbaine 4-5
 villes 14
- aspects (caractéristiques) socio-économiques 34, 79, 112, 119
 des agriculteurs urbains, Dar es-Salaam 35-36, 53-54
- assainissement 96
- Atukunda, G. 57
- autosuffisance 4, 64, 65-66, 73, 89-90
- Babahoyo 11
- Baker, J. 17
- Baltimore, plantation communautaire d'arbres 126
- Bamako 12
 agriculture urbaine 22
- Bangkok 11
 agriculture urbaine 22, 26
 exportations 17
 occupation du sol 128
- Bank of Uganda 68
- Banque africaine de développement rural 130
- Banque mondiale 19
- banques de terrains 129
- Banugire, F. 58
- Bardach, J.E. 121
- Barrows, R. 68
- Bassett, T. 81
- baux, fonciers 8, 69, 129
- Beijing 5
- bétail 1, 24, 35, 93, 112
 élevage 31, 77, 82
 Kampala 59, 64
 élevage urbain 90-92
 agriculture urbaine 21, 52-53
 petits animaux 15
 sélection animale en micro-élevage 125
 services de vulgarisation 96
 statistiques, Tanzanie 7
- bibanja* 68, 69-70, 72-74
- Bigsten, A. 58
- Biryabarema, C. 60, 63
- Bogotá, exportations 26
- Bolivie 9
 urbaine, agriculture 15, 20
 urbains, ménages 11
- Bombay, occupation du sol 128
- Bongole, A.M. 36, 48
- bovins laitiers, Dar es-Salaam 7
- Braatz, S. 122
- Brésil 14
- Briggs, J. 35
- Bruce, J. 57
- Buenos Aires 8
- Buganda 67, 69-70
- Burch, W.R., Jr 126
- Burland, C.A. 3
- busuulu* 69
- cadeaux 88
- Calcutta 129
 population urbaine pauvre 11
 zones humides 17
- Californie 26
- Canada, services d'électricité 129
- capitalisme 81, 83
- Carter, H. 83
- Castells, M. 83
- catastrophes naturelles 6
- célibataires 39, 52
- Centre des Nations Unies pour les établissements humains 123
- Centre international de l'enfance 122
- Cereceda, L.E. 12
- Charbonneau, R. 15
- Chauliac, M. 128
- chemins de fer 83
 travailleurs ferroviaires 84
- chèvres, Dar es-Salaam 7
- Chili 26
 ménages 12
chinampas 3-4
- Chine 4-5, 9
- Chine méridionale 4
- chômage 5, 80, 94, 102, 107, 110, 115
- Cifuentes, M. 12
- Coe, M. 2, 3
- Collier, P. 93
- colonialisme 83
- colporteurs (marchands ambulants) 84, 85, 88, 95
- combustible 2, 93
 coût (frais) 117
 production 8
- commerçants, petits, Dar es-Salaam 7
- commerce 74, 95
 parallèle 63, 90
- Communauté est-africaine, conséquences de l'effondrement de 6
- compensation 67, 69, 71, 72, 77
- compost 89, 132
- Congo, enquête de Pointe-Noire 1

- conservation des sols 118
- contrats, mixtes 4
- coopératives 9
 - absence de reconnaissance juridique 110, 115–116
 - Addis-Abeba 17, 20
 - agriculture urbaine, coopératives et population urbaine pauvre à Addis-Abeba 99–119
 - création 109–110
 - incidence sur la ville, Addis-Abeba 113
- Côte d'Ivoire 8
 - Daloa 9
- Coulibaly, Y. 12, 22
- cours d'eau, coopératives agricoles d'Addis-Abeba établies le long de 103
- cours des denrées d'exportation, Tanzanie 6
- CRDI (Centre de recherches pour le développement international)
 - production vivrière urbaine 121
 - Programme de l'environnement urbain 123
- crédit 64, 110, 115, 119
 - aux groupements féminins 133
 - régimes novateurs pour un meilleur accès au sol, à la sécurité des cultures et au 128–130
- crise 82
 - alimentaire africaine 81
 - écologique planétaire 81
 - économique 57–58
 - pénuries 107
- croissance urbaine 46, 81–82
- Cuenca, fouilleurs d'ordures 13, 131
- cultivateurs (agriculteurs) 49, 75
- culture de terrains vacants 117, 119
- culture (exploitation agricole)
 - commerciale 81
 - de terres basses 9
 - intra-urbaine 3
- culture intercalaire 4
- cultures (récoltes) 93
 - agriculture urbaine 21
 - Kenya 85–88
 - aliments pour animaux 1
 - Dar es-Salaam 7, 52
 - commercialisation 125
 - exotiques 64
 - introduites 25
 - Kampala 59
 - Kenya 79
 - loyer sur les récoltes 69–70
 - maïs 11, 101
 - pluviales 101
 - rendements 113, 116, 118, 130
 - sécurité, régimes novateurs pour un meilleur accès au sol, au crédit et à la sécurité des 128–130
 - sélection
 - et technologie de production 125
 - techniques 24
 - services-conseils 96
 - soins 31, 125
 - systèmes de rotation 2
- Dakar, eaux usées 130
- DANIDA (Agence danoise de développement international) 130, 133
- Daloa, agriculture intra-urbaine 9
- Dar es-Salaam 6, 31–55, 129–130
 - agriculture urbaine
 - avantages 18–20
 - diversité 24
 - gestion des déchets 132
 - campagnes de déploiement des ressources humaines 42
 - croissance démographique 7
 - enquête 26, 27
 - espaces libres 36
 - ménages à faible revenu 12, 15
 - période postérieure à la déclaration d'Arusha 42
 - revenu par habitant 6
- DDA (Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire) 122
- déchets
 - déjections humaines, Dar es-Salaam 7
 - domestiques 22
 - gestion de 124
 - recyclage de 114, 117, 123
 - solides 115, 129
 - et liquides, réutilisation et dangers pour la santé 130–132
- Déclaration d'Arusha 6
- Décret de réforme foncière 68, 69, 70, 72
- dégradation du milieu 115
- Della, A.A. 9

- demande
 d'aliments bon marché de bonne qualité 6
 de terrains pour l'habitation et l'industrie 83
- dépenses
 d'alimentation, Addis-Abeba 100
 production commerciale 64–65
 quotidiennes, d'alimentation par ménage, agriculteurs urbains, Dar es-Salaam 44–45
- Developing Country Farm Radio Network 123
- développement durable 81
- développement urbain 42, 74, 76, 94, 104, 119
 à forte densité 95
 durable 79
 études 101
- devises 115
- Djakarta 8, 26, 129
- Djakarta (partie est), agriculture urbaine, avantages 18
- Diallo, S. 9, 12, 22
- disponibilité de terre(s) 107–108, 119, 128
- divorce, agriculteurs urbains, Dar es-Salaam 39
- donateurs (organismes d'aide) 58
- DPMI/PNUD 8, 14, 17, 22, 26, 125, 130, 131
- Drakakis-Smith, D. 11, 26, 27, 31, 137
- DSM/ARDHI 7
- eau 2
 captage et réutilisation 96
 disponibilité 107–108, 119
 liens déchets–production alimentaire 123
 pollution 54
 stockage 4
 usage de 89
- échanges de produits 96
 apports et 88–90
- échantillonnage (sondage)
 enquête à Dar es-Salaam 33–34
 enquête à Kampala 59
 étude à Addis-Abeba 105
- écoles 9, 128
- École technique supérieure des municipalités 100
- économie, contribution de l'agriculture urbaine à l'écosystème des villes et 125–128
- économie domestique 79, 97
 pertes 91
- écosystèmes, contribution de l'agriculture urbaine à l'économie des villes et 125–128
- Égypte 12
 malnutrition 14
- Egziabher, A.G. 17, 19, 20, 22
- élevage de bovins laitiers 102
- élevage, enquête 26
- élevage (zootechnie) 1, 5, 15–16, 93, 125
 petits animaux 8
- élèves 54
- emploi(s) 54, 101, 106, 118, 124, 127
 Addis-Abeba 99–100, 104
 création 110, 115, 126
 Kampala 65
- employeurs, agriculture urbaine
 comme 110–111, 127
- énergie, consommation 13, 118
- enfants 9, 122
 arrêt de croissance prématuré 19–20
 composition des ménages, agriculture urbaine, Dar es-Salaam 42–43
 division du travail selon le sexe 108–109
- école, agriculture urbaine, Dar es-Salaam 48, 52
- emploi à temps partiel 110
- enquête à Kampala 60
- enquête au Kenya 93
- incidence de l'agriculture urbaine sur l'état nutritionnel 60–62
- santé et 122
- scolarisation des 127
- engrais 22, 88, 112
- enquête de diagnostic communautaire à Kawempe, 1991 61
- enquêtes
 agriculteurs dans les villes tanzaniennes 26, 32–35
 agriculture urbaine 15, 22, 24–25, 121–133
 sources de données manquantes 22
 enquêtés 43, 38–40, 43–45, 48–54, 75, 90
 espaces libres de Nairobi 22, 36
 Kenya urbain 21, 79, 85–94
 malnutrition 14
- enquêtes

enquêtes (suite)

- prix des aliments (denrées alimentaires) 12
- production vivrière intra-urbaine 19
- programmes de subventions 20
- systèmes d'exploitation agricole 24
- entreprises 130
 - féminines à micro-échelle et à petite échelle 130
 - locales 11
 - petites 80
- envujjo* 70
- épargne (économies)
 - agriculture urbaine 54
 - en espèces 28
 - en investissement et en gestion fonciers 126
- Équateur 11, 13, 131
- espaces verts, villes chinoises 5
- établissements 90
- état matrimonial, âge et sexe des travailleurs urbains, Dar es-Salaam 39
- États-Unis 129
 - agriculture urbaine 14
 - ménages 11
 - production agricole 16
- Ethelston, S. 11, 44
- Ethiopian Central Statistical Agency 99
- Éthiopie 99-119
- ethnicité culturelle 39
- exportations 17, 26, 83, 115
- expulsions 67, 71, 72, 74
- faim 92
- familles, système de la famille étendue 109
- familles urbaines 11
- famine 10, 31, 93, 99, 115
- FAO (OAA ou Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) 122, 124
- femmes 6, 9, 32, 74, 93, 124, 127-128, 133
 - agricultrices 66, 74, 133
 - Addis-Abeba 110, 118-119
 - Dar es-Salaam 37-38
 - chefs de ménage 48, 53, 54
 - mariées 48, 54
 - niveau d'instruction 45
 - travailleuses autonomes 48
 - Kenya
 - chefs de ménage 87-88, 96-97

- ménages à chef féminin et à faible revenu 67
- Ouganda
 - chefs de ménage 74
- Bolivie 20
- commerce de rue 95
- division du travail dans les ménages 108-109
- échantillon d'enquête, Dar es-Salaam 34
- fouilleurs d'ordures 131
- main-d'œuvre domestique non rémunérée 88
- marchands de rue 127-128, 133
- production commerciale 64-65
- programme de nutrition urbaine 133
- rôle dans les villes du Tiers-Monde 81
- Finquelievich, S. 9
- First Urban Project, Kampala 19
- floriculture 102
- « folklore » 95
- fonctionnaires, agriculture urbaine 48, 69
- fonction publique, réduite 6
- foresterie, urbaine 5, 122
- formation 117
- fouilleurs d'ordures, dans les rues 13
- frais, non alimentaires 18
- Freeman, D.B. 31, 32, 36, 41, 88, 95, 107, 109
- Freetown, agriculture urbaine 25, 27
- Friedberg, S. 125
- fruits 5, 59
- fumier 88
- Fundación Natura 11, 13, 131
- Ganapathy, R.S. 1, 5, 114
- GCRAI (Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale) 122
- Gerry, C. 80
- Gore, C. 11
- gouvernements
 - conséquences pour l'avenir de la gestion et de la planification des politiques d'agriculture urbaine 115-119
 - et agriculture urbaine 8-10, 27-28
 - et ajustement structurel 58
- grossistes 116

- groupes ethniques
 équité sur le plan de l'ethnicité et
 du rôle des sexes 133
 origine ethnique, région de
 naissance et migration des
 agriculteurs urbains, Dar es-
 Salaam 39-42, 54
- Grove, J.M. 11, 126
- GTZ (Office allemand de la coopéra-
 tion technique) 130
- GTZ/DPP 58, 68
- Guangzhou 4
- Guayaquil 11
- guerre 6, 31, 99
 économique 57-58
 Ouganda 6, 19, 60
 traitement 123, 131
- Gutkind, P. 74
- habitation (logement) 10, 74, 83,
 112, 119
 locative à prix modique 85
 recensement, Éthiopie 99
- habitudes de consommation 117
- Harare 11
 agriculture urbaine, enquête 26
 Office municipal du logement et des
 services communautaires 9
 harcèlement, physique et pécuniaire
 95
- Hinchey Trujillo, C. 81
- Ho Chi Minh-Ville, population urbaine
 pauvre 11
- Holton, R.J. 82
- hommes
 activités artisanales 94-95
 agriculteurs, Dar es-Salaam 37-39
 chefs de ménage 74
 division du travail dans les ménages
 108-109
 échantillon d'enquête, Dar es-
 Salaam 34
 production commerciale 64
 travailleurs agricoles urbains
 embauchés 88
- Hong Kong 5
 agriculture urbaine 16, 25, 131
- Hormann, D.M. 102, 111
- horticulture 2, 8, 24, 126, 130
- hydroculture 5, 122, 125
- Ibadan, agriculture urbaine 25, 27, 126
- IFPRI (Institut international de
 recherche sur les politiques
 alimentaires) 122
- immigrants (immigrés) 27, 29
 Chinois 9
 travailleurs ferroviaires indiens 84
- importations 101, 115
- impôt 110, 116
 privilèges fiscaux 9
- Inde 5
- Indonésie, commerce et consommation
 d'aliments dans les rues 128
- industrie 74, 83
 Addis-Abeba 99
 agriculture urbaine comme 126,
 128
 domestique 10
- inflation 5, 70, 76
- influence occidentale 82
- insecticides, biologiques 132
- Institut Makerere de recherche sociale
 19, 124
- Institut Mayaguez d'agriculture
 tropicale 114
- Institut Mazingira, enquête sur le
 Kenya urbain 21, 79, 95
- instruction (éducation) 112
 des agriculteurs urbains, Dar es-
 Salaam 45-46
- interviews 33, 47, 51, 104
- investissements 46, 104, 110, 119
 de capitaux 64, 92
 en agriculture urbaine 88, 119
 pertes 91
 tendance culturelle 109, 112
- irrigation 95, 102, 129, 132, 133
 dangers pour la santé 55
- Isiolo 88, 90, 92, 95
- Istanbul, population urbaine pauvre 11
- IUFRO (Union internationale des
 instituts de recherches
 forestières) 122
- Izquierdo, J. 122
- Jacobs, J. 82
- Jamal, V. 57, 59
- Japon 9
- Jeunes 9
 chômeurs 42, 54
- Kaddar, M. 122
- Kaggwa, J. 57
- Kakamega 82, 86, 91, 95
- Kakitahi, J. 60

- Kamondo, F. 14, 15
- Kampala 124
 - agriculture urbaine 15, 17, 22, 57-77, 133
 - avantages 18
 - politiques possibles 76
- First Urban Project 19
- logique de l'agriculture urbaine chez les ménages de 57-77
- malnutrition 14
- Plan de développement 75, 138
- Karachi
 - agriculture urbaine 17
 - occupation du sol 128
- Katmandou, agriculture urbaine 17
- Kayizzi-Mugerwa, S. 58
- KCC (Kampala City Council, municipalité de Kampala) 74
- Kenya
 - économie politique de l'agriculture urbaine à 81-85
 - malnutrition 14, 93
 - urbain 123
 - agriculture dans 79-97
 - culture 18, 21
 - femmes 37
 - pauvres 12
 - production alimentaire 121
- Khouri-Dagher, N. 12, 16
- kibanja* 68, 70, 72-74
- Kigula, J. 57
- Kinshasa 8
 - pauvres des villes 11
 - dépenses des ménages 12
- Kisamba-Mugerwa, W. 68
- Kisangani, agriculture urbaine 15
- Kisumu 82, 86, 88-89, 91, 95, 96
- Kitale 96
- Kitui 86, 87, 88
- Kuchelmeister, G. 122
- Lado, C. 9, 18, 20, 22, 27, 31, 138
- Lagos, population urbaine pauvre 11
- lait de chèvre, comme combustible 2
- lait, filière urbaine 21
- Lal, D. 93
- La Paz 124
 - agriculture urbaine 15
- La Rovere, E.L. 21
- Le Caire, agriculture urbaine 16
- Le Caire-Gizeh, malnutrition 14
- Lee-Smith, D. 12, 15, 18, 21, 37, 79, 81, 131, 133
- légumes
 - Addis-Abeba 17, 22
 - Bolivie 15
 - Chine 4, 16-17
 - Daloa 9
 - Dar es-Salaam 7, 51
 - Hong Kong 16
 - indigènes, Kenya 94, 96
 - Kampala 59
 - Karachi 17
 - Katmandou 17
 - métropoles latino-américaines 17
 - production 100-115
 - production domestique, Addis-Abeba 111-112
 - Shanghai 16
 - Singapour 16
- León, R. 12, 124
- ligne de transport d'électricité
 - terres cultivées sous 21, 23, 96
- Lima, population urbaine pauvre 11
- Litherland, S. 74
- Livestock Office, municipalité de Dar es-Salaam 7
- Ljungqvist, B. 14
- locataires 75, 106
 - bibanja* 69
 - kibanja* 68, 70, 72-74
- loisirs 10, 82, 126, 128
- Lomé 133
 - malnutrition 14
- Lungu, F. 6
- Lusaka
 - agriculture urbaine 15, 27, 107
 - études 87
 - femmes 37
 - zones de squatters, étude 38
- main-d'œuvre 118
 - absorption de 104
 - bon marché 83
 - division du travail dans les ménages 108-109
 - embauchée 66
 - travailleurs agricoles urbains 88
 - féminine 81
 - main-d'œuvre domestique non rémunérée 88
 - nouveaux actifs 6
 - occasionnelle 65
 - rémunérée 108
 - rivalité 79, 81
 - salariée 65-66
 - structure et division du travail 104

- maladie 92, 94, 118
 Malawi 8
 malnutrition 13–14, 19, 43, 93, 100, 124
 enfants de Kampala 60–62
 Mamdani, M. 58
 Manaus 14
 Manille 8
 occupation du sol 128
 manœuvres
 Dar es-Salaam 7, 50, 53, 54
 ouvriers agricoles, Addis-Abeba 106
 Maputo 129
 maraîchers 53
 marais (zones humides), Daloa 9
 marchands 85
 marchands ambulants venant de
 l'extérieur 88
 marchands de rue 15, 122, 126, 127–128, 103
 marché du travail 63
 marchés 10, 26, 118
 marchés fonciers 71–72
 marécages (zones humides) 61–62, 65
 Maroc 2
 Marquardt, M. 57
 Marulanda, C. 122
 Maxwell, D.G. 15, 17, 18, 26, 31, 35, 37, 59, 123, 129
 membres des professions libérales 49, 52–53
 Memon, P.A. 18, 21, 83, 85, 131
 ménagères
 agriculture urbaine, Dar es-Salaam 48
 ménages
 agricoles 61–62
 affectation de ressources à 66
 catégories et accès au sol 73–74
 et non agricoles 124
 à faible revenu 106–107, 109, 110
 à chef féminin 67
 insécurité de l'alimentation et de l'accès au sol 67
 « auto-assurance » 109
 Bolivie 11–12, 15
 chefs de ménages agricoles 38, 48, 53, 65, 74, 88, 100, 105
 Chili 12
 composition, agriculteurs urbains, Dar es-Salaam 42–43
 consommation alimentaire 88, 101
 Dar es-Salaam 7, 12, 15
 dépenses quotidiennes
 d'alimentation par ménage, agriculteurs urbains, Dar es-Salaam 44–45
 division du travail 108–109
 Égypte 12
 élargis 109
 Équateur 11
 état nutritionnel de 77
 É.-U. 11
 Kampala 15, 58–60, 67–68
 Kenya 12
 liens ville–campagne 85–88
 Kinshasa 12
 Kisangani 15
 Le Caire 16
 liens ville–campagne 90
 logique de l'agriculture urbaine dans Kampala 57–77
 Lusaka 15
 main-d'œuvre non rémunérée, femmes 88
 membres 109, 110
 migrants, mécanismes de survie 104, 106–107
 non agricoles 16, 19, 61–62, 124
 Pérou 14–15
 production de légumes (culture maraîchère), Addis-Abeba 111–112
 répartition de selon le revenu, Addis-Abeba 100
 revenu et consommation de légumes, Addis-Abeba 111–112
 taille des, agriculteurs urbains Addis-Abeba 105
 Dar es-Salaam 42–44
 urbains 94
 avantages de l'agriculture pour 18–20, 28, 118
 mères, célibataires, comme chefs de ménage, Dar es-Salaam 48, 54
 méthodologie, enquête de Dar es-Salaam 32–34
 Mexico 8, 129
 migrants 41, 66
 en transition 106–107, 109
 non-migrants 41
 non originaires de Dar es-Salaam 53
 récents 41, 84
 ruraux 41, 82
 urbains 85

- migration 31, 106
 - d'agriculteurs urbains, origine ethnique et région de naissance, Dar es-Salaam 39-42
 - de la campagne à la ville 82
 - habitudes de 104
 - immigration interne 42
- Ming, S. 5
- Mingione, E. 62
- minorités, ethniques autochtones 9
- MISR voir Institut Makerere de recherche sociale
- Mitchell, R.C. 31
- Mitullah, W. 84, 88, 95
- Mmengo 67, 74, voir aussi Kampala
- Mombasa 82, 86, 89, 91-92, 95
- mortalité animale 91, 92
- Moscou, agriculture urbaine 14
- Moser, C.O.N. 80
- Mosha, A.C. 7, 36, 132
- moyens de transport, gens sans 52
- Mtwewe, M. 48
- Muench, L. 68
- Mutiso, R. 20
- Mvena, Z.S.K. 7, 26, 35, 37, 48
- Nairobi 82, 84, 86, 128
 - agriculture urbaine 18, 20, 27, 85-88, 95, 109
 - enquête sur les espaces libres 22, 36
 - malnutrition 14, 19-20
 - marchands de rue 15
- naissance, région/pays de, origine ethnique et migration des agriculteurs urbains, Dar es-Salaam 39
- Nakuru 82, 84
- Nasr, J. 1, 16, 31, 128, 129, 130
- New York 26
- Niang, S. 130
- Nigeria 9, 25, 117
- niveau de vie 112
- nourriture (aliments, produits [denrées] alimentaires, alimentation)
 - aide alimentaire 28, 115
 - autonomie alimentaire (agriculture urbaine soutenant les villes) 16-17
 - autosuffisance alimentaire 64, 65-66
 - comme paiement en nature 44
 - commerce de microdétail de 13
 - conservation 8
 - consommation, Éthiopiens 111-112
 - crise alimentaire africaine 81
 - demande de 6
 - dépenses quotidiennes par ménage en, agriculteurs urbains, Dar es-Salaam 44-45
 - distribution 8
 - systèmes 101
 - nationaux 5
 - économies (épargne) 126
 - entreposage 8, 82
 - importée 25, 115
 - indigène 25
 - insécurité alimentaire 16, 102, 124
 - intoxication alimentaire 54-55
 - pénuries 2, 66
 - poulets
 - Dar es-Salaam 7
 - Harare 9
 - prix 2, 11, 113, 116, 117
 - production 1, 4, 8, 31, 60, 101
 - intra-urbaine 19
 - liens ville-campagne 85-88
 - logique de 58-77
 - parallèle 38, 80-81
 - perturbation de 6
 - rôle des femmes dans 81
 - urbaine 121, 123
 - qualité 6, 124
 - réserves (approvisionnement) 4, 96, 99
 - sécurité alimentaire 10-13, 20, 27-29, 64, 66-67, 77, 115, 122, 124
 - mesure de 73-74
 - systèmes urbains de circulation 123
- nutrition 8, 10, 13, 92-94, 96, 101, 117, 118, 123, 125, 133
 - agriculture urbaine 18, 57-58
 - état nutritionnel 57, 58, 60-62, 77
 - incidence de 19, 28, 124
 - carences en oligo-éléments 13-14
 - femmes et 81
- occupation du sol
 - acquisition de « droits d'usage » 71-72
 - baux annuels reconductibles 69
 - baux fonciers de longue durée 69
 - emprunts fonciers 71
 - et accès au sol 67-73

- occupation du sol (suite)*
 occupation illégale 72–73
 officialisation de, perspectives
 de l'agriculture urbaine 74–77
 propriété privée 68–69
 régime Mailo 67–68
 sécurité de 119
- occupation foncière 8
 transformation foncière,
 Kampala 76
- océan Indien, influences historiques 82
- O'Connor, A. 31
- OIT (Organisation internationale du
 travail) 80
- Okigbo, B.N. 25
- ombrage 2, 129
- ONG (organisations non
 gouvernementales) 121, 123,
 129
- Ordonnance cantonale (1903) 83
- Organisation mondiale de la santé 123
- organismes humanitaires 28
- origine, lieu de 39
- ORSTOM (Institut français de
 recherche scientifique pour le
 développement en coopération)
 122
- Ouganda 6, 57–77
 agriculture urbaine, femmes 37
 malnutrition 14
 production vivrière en milieu
 urbain 121
- Oxfam 123
- Paddison, R. 42
- paillis 89
- Pain, M. 8, 12
- Panjwani, N. 17
- Papouasie–Nouvelle-Guinée 9
- Paris 17, 26
- pauvres (population pauvre) 32
 agriculture 35, 45, 48, 50, 53, 85
 agriculture urbaine, coopératives et,
 Addis-Abeba 99–119
 des campagnes 13–14
 des villes 11–13, 28, 31, 53, 54, 57,
 79, 92, 93, 96, 101, 106,
 115, 125, 130
- pauvreté 102, 104, 106
 lutte 55
 rurale 31
 seuil 100
 urbaine 35, 94
- paysans 70, 89–90
- pays en développement
 agriculture urbaine 14–15, 122–123
 systèmes 24
 sécurité alimentaire urbaine 10
 spécialistes 124
- PCC voir Population Crisis Committee
- Pedersen, P.O. 17
- permis 8
- Pérou 3, 8, 123, 128
 agriculture urbaine 14–15
- personnes occupées, non occupées
 (sans travail) 48–49
- pesticides 132
- petites entreprises 49, 88
- petits produits
 échanges 89
 entreprises 80
- PHB/Unesco, projet Villes et
 écologie 122
- Philippines 9
 commerce et consommation d'ali-
 ments dans les rues 128
- PIB voir produit intérieur brut
- Pinstrup-Andersen, P. 57, 62
- planification économique 96
- planning familial 96
- plantations 69
- plantes
 et agriculture urbaine 25
 hydrophytes indigènes 131
 médicinales 2, 25
 ornementales 2, 25
 utilitaires 2
- PNUD (Programme des Nations Unies
 pour le développement) 122
 enquête, systèmes d'exploitation
 agricole 24
- Pointe-Noire, Congo
 agriculture urbaine 18, 27
 enquête de 1
- poisson, établissements piscicoles 9
- politique de développement 17
- politiques agricoles 5–6
- pollution
 de l'air et de l'eau 54
 du sol 132
- polyculteurs-éleveurs 49
- polyculture 132
- Population Crisis Committee (PCC)
 11, 45, 141
- population (peuplement, démographie)
 croissance démographique 6
 Kenya 81–82, 85

- population (peuplement, démographie)*
 (suite)
 densité de peuplement, agriculture urbaine, Dar es-Salaam 35–36
 étude à Addis-Abeba 105
 pressions démographiques 115
 recensement (Dar es-Salaam) 49
 recensement du logement et, Éthiopie 99
 répartition des agriculteurs urbains selon le sexe, agriculture urbaine, Dar es-Salaam 37–38
 urbaine 34
- porcs
 Daloa 9
 Dar es-Salaam 7
- Porto Rico 114
- potagers 3, 33, 114, voir aussi *shambas*
 agriculture biologique 114
 agriculture urbaine 22–24, 69
 diversité 24
 Nairobi 87, 90
 communautaires 8
 murés 3
- prix
 aliments 2, 10, 113, 117, 118
 denrées d'exportation, Tanzanie 6
- production agricole 7, 115–116
 États-Unis 16
 Kampala 59–60, 73
- production rurale 101
- production urbaine 101, 113–115, 118
- productions et activités de subsistance 79, 80–81, 91, 93, 96
- productions (produits) 99
- productivité 110
- produit intérieur brut, Tanzanie 6
- produits agrochimiques, restriction de 132
- produits de la terre 15, 21
- professions 106, 107
 caractéristiques professionnelles des agriculteurs urbains, Dar es-Salaam 47–53, 53–54
 non agricoles 66
- profit 65, 126
- Profous, G. 5
- Programme de l'environnement urbain 123
- Programme des villes durables 123
- Programme Villes en santé 123
- Projet Villes et écologie (Unesco) 122
- propriétaires fonciers 52, 65, 69, 70, 73, 75, 128
 pratiques d'emprunts fonciers des 71
 traditionnels 84
- protection de l'environnement 101, 114
- Prudencio, J.B. 15, 20, 124
- qualité de vie 118
- questionnaires 3 3, 60
- Quito 11, 131
- Rakodi, C. 35, 37, 41, 81, 87
- rapatriement, jeunes en chômage 42
- Ratta, A. 14, 24
- recensements
 Éthiopie 99
 Japon 4
 Kenya, 1989 82
 Tanzanie, 1988 7, 49
- recherche, agriculture urbaine 32, 100, 103–115, 117, 119, 121–133
- recyclage, déchets urbains 115, 117, 123, 131
- Régime Amin 19, 57–58, 60–61, 64
 expulsion de la communauté asiatique ougandaise 68
- régime de franche propriété, Kampala 68, 76
- Régime foncier Mailo 68–70, 74, 76
- régions métropolitaines, production agricole 17
- régions rurales 31
 malnutrition 14
 ville–campagne
 dichotomies 17
 interface 17
 liens 17, 86, 90
- régions urbaines 84
 liens ville–campagne 86
 restaurants 25
- règlements
 coopératives 116, 117
 occupation du sol 5–6, 9
 influence exercée sur 46, 128
- règlements municipaux 10, 59, 76, 95
- ressources naturelles, programme sur en Afrique 25
- restaurants 25
- revenu 34, 101, 104, 124, 127
 création 18, 21, 28, 65, 96
 d'autres sources 66, 67
 en moyenne 11–12

- revenu (suite)
 en espèces 20, 65, 108
 sources 65
 faible 15, 86, 95
 gens à faible revenu 48
 familial 110
 gens à revenu élevé 47–48, 60–61,
 87, 90, 95
 groupes 85, 87
 incidence de l'ajustement structurel
 sur 58
 insuffisance de 102, 107
 ménages à orientation commerciale
 64
 moyen 48, 90, 95
 niveau de et consommation de
 légumes 111–112
 nourriture comme paiement salarial
 en nature 52, 124
 par habitant, Dar es-Salaam 6
 proportion consacrée à
 l'alimentation 11–12
 répartition des ménages d'Addis-
 Abeba selon 100
 salaires 58
 revenu par habitant, Dar es-Salaam 6
 révolution industrielle 82
 riches, agriculture urbaine 35
 richesse 54, 69, 73, 92
 Riley, I.E. 19, 59, 61–62
 Rio de Janeiro, agriculture urbaine 21
 rivières, et irrigation en agriculture
 urbaine 102
 riziculteurs 9
 ruralisation 84, 94
 Rwanda 9
- Sachs, I. 32, 122
 saison des pluies 3, 61–63, 92, 94
 salaires 12, 47
 Addis-Abeba 100
 aliments en guise de 124
 compressions 5
 Kampala 76
 sans terre(s) (sans accès au sol) 53
 sans-travail (chômeurs)
 chômeurs et, agriculteurs urbains,
 Dar es-Salaam 48–49, 52
 jeunes 42
 travailleurs agricoles 52, 54
 santé (hygiène) 10, 13, 18, 28, 36,
 96, 122, 125
 dangers 54–55
 « îlots sanitaires » 83
- infantile 11
 risques, réutilisation des déchets
 solides
 et liquides et 130–132
 santé publique 94, 125
 Santiago 26
 Sanyal, B. 15, 18, 27, 31, 32, 35, 37,
 41, 107, 141
 São Paulo, occupation du sol 128
 Save the Children Fund 124
 enquête à Kampala 19, 59, 60–61
 Sawio, C.J. 1, 12, 15, 17, 18, 20, 24,
 25, 26, 27, 31, 32, 128, 141
 scénarios d'émissions radiophoniques
 123
 SCF voir Save the Children Fund
 Schilter, C. 14, 122, 126, 132, 141
 sécheresses 6, 99, 115
 zone 90
 semences (matériel génétique) 118
 semis, sources et ventes 90
 services vétérinaires 92, 96
 sexe
 âge et état matrimonial des
 agriculteurs urbains,
 Dar es-Salaam 39
 répartition des agriculteurs urbains
 selon, Dar es-Salaam 37–38
 répartition de agriculteurs urbains
 selon l'éducation et,
 Dar es-Salaam 45–46
 sexes (rôle des sexes) 125
 équité sur le plan de l'ethnicité et
 du rôle des sexes 133
 questions 55
 rôles 83
shambas 33, 60, 89
 Shanghai 5
 agriculture urbaine 16–17
 exportations 17, 26
 Shawel, H. 102, 111
 Sibérie, villes 14
 Silk, D. 32, 122, 141
 Singapour
 agriculture urbaine 16–17, 121
 exportations 17
 Sjoberg, G. 82
 Smit, J. 1, 14, 24, 31, 128, 129, 130
 sous-alimentation 93, 100
 squatters 35, 38, 67, 71, 72–73, 74, 126
 terres privées 72
 terres publiques 72–73
 statistiques
 agriculture urbaine, recherche 102

- statistiques (suite)*
 bétail, Tanzanie 7
 production avicole, Kampala 59
 zones cultivées 7
 Stren, R.E. 57
 subventions 5, 80
 Égypte 12
 enquête sur les programmes 20
 Sukharomana, S. 11
 superficies (zones)
 cultivées en location, sous les lignes
 de transport d'électricité 21
 zones non bâties 7
 zones peu peuplées 65
 « surplantation » 4
 surplus 65
- Tanzanie 6–7, 19, 31–55, 60
 agriculture urbaine 8
 Ministry of Agriculture and
 Livestock Development 7
 production vivrière en milieu
 urbain 121
 technologie 4
 agriculture urbaine 125, 131
 transfert, minorités ethniques 133
 terres cultivées 5
 Tindwa, S. 133
 Tinker, I. 125
 Togo, malnutrition 14
 Tokyo 17
 trame urbaine 83
 transport 10
 frais 113, 117
 travail, domestique 108
 travailleurs
 agricoles 52, 88
 à temps partiel et à plein temps 54
 de l'administration et des
 organismes parapublics
 48–49, 53, 54
 des services de vulgarisation 116,
 117, 119
 occasionnels 50
 travailleurs autonomes
 définis 50
 de sexe féminin 48
 Trenchard, E. 81
 Tricaud, P.-M. 25, 27, 126, 133
 Tripp, A.M. 15, 37, 45
 troc 88
 Tulcán 11
- Unesco (Organisation des Nations
 Unies pour l'éducation, la
 science et la culture) 122
 UNICEF (Fonds des Nations Unies
 pour l'enfance) 14, 15, 123,
 124
 alimentation complémentaire des
 enfants 60
 enquête commandée par 19–20
 programme de nutrition
 urbaine 133
 UNICEF/KCC, enquête sur les
 ménages, Kampala 19, 59–60
 Université agronomique Sokoine
 enquête 26
 projet 122
 Université de Makerere, Centre de la
 santé et du développement de
 l'enfance 124
 UNU (Université des Nations Unies)
 Programme des ressources
 naturelles en Afrique 25
 Programme Lien entre l'alimenta-
 tion et l'énergie 122
 urbanisation 5, 81–82
 histoire 82
 incidence sur l'agriculture urbaine
 23, 97
 urbanistes 74, 101, 104, 118
 URS (Urban Resource Systems) 121
 usufruit 129
 utilisation du sol 84, 89, 128
 agriculture urbaine 125–126
 comme sujet sérieux d'étude 32
 en zone non planifiée 35–36
 en zone planifiée 35–36
 souple et mobile 22–25, 28
 droits 66, 70
 immeubles locatifs 85
 loyer foncier 70
 modèles de 83
 planification 77, 117
 pressions commerciales 86
 réglementation 5–6, 59
- vaches, Dar es-Salaam 21
 valeurs foncières 116, 126
 Kampala 70, 76
 van der Blik, J.A. 123
 veufs, travailleurs urbains
 Dar es-Salaam 39
 Ouganda 74
 veufs (veuves) 67, 74
 Vennetier, P. 1, 10, 13, 18, 27

- villages, campagnes de « villagisation »
41
- ville–campagne
dichotomies 17
interface 17
liens 17, 90
- villes
afflux vers 31
agriculture, recensements,
japonaises 4
asiatiques 14
développement de la culture et de
l'élevage dans 82
dichotomies ville–campagne,
interface 17
durables 123
en santé 123
et capitalisme 82–83
importance de l'agriculture pour
l'économie de 58–60
malnutrition 13–14
perturbation des circuits d'appro-
visionnement de 6
pré-industrielles 82
secteur parallèle 80–81
sécurité alimentaire de 13–14
sibériennes 14
soutien par l'agriculture urbaine,
autonomie alimentaire 16–17
zone d'approvisionnement
alimentaire 4
von Braun, J. 10, 13, 14, 20, 122
- Wade, I. 8, 10, 17, 31, 35, 114, 115,
129
- Wages and Work Organization
Board 100
- Waterloo, agriculture urbaine 22
- Weeks, J. 57
- West, H. 68
- White, R.R. 57
- Yeung, Y.-m. 4, 5, 6, 11, 12, 16, 18, 25,
114, 131
- YWCA (Young Women's Christian
Association) 133
- Zaire 8–9
- Zambie 128
agriculture urbaine
études 87
femmes 37
- Zimbe, I.N. 60, 138
- zonage 77, 128, 129, 131
- zones cultivées, statistiques, Tanzanie 7
- zones d'établissement
aménagées 35
de « squatters » 35
non aménagées 7, 35
- zones humides
Calcutta 17
transformation 4
- zones péri-urbaines 64, 70, 76, 84
agriculture 1, 31, 119
Daloa 9
Dar es-Salaam 35
restaurants 25
- zones réservées 96, voir aussi potagers
- zones vertes, modèle 76
- Zziwa, S. 18, 31, 35, 37, 59, 129

L'organisation

Le Centre de recherches pour le développement international, société d'État créée en 1970 par le Parlement canadien, a pour mission d'appuyer l'exécution de recherches qui, dans le domaine technique et dans celui des politiques, ont pour but d'adapter les sciences et la technologie aux besoins des pays en développement. Ses activités portent sur l'environnement et les ressources naturelles, les sciences sociales, les sciences de la santé, les sciences et les systèmes d'information, les initiatives et les affaires institutionnelles. Établi à Ottawa, au Canada, il a des bureaux régionaux en Afrique, en Asie, en Amérique latine et au Moyen-Orient.

L'éditeur

LES ÉDITIONS DU CRDI publient les résultats de travaux de recherche et des études sur des questions mondiales et régionales intéressant le développement durable et équitable. Spécialisées dans la documentation sur le développement, LES ÉDITIONS DU CRDI enrichissent les connaissances sur ces questions pour favoriser une plus grande compréhension et une plus grande équité dans le monde. Les publications du CRDI sont vendues au siège de l'organisation à Ottawa (Canada) et par des agents et des distributeurs en divers points du globe.

FAIRE CAMPAGNE EN VILLE

L'agriculture urbaine en Afrique de l'Est

Saviez-vous que les villes du tiers-monde doivent importer près de la moitié de leur denrées de consommation courante ? que le prix de ces aliments est souvent inabordable ?

On sait aussi cependant que l'agriculture urbaine peut contribuer à enrayer ces problèmes. Mais alors pourquoi les gouvernements de ces pays ne l'appuient-ils pas ?

Cet ouvrage fournit des données essentielles pour convaincre les gouvernements de faire une place plus importante à l'agriculture en milieu urbain. *Faire campagne en ville*, élaboré à partir d'études en Afrique orientale, démontre que l'agriculture urbaine est une pratique sûre et souhaitable pour nourrir les masses urbanisées des pays en développement. L'ouvrage démontre aussi que l'agriculture urbaine n'est pas uniquement le fait des démunis ou des chômeurs.

Les auteurs

Axumite G. Egziabher travaille au Centre des Nations Unies pour les établissements humains basé à Nairobi (Kenya).

Diana Lee-Smith est professeure à l'Institut Mazingira de Nairobi (Kenya).

Daniel G. Maxwell œuvre auprès du Land Tenure Centre attaché à l'Université de Wisconsin-Madison.

Pyar Ali Memon est également attaché à l'Institut Mazingira de Nairobi (Kenya).

Luc Mougeot est administrateur de programme à la Division de l'environnement et des richesses naturelles du CRDI à Ottawa (Canada).

Camillus J. Sawio est chargé de cours au département de géographie de l'Université de Dar es Salaam (Tanzanie).



ISBN 0-88936-731-0



9 780889 367319